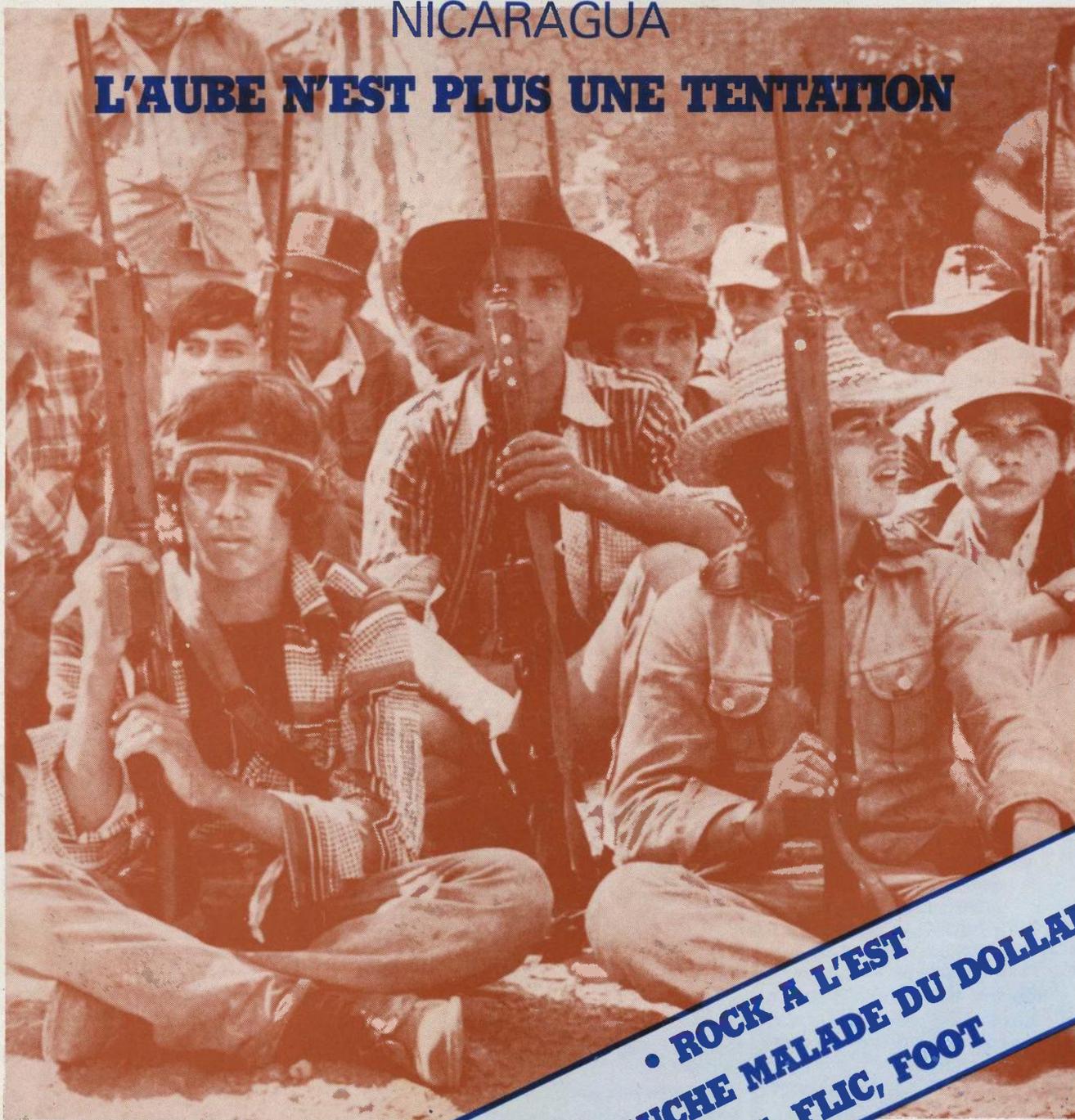


AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 11 / ETE 82 / 10 F.

NICARAGUA

L'AUBE N'EST PLUS UNE TENTATION



- ROCK A L'EST
- LA GAUCHE MALADE DU DOLLAR
- FRIC, FLIC, FOOT



AGORA
revue libertaire

Éditée par : "Pensée et Action"

Périodicité : bimestrielle

Directeur de publication : Solon Amoros

Dépôt Légal : 2^e trimestre 1982.

Commission paritaire : 62.601

I.S.S.N. : 0245-3630

Imprimerie : "SACCO" 44, chemin de Catala,
31100 Toulouse. Tél. 49.32.01

Façonnage : "M.D.P." 10 bis, rue des
Teinturiers 31300 Toulouse. Tél. 42.12.48

Composition : "Caractères" 16, impasse Bêlou
31200 Toulouse. Tél. 23.96.75

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito
Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon
Amoros, Violette Marcos

Rédaction et administration : AGORA, BP 1214,
31037 Toulouse Cedex.

Prix du numéro : 10 F.

Abonnement : 5 numéros - 45 F.

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Diffusion militante : 5 exemplaires : 45 F.

10 exemplaires : 90 F.

Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y
Toulouse.

AGORA S'AFFICHE

Le poster central de ce numéro
est en vente au prix unitaire de
5 F (à partir de 10 exemplaires :
3 F pièce), frais de port compris.
Versements à : AGORA, CCP
3.716.17.Y Toulouse.



Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Tony Alvarez, Solon Amoros, David Andros,
René Arcos, Claude Ariso, Michel Auvray,
Geneviève Azam, Alain Cipriano, Cobom,
Eduardo Colombo, Eli Coutère, Julien Dreux,
José Eguidazu, Douglas Fairbank, Hervé
Favraud, Juanito Marcos, Violette Marcos,
Xavier Vadillo-Aurtenexte, Jacques Viguier,
Bisou Fruité, et les copains et copines de
l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'imprimerie
SACCO et de la Coopérative CARACTÈRES.

DES POINTS DE VENTE POUR AGORA

• Si vous connaissez des librairies ou des kiosques susceptibles de prendre AGORA en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous-mêmes le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous préférierions de loin la seconde solution...

VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ÊTRE UTILES

• Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'AGORA et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...



CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES
QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Abonnements :

5 numéros : 45 F

Par avion : 75 F

Etranger, TOM-DOM : 55 F

Soutien : 100 F et plus.

A retourner à AGORA

B.P. 1214

31037 TOULOUSE-CEDEX

C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse

DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. »
(Pierre Clastres).

dans ce numéro

HEXAGONE

5. Libertés : bluff et reniements
8. La gauche malade du dollar
10. Syndicats : congrès boogie blues
13. En marge

CASE LIBRE

14. Le Bourdigou vivra

SANS FRONTIERES

15. Israël : les bulldozers de l'Empire
17. Grèce : la dérive socialiste
18. Nicaragua : l'aube n'est plus une tentation
21. Tutti frutti

AGORA S'AFFICHE

22. L'important, c'est de participer...

REPERES

24. Que les corps cessent d'obéir
25. Par ici la monnaie
26. Votre corps m'intéresse
28. Jouer autrement ?
30. Le sportisme

ARGUMENTS

33. Le tabou de l'inceste
36. Rock à l'Est
38. Kiosque

NOTRE MEMOIRE

40. La bande du Matese

NOIR C'EST NOIR

43. Faut tout vous dire



Le bloc-notes de bisou fruité

L'ASSASSIN MALADROIT

Toc ! toc ! toc ! « Oh, mister Reagan, quelle bonne surprise, mais entrez donc. » Bruits d'éperons dans les couloirs, il entre, rejette son chapeau en arrière, et s'assied... sur l'Amérique Centrale. « Aïe ! » disent les Américains. « Excusez-moi » dit Reagan et se levant précipitamment il se cogne la

tête à la Turquie. « Aïe ! » disent les Turcs. « Je suis désolé » dit Reagan tout en perdant l'équilibre et en s'écroulant sur l'Europe. « Merde ! » disent les Européens...

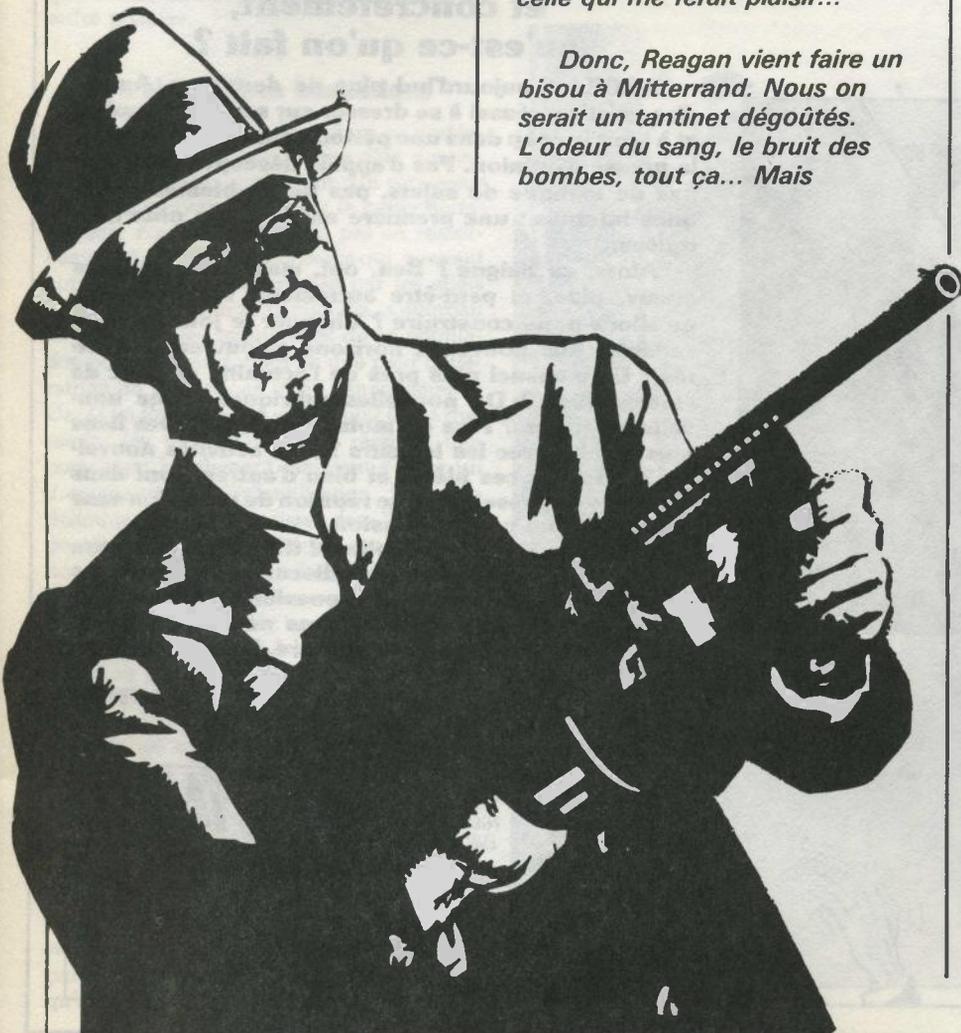
Ouais, enfin, soyons honnêtes, à l'heure où j'écris, je suis pas tellement sûr de la dernière réplique. Mais c'est celle qui me ferait plaisir...

Donc, Reagan vient faire un bisou à Mitterrand. Nous on serait un tantinet dégoûtés. L'odeur du sang, le bruit des bombes, tout ça... Mais



François, lui, non. Peut-être qu'il aime ? Peut-être qu'il est toxico de la chose ? Peut-être que Reagan est son dealer ? Déjà le bisou à Thatcher, ça nous avait surpris. On s'était dit, il osera pas, ce serait comme cracher sur les Irlandais... Eh bien, notre Président, il s'est pas dégonflé, il a osé, il a craché. Quel homme !

Alors, va pour Reagan. D'autant qu'en Europe, le cowboy est comme qui dirait chez lui. Nous sommes sa réserve, ses indiens d'Outre-Atlantique, son Fort Alamo personnel... Bien élevés, cultivés, pas râleurs, on lui entretient ses missiles, on leur fait de la place, on les lui astique. Pour nous remercier, de temps en temps, il fait un tour chez nous, histoire de contrôler qu'on n'abuse pas trop du socialisme, notre péché mignon. Il va être bien content, de ce côté-là pas de risque d'overdose. Defferre veille au grain, on ne dépasse pas les doses prescrites. Welcome Reagan !



PARLEZ- MOI DE NOUS

LES MIEUX PLACÉS ?

Quelque retard pour ce réabonnement. Les gens volontaires ont toujours un rythme de vie pas possible, ça je ne vous l'apprendrai sûrement pas. Votre revue est très documentée, au-dessus de la guerre de clans, et c'est bien, internationaliste, et c'est normal. Mention très bien au dossier et à "notre mémoire". Au moment où l'extrême-droite renaît, où l'extrême-gauche s'agite, il serait temps que quelqu'un tente l'union. Vous êtes les mieux placés. La jeunesse se mobilise petit à petit. Dommage qu'il n'y ait pas plus de manifs, rencontres, tracts libertaires...

Pascal B. (31)

LE POIDS DE LA THEORIE

C'est un avantage d'étaler toute cette diversité d'articles, qui entraîne des styles différents, et avec l'aide d'une mise en page chouette cela permet d'éviter de pondre un journal statique et assez ennuyeux à lire.

Je ne trouve pas gênant que l'éditorial (pour répondre à une certaine remarque) puisse avoir un retard quelconque avec des faits qui marquent l'actualité. J'apprécie plutôt la qualité du style. Il vaut mieux, pour le reste, se référer à un quotidien. La revue gagnera sûrement à ne pas s'alourdir avec des exposés théoriques sur l'anarchisme, ou certains débats comme l'éternel "anarchisme-marxisme" qui aurait tendance à devenir stérile tellement il est vieux. Prière de se rapporter aux nombreuses œuvres théoriques. Elles sont là pour ça.

Michel C. (11)

UN PEU PLUS DE POÉSIE

Ci-joint 80 F. C'est malheureusement tout ce que je puis

faire pour l'instant en vue d'appuyer une revue excellente où j'aimerais quand même retrouver un peu plus de poésie, de fantastique, de féminisme et d'analyses construites sur les luttes à développer de nos jours.

Joël O. (31)

LANGUE PENDANTE

Agora mensuel ? Ouais ! quel pied. Je trouve votre revue de très grande qualité, tant dans la forme que dans le fond. A lire, relire, en parler... Désolé, rien à dire de mal. Puis, que vive l'imaginaire ! J'attends le prochain numéro la langue pendante et râpeuse. Agora, une revue qui donne sur la rue !

Michel J. (38)

PARLEZ DE L'ASSOCIATIF

J'aime bien votre revue et la trouve utile. J'aimerais cependant parfois, voir aborder l'anarchisme sous un autre angle. Toutes les manières de démocratie directe. La possibilité qu'a chaque individu d'influer sur la société, tous les

jours, par exemple en achetant tel produit au lieu de tel autre, parce qu'il est de qualité, ou produit par une entreprise qui a telle structure... Le rôle que jouent et pourraient jouer les organisations de consommateurs. Nous parlons aussi d'égalité des chances : pourquoi ne pas aborder le problème de l'héritage et des injustices multiples qu'il engendre ? Par exemple, pourquoi, chaque français n'aurait-il pas droit à un pécule similaire à sa majorité ? J'aimerais voir aussi aborder le sujet de la production et de la consommation de chaque individu : certains produisent beaucoup et ne peuvent pas tellement consommer, d'autres consomment pas mal et ne produisent rien ou très peu... Le cas de ceux qui produisent ou œuvrent dans le sens d'une société d'inégalité (fabrication d'armements). En lisant vos articles, on a des fois l'impression que l'anarchisme ne peut être que dans l'opposition. Il existe des structures qui sont plus horizontales : les SCOP, les communautés, et tout ce qu'on peut appeler le mouvement associatif, coopératif.

Pierre J. (38)

et concrètement, qu'est-ce qu'on fait ?

AGORA a aujourd'hui plus de deux ans. Autant dire qu'elle a réussi à se dresser sur ses deux jambes et à tenir le coup dans une période pas très facile pour la presse d'opinion. Pas d'appels désespérés au fric, pas de manque de sujets, pas de problèmes politiques internes : une première enfance des plus heureuses.

Alors, ça baigne ? Ben, oui, mais nous voulons mieux, plus, et peut-être autrement. L'outil est là, qu'allons-nous construire ? Changer le journal pour l'adapter aux nouveaux horizons qu'ouvrent les luttes ? Un mensuel plus près de l'actualité et donc de l'intervention ? De nouvelles rubriques ? Une nouvelle maquette ? Plus ou moins de pages ? Des liens plus étroits avec les lecteurs ? Des activités nouvelles ?... Toutes ces idées, et bien d'autres, sont dans l'air. Il ne se passe plus une réunion de rédaction sans que quelqu'un y fasse allusion.

C'est dit. Fin juin, le collectif d'AGORA se mettra au vert tout un week-end pour discuter et préparer les changements souhaitables et possibles. Si vous voulez peser sur ces décisions, vous nous écrivez très vite. Sinon, rendez-vous en octobre. D'ici là, les paris sont ouverts...

L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



BLUFF ET RENIEMENTS

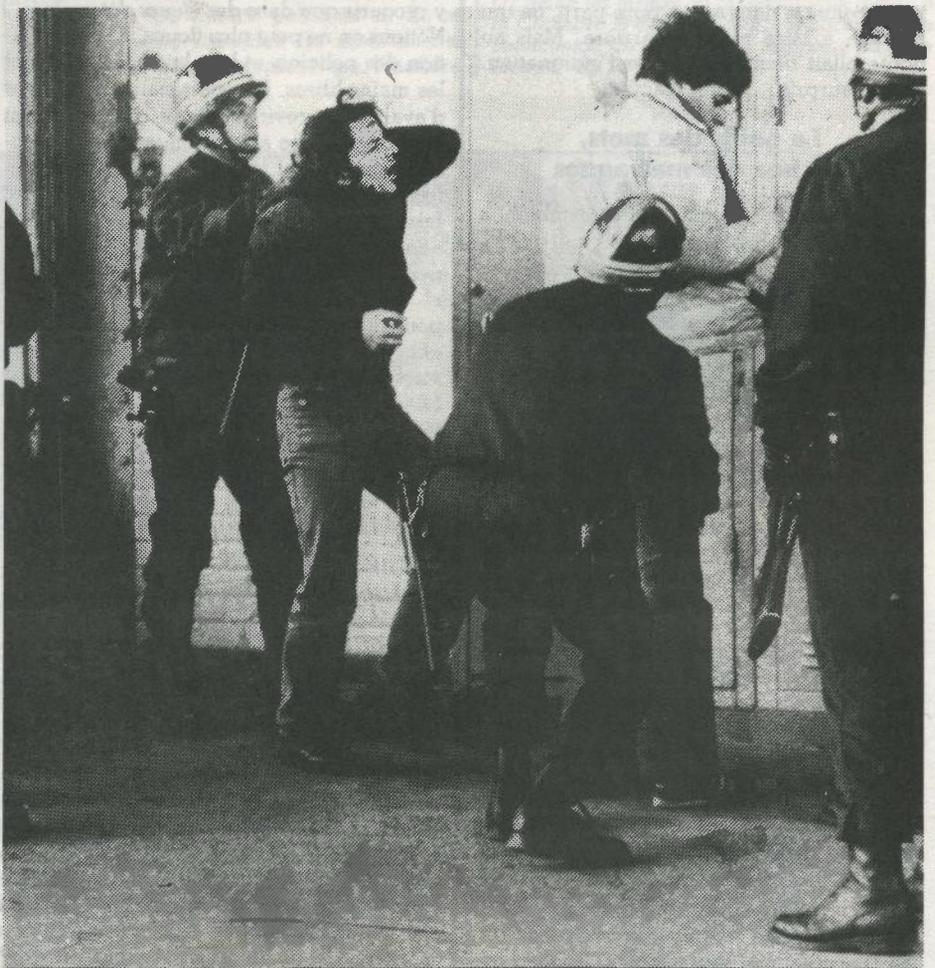
S'il est vrai que l'on ne change pas la société par décret, il n'en est pas moins vrai que l'état du droit est, inexorablement, la marque d'un régime politique. Il est des textes législatifs liberticides et d'autres qui consacrent l'investissement de nouveaux espaces de liberté. Nul doute, à cet égard, que la loi "Sécurité et Liberté" - ou loi Peyrefitte - compte au rang des plus scélérates. Généralisation des flagrants délits, légalisation des contrôles d'identité "préventifs", prolongation, en certain cas, de la garde à vue, régime d'exécution des peines draconien, atteinte aux droits de la défense et extension des pouvoirs de la police, les mesures mises en place à l'initiative de l'ancien garde des sceaux portaient gravement atteinte aux droits fondamentaux, et plus particulièrement aux garanties judiciaires nous préservant, aussi formellement que ce fut, de l'arbitraire sans bornes d'un ordre policier.

De singulières hésitations

Dans sa finalité comme dans sa portée, la loi Peyrefitte fut l'apothéose d'un processus répressif sans précédent. Un processus qui, sous couvert de limiter la petite délinquance, conduisait à grand pas au renforcement de l'Etat ; un processus qui, prenant appui sur l'angoisse suscitée par les effets de la restructuration capitaliste, s'efforçait de canaliser les inquiétudes de la population pour les transformer en une peur génératrice de démissions et de renoncements. Car la loi Peyrefitte ne visait point tant à dissuader les délinquants qu'à rassurer une population habilement maintenue dans un dramatique état d'infantilisation. La petite délinquance et l'angoisse des "honnêtes gens" étaient liées au chômage, aux conditions de vie, bref à la crise. Des causes et des effets de ce texte les socialistes étaient assurément conscients : candidats aux élections ils s'engageaient à le supprimer, parvenus au pouvoir ils abandonnaient le discours "sécuritaire" de leurs prédécesseurs.

Le report, au tout dernier moment, de l'abrogation de cette loi, a donc de quoi scandaliser à plus d'un titre. D'abord, il est vrai, parce qu'il n'est pas acceptable qu'un an après le changement de gouvernement, ces dispositions répressives continuent à être appliquées. N'en déplaise au ministre de la Justice, il n'est pas, pour les justiciables, de questions "plus brûlantes" que la reconnaissance de leurs droits. Ensuite, parce qu'il est pour le moins singulier qu'après avoir, plusieurs années durant,

SUPPRESSION des tribunaux militaires mais création de Chambres spécialisées, abrogation reportée de la loi Peyrefitte mais autorisation des contrôles d'identité administratifs... Ces quelques mesures illustrent à merveille les limites et les ambiguïtés de la politique socialiste en matière de libertés. Projets libéraux d'un côté, décisions on ne peut plus timides de l'autre, les divergences s'affichent, l'incohérence s'affirme. Principes bafoués, engagements reniés, les propos scandaleux tenus par le ministre de l'Intérieur apparaissent comme une volte-face. Et si, au fond, le désaccord des nouveaux gestionnaires de l'Etat relevait moins de conceptions différentes que d'appréciations somme toute assez tactiques ? Et si, comme en témoigne la conclusion de la polémique Badinter-Defferre, toute la politique menée depuis un an en ce domaine n'avait été que poudre aux yeux et faux-semblants ?



affiché publiquement ce qui apparaissait comme une opinion, nos ministres découvrent soudainement avoir encore besoin d'un "délai de réflexion". La chose prêterait à sourire si l'enjeu n'était aussi essentiel. Les prétextes avancés ne sont guère sérieux. Sauf un seul : celui de l'opportunités. Et c'est là, sans nul doute, le fond du problème.

Que le gouvernement ait cédé aux pressions des gardiens de prison et de certains policiers est en soi contestable ; qu'après le revers subi aux élections cantonales, il ait crû bon d'apaiser les craintes de l'électorat le plus réticent au changement est un mauvais calcul doublé d'une erreur politique. Mais qu'il suffise de quelques attentats et meurtres pour qu'il opère une régression est, à proprement parler, inadmissible. Comme est inadmissible la logique dont témoignent les hésitations du premier Ministre : les mêmes motifs d'opportunité ont été avancés, trop longtemps, à propos de la peine de mort et c'est là, précisément, la fonction même de la loi Peyrefitte. Or, en décidant d'ajourner son abrogation, le gouvernement a donné à croire que loin d'être inefficace, elle pouvait être utile ; pire même, il a, ce faisant, justifié le renforcement de l'Etat par une utilisation des sentiments les plus réactionnaires de la population.

Les socialistes au pouvoir commençaient-ils à se laisser prendre dans un engrenage dont ils dénonçaient jusqu'alors les méfaits ? Force est d'admettre que le chef du gouvernement fut largement contesté dans son propre parti, ce qui l'amena à faire machine arrière. Mais au doute allait bientôt succéder l'indignation. Et à la surprise, la stupéfaction.

Le poids des mots, le choc des matraques

Il y a des hésitations qui ressemblent à des aveux. Et des déclarations qui résonnent comme des bruits de bottes. Passe encore qu'un ministre de l'Intérieur se défende de faire preuve de laxisme en se vantant d'avoir fait évacuer, en un mois, dix-huit usines occupées : le gouvernement fait tant de cadeaux au patronat que cela n'est pas pour nous surprendre ; qu'il entende expulser des dizaines de milliers d'immigrants sous prétexte que le pays ne peut être le "refuge des délinquants" (1), cela a un nom : le racisme. Que, non content de vouloir autoriser les policiers à faire usage de leurs armes en n'importe quelle circonstance, il suggère, en ce qui concerne les contrôles d'identité, des méthodes bien plus rigoureuses que celles prévues par la loi "Sécurité et Liberté", et l'on est malheureusement fondé à déplorer la gravité d'intentions que l'on eût, en d'autres temps, justement qualifiées de fascisantes.

Remise en cause du droit d'asile, volonté d'instaurer ce qui s'apparente à une peine de mort administrative, atteinte à l'une des libertés les plus fondamentales, celle d'aller et venir, Peyrefitte a beau jeu de trouver les propos que tint, le 15 avril, Gaston Defferre "extrêmement dangereux" (2). Terriblement inquiétantes, les déclarations du premier flic de France soulevèrent

certaines une tempête de protestations. Les communiqués succédèrent aux communiqués et le ministre de la Justice s'éleva contre le revirement de son confrère qui remettait en cause ses propres projets. L'affaire eut pu prendre des proportions énormes, Gaston De Fer être sur le champ congédié. Or nul ne s'avisait d'obtenir sa démission et il revint au premier Ministre d'arbitrer ce que les médias présentaient sous la forme d'un simple désaccord ministériel. Comme si, en matière de libertés, il était concevable de transiger, de trouver un juste-milieu. Comme si l'éclat du ministre de l'Intérieur pouvait être réduit à une opposition au fond traditionnelle entre le justicier et le policier, entre l'idéalisme de l'ancien avocat soucieux de "l'état de droit" et le pragmatisme de celui qui, sur le terrain, est chargé de maintenir l'ordre social.

Defferre fut bien sûr désavoué pour ses propos relatifs au droit de tirer que le plus réactionnaires des syndicats policiers n'avait jamais osé réclamer. Beau joueur, il s'inclina d'autant plus volontiers que sa maladresse — ou son habileté tactique — avait porté ses fruits : « *J'ai demandé deux choses pour en obtenir une : le contrôle d'identité* » (3). Et, de fait, le conseil des ministres adoptait un texte qui autorisait expressément les contrôles d'identité administratifs.

La décision s'accompagnait certes de précautions oratoires : les contrôles préventifs ne pourraient être effectués qu'en cas de "menace immédiate à la sûreté des personnes et des biens", les policiers ne pourraient y recourir que dans des "lieux déterminés". Notions on ne peut plus floues, à l'appréciation des policiers et leur laissant finalement les mains libres. Il appartenait aux députés d'avaliser le revirement du gouvernement ou d'être fidèles à leurs engagements électoraux. Le recul n'en était pas moins manifeste : interdite avant la loi "Sécurité et Liberté", la pratique des contrôles d'identité administratifs était légitimée par un gouvernement se proclamant de gauche.

Le père de la loi "Sécurité et Liberté" pouvait être satisfait : « *c'est "blanc bonnet et bonnet blanc". Cette disposition avait été sans doute la plus violemment critiquée de toutes, elle est rétablie* » (4). Tout passant était considéré comme suspect, la liberté de déplacement restreinte. Defferre avait au moins le mérite de la clarté.

L'exemple des tribunaux militaires

Ultime survivance des tribunaux d'exception, les Tribunaux Permanents des Forces Armées (TPFA) ont été supprimés, en avril, par le Parlement, ce dont ne peuvent que se réjouir tous ceux et celles qui, depuis si longtemps, luttaient pour leur disparition. Les concessions accordées au ministre de la Défense et à l'état-major sont pourtant si nombreuses que ce qui eût pu être un événement considérable se révèle, à l'examen, comme un simple transfert de compétences. Certes, il n'y aura plus, en temps de paix, de juridiction composée majoritairement de magistrats militaires, où les jugements étaient sans appel et non motivés. De multiples exceptions au droit commun limitent cependant l'ampleur du



changement attendu — et promis.

Suspendus en temps dit "de paix", les tribunaux militaires peuvent d'abord retrouver leurs attributions lors de crises politiques et sociales, au moment où, précisément, les pouvoirs exorbitants dévolus aux tribunaux d'exception sont le plus à même de porter atteinte aux droits et libertés des individus. Ensuite, non seulement le pouvoir montre si peu d'empressément à supprimer ces juridictions qu'il leur accorde un sursis, mais encore préserve-t-il l'existence de deux tribunaux : celui de Paris, pour juger les soldats stationnés en Afrique et à Madagascar, et celui de Landau, pour les troupes françaises en Allemagne fédérale. Autre exception significative : les victimes d'un crime ou d'un délit (ou leur famille) peuvent désormais se constituer partie civile ; mais, à la différence de la procédure habituelle permettant à la victime de déclencher les poursuites à ses risques et périls, la plainte déposée sera soumise au bon vouloir du parquet. Ainsi préservée des inculpations, la hiérarchie militaire doit ce cadeau à celui qui, faisant souvent figure de libéral, se permit de justifier ce privilège par cette surprenante confiance : « *Pensez aux professionnels de la déstabilisation, au petit commando d'extrême-droite ou aux antimilitaristes viscéraux qui voudraient "se payer" le colonel ou l'adjudant* » (sic) (5).

Le colonel et l'adjudant peuvent commettre leurs méfaits en toute quiétude : ni la hiérarchie ni la discipline ne seront ébranlées par la suppression des T.P.F.A. Et la création, au sein de chaque cour d'appel, de véritables chambres spécialisées compétentes pour juger non seulement des crimes et délits de trahison et d'espionnage mais encore les infractions d'ordre militaire, donne à penser que l'on assiste, en fait, à la création d'un nouvel espace clos. Les réfractaires, qui constituaient l'immense majorité des justiciables des tribunaux mili-

taires (6) n'ont, en définitive, guère de raisons d'être optimistes. D'une part parce que l'armée sera certainement tentée de réprimer, plus encore que par le passé, à l'abri des murs des casernes, par des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à deux mois d'emprisonnement ; d'autre part parce que ni la définition des infractions ni l'échelle des peines n'étant modifiées, il est à craindre qu'insoumis et déserteurs ne soient les victimes d'un nouvel outil de répression idéologique non moins efficace mais bien plus discret. Formellement privée de ses tribunaux mais débarrassée d'une des principales critiques qui étaient formulées à son encontre, l'institution militaire est, en quelque sorte, la grande bénéficiaire de cette mutation.

Il ne fait à cet égard aucun doute qu'au-delà des principes affichés, nos militaires-socialistes n'aient ainsi visé à "réconcilier l'armée et la nation" pour mieux faire admettre "la nécessité de l'effort de défense" (7).

Une politique en trompe-l'œil

Arrêt de l'extension du camp du Larzac mais développement des manœuvres en terrain "libre", renoncement au projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff mais poursuite inébranlable du programme électronucléaire, les socialistes paraissent rompus à ce genre d'exercice.

Le moindre tour d'horizon permet de constater qu'en matière de libertés plus qu'en tout autre, le gouvernement mène une politique qui est de l'ordre du symbolique, du prestige, de la façade. Une politique qui s'apparente à la pratique des produits d'appel en supermarché : la mise en valeur publicitaire de tel ou tel produit vise

à masquer la similitude des marchandises courantes et à gruger le client. C'est à l'évidence le cas de la loi Peyrefitte et des T.P.F.A. La peine de mort est abolie mais non point les peines à perpétuité, aussi inefficaces que terriblement cruelles. Le gouvernement annonce à grand bruit la reconnaissance du droit de recours individuel devant la commission européenne des droits de l'homme mais il se fait fort de passer sous silence le fait qu'il n'ait nullement renoncé aux réserves avancées par la France, en 1974, au moment de la ratification de la convention : le régime des sanctions militaires comme le monopole de la radio-diffusion restent chasse gardée et, seule parmi les Neuf, la France persiste à refuser de soumettre à un minimum de contrôle international les terribles pouvoirs d'exception que l'article 16 de la Constitution confère au président en cas de crise.

La Sécurité militaire n'est que débaptisée, la gendarmerie poursuit ses activités de fichage, l'impôt sur les grandes fortunes justifie la création d'un fichier informatisé de contribuables, le système d'informatisation des cartes de séjour des étrangers est maintenu, tandis que de Golfech à Chooz, des manifestants antinucléaires sont sauvagement réprimés avec des moyens sans précédent. Régime carcéral inchangé, service militaire maintenu à un an et, bientôt, appel des recrues dès 18 ans — ce que Michel Debré n'était pas parvenu à faire —, amnistie-bidon pour les insoumis, augmentation incessante des effectifs de police et de gendarmerie, la gauche au pouvoir fait bien peu preuve d'audace novatrice. De projets libéraux, elle n'en manque point cependant. De volonté politique si. Et ce n'est pas hélas l'absence de mouvements sociaux de grande ampleur qui l'incitera

outre-mesure à prendre ses distances avec les garants de l'ordre et les nostalgiques du pas cadencé.

Les projecteurs une fois éteints, le spectacle ne fait plus illusion. La nouveauté du décor ne fait rien à l'affaire, au quotidien des libertés, la continuité l'emporte sur le changement. Par souci de "réalisme", par facilité, par fonction, aussi, inexorablement, les acteurs se partagent les rôles et reprennent, déjà, les mêmes discours, les mêmes oripeaux dont étaient vêtus leurs prédécesseurs. Il serait pour le moins prématuré d'avancer que la gauche se laisse aller à faire, comme ce fut trop souvent le cas, une politique que la droite ne pouvait plus conduire. Il reste que de l'opposition entre ceux qui sont prompts à renier leurs engagements au point de bafouer les principes dont ils se prévalaient il y a peu et ceux dont les précautions oratoires ne sauraient masquer leur volonté de vider de leur substance les réformes promises, ce sont, une fois encore, nos droits et libertés qui font les frais.

Michel Auvray

(1) Cité in "Le Monde" du 17 avril 1982.

(2) In "Le Monde" du 20 avril 1982.

(3) Interview de Gaston Defferre publiée in "Les Nouvelles Littéraires" du 29 avril 1982.

(4) Peyrefitte, cité in "Le Monde" du 23 avril 1982.

(5) Badinter, dans une interview publiée in "Libération" du 13 avril 1982.

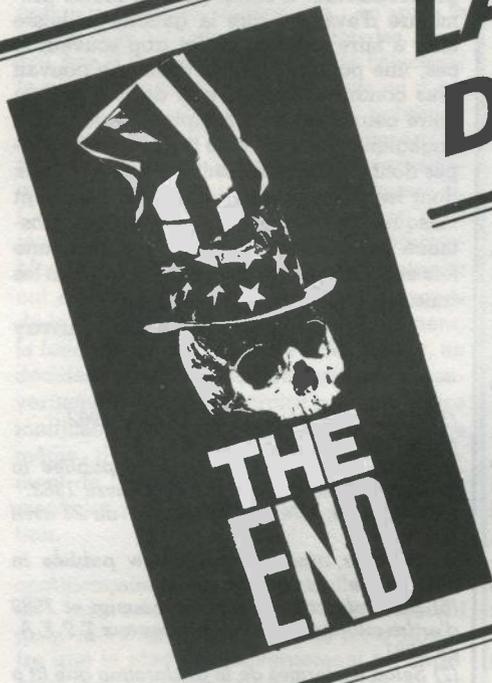
(6) 2625 infractions de droit commun et 7589 d'ordre militaire ont été soumises aux T.P.F.A. en 1981.

(7) Selon les termes de la déclaration que fit à la Chambre le député Gatel, rapporteur de la commission de la Défense. Rapporté par "Le Monde" du 16 avril 1982.



ECONOMIE

LA GAUCHE MALADE DU DOLLAR



AU cours de la visite de Reagan en France, il sera certainement question de défense, d'équilibre Est-Ouest... Mais, à n'en pas douter, l'économie tiendra une place de choix à coups de dollar trop fort, de taux d'intérêt qui s'enflamment, de grands airs de libéralisme, de petites théories et de grands somnifères.

EN effet, la situation particulière des USA (économie dominante en crise) et le changement de personnel politique en France, désignent pour les choix économiques et sociaux des directions opposées et contradictoires. Comme le rapport de force entre ces deux pays est inégal, ce qui se passe Outre-Atlantique, rejaille inmanquablement sur la France. Et, sans vouloir faire de Reagan le bouc-émissaire des "malheurs" de l'équipe Mauroy, il est un fait, qu'actuellement, la politique économique américaine complique la situation française. Même si l'affaiblissement (tout relatif) des USA est indiscutable.

Une marge de manœuvre étroite

Le déclin relatif des USA est très sensible en matière technologique (baisse des crédits de recherche) ; de même, depuis plusieurs années, la politique industrielle reste une politique à court terme, privilégiant le profit immédiat à un profit trop lointain : la croissance est plutôt extensive (rachat d'entreprises, concentrations) qu'intensive

(modernisation). En conséquence, la hausse de la production, de la productivité, de l'investissement, est plus faible qu'ailleurs.

Pour un pays qui doute de sa puissance économique, il fallait une doctrine en béton armé. La politique de Reagan reçut la dénomination aseptisée de "monétarisme" et "politique de l'offre" (dénominations pas très aseptisées d'ailleurs, pour qui sait que le monétarisme sévit au Chili depuis Pinochet).

Le principe en est simple. Les mécanismes du système capitaliste sont rouillés ; l'esprit d'initiative est baillonné par l'immixtion de l'Etat dans les affaires économiques et sociales. Il s'agit donc de réactiver la concurrence et de retrouver les vertus du libéralisme. En clair, et sans moraliser ces choix, c'est le retour au capitalisme sauvage. Pour relancer l'économie, il faut d'abord la nettoyer de ses perversions : il faut relancer l'offre des producteurs en diminuant les impôts qui sont un frein à l'initiative et en supprimant les réglementations étatiques. En un mot, il faut favoriser la reconstitution des profits. Les rémunérations seront bloquées pour ne pas alourdir la charge des entreprises (cf. les accords salariaux obtenus à la General Motors, chez Chrysler, sous la forme de blocage des salaires).

Mais, dans le même temps, le budget doit être en équilibre, car un budget en déficit provoque une injection d'argent dans l'économie, sans contrepartie immédiate. Or, pour

les monétaristes, cette situation est génératrice d'inflation : pour eux, en effet, les prix augmentent du fait d'une trop grande abondance de monnaie en circulation. Aussi, pour compenser les pertes de recettes dues à la baisse des impôts et la formidable dépense en armements (seule dépense fédérale en augmentation), il ne reste plus qu'à diminuer les dépenses fédérales : réduction des allocations chômage, suppression des bons alimentaires pour les plus déshérités, suppression des aides diverses aux plus pauvres. Fin de l'Etat redistributif !

De plus, le crédit doit être limité, toujours afin d'éviter une croissance trop forte de la monnaie en circulation. L'emprunt est découragé par des taux d'intérêt très élevés (politique de l'argent rare). Voilà pour l'habillage économique du reaganisme. Mais, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le monétarisme n'est pas qu'une politique monétaire et budgétaire. Son autre face consiste, bel et bien, en une politique précise du travail : dans le domaine social, comme ailleurs, œuvre le même impératif : réactiver les mécanismes et les sanctions propres au marché. C'est-à-dire, la loi de la jungle, du plus fort, ou "comment rendre les riches plus riches". Une autre justification du maintien de taux d'intérêt élevés consiste à dire que de la sorte, les patrons hésiteront à se lancer dans une politique salariale trop laxiste qui nécessiterait le recours à l'emprunt.

Comment exporter le chômage ?

Le succès de Reagan doit beaucoup à l'utilisation des idées puritaines pour mieux masquer les effets du libéralisme. Redoutant le déclin, il clame que Dieu abandonnera l'Amérique si les Américains ne se montrent pas dignes de lui. Pas de dialectique historique, mais lutte manichéenne entre le bien et le mal : la vie est une lutte morale qui nécessite un effort permanent et, face à Dieu, toute faiblesse morale entraîne inévitablement l'échec matériel (Amen !). C'est dans ce contexte d'individualisme que se situe la justification du démantèlement de l'appareil social-démocrate d'assistance aux pauvres : un assisté ne sera jamais libre.

Après deux ans d'administration Reagan, l'inflation est tombée à 6 %. Mais au prix d'une récession économique très dangereuse : les taux d'intérêt sont tels qu'ils découragent l'investissement. De plus, le budget n'a jamais atteint un tel déséquilibre et les financiers refusent une baisse des taux avec un tel déficit, redoutant le retour de l'inflation. A tel point, que Reagan risque d'être contraint à réviser en baisse les dépenses militaires et que certains de ses alliés le lâchent.

Les USA ont perdu la puissance économique intérieure qui leur permettait de pouvoir être une puissance militaire incontestée. Disposant de marges de manœuvres assez limitées à l'intérieur du pays, il y a des risques sérieux pour que l'administration Reagan choisisse le terrain international comme lieu prioritaire d'une stratégie économique plus agressive.

C'est par rapport à cela que nous pouvons comprendre les opérations de harcèlement contre le vieux continent : l'Europe viole le credo libéral en matière d'échanges : il faut laisser jouer la concurrence sans aucune protection, s'attaquer à tous les protectionnismes. En clair : comment exporter le chômage ? Ainsi, des sidérurgistes américains intentent un procès contre des sociétés européennes qui subventionnent les exportations ; la politique agricole commune est régulièrement dénoncée comme un défi au libre-échange. Les USA oublient de dire qu'ils protègent aussi leur agriculture (financement de stocks de céréales, soutien aux produits laitiers...) ainsi d'ailleurs que leur industrie (par de multiples restrictions et contrôles sur les importations). Mais c'est l'heure de la reconquête du marché extérieur et non l'heure de la vérité.

Deux philosophies s'affrontent

DES taux d'intérêt aussi élevés provoquent la hausse du dollar : chaque jour des capitaux dits "flottants" vont de place financière en place financière, à la recherche d'un rapport maximum. Ils sont

donc attirés par les taux américains ; le dollar est très recherché ; on change des francs en dollars et le dollar monte par rapport au franc. Pour éviter la fuite des capitaux, le gouvernement français est obligé de maintenir des taux d'intérêt élevés ce qui freine les capacités d'emprunt des entreprises et empêche la relance de l'investissement. Dans le même temps, les taux d'intérêt à la consommation sont très élevés. Or c'est contradictoire avec la politique menée par le gouvernement qui, fidèle à la tradition keynésienne, entend permettre la sortie de la crise par la mise en place d'une politique de relance par stimulation de l'investissement et de la consommation.

La hausse du dollar, de plus, renchérit la facture pétrolière française, payée avec cette monnaie. La situation commerciale de la France s'en trouve affaiblie, même si ses exportations Outre-Atlantique profitent de cette hausse du dollar (ses produits sont plus compétitifs dans cette situation). Enfin, la hausse de la monnaie américaine, renchérit les importations en provenance des USA, ce qui ne peut qu'engendrer de nouvelles tensions inflationnistes. On ne peut vivre avec un taux d'inflation trop élevé à l'heure où les principaux partenaires commerciaux de la France ont sacrifié la relance à la maîtrise de l'inflation : un taux trop fort nécessiterait des mesures de freinage de la relance. Et le libéralisme aidant, les USA refusent d'intervenir pour stopper la hausse du dollar. Laissez faire...

Les choses ne s'arrangent guère. Le taux d'intérêt de base aux USA était début avril de l'ordre de 16,5 %. La croissance des taux

s'auto-entretient et s'accélère, la machine s'emballé : les entreprises en panne de trésorerie se trouvent dans l'obligation d'emprunter et l'argent est de plus en plus recherché. Pour s'alimenter, les banques ont recours aux marchés internationaux, poussant là aussi, le taux à la hausse.

Les conséquences se mesurent en milliards : par exemple le gouvernement français a donné en 1981 : 2,2 milliards de subventions aux crédits à l'exportation. Comment des organismes spécialisés dans ce type de crédit pourraient-ils consentir des prêts à 7,5 ou 9 % sans soutien, alors qu'ils doivent se refinancer à des taux par deux fois supérieurs ? Ces subventions étatiques ne sont pas d'ailleurs pour décrisper les champions du "laissez faire".

Mais, au-delà des aspects techniques qui ont bien sûr leur importance, ce sont deux philosophies qui s'affrontent. Au libéralisme américain, la France oppose une pratique interventionniste de l'Etat qui se substitue aux intérêts privés pour une croissance plus "juste". L'état social-démocrate corrige les effets de la croissance capitaliste. A l'austérité on oppose la solidarité (sauce PS).

Mais, peut-on inventer une "autre" croissance sans rupture avec les règles du marché capitaliste et de surcroît dans le cadre d'un rapport de force aussi inégal ? Et ne serait-il pas dramatique, qu'en l'absence de stratégie de rupture par rapport aux règles dominantes, on marchandise les taux d'intérêt, dollars et autres outils de domination américaine, contre quelques assurances données à Reagan sur la Pologne, le Salvador, etc. ?

Geneviève AZAM



SYNDICATS



CONGRES BOOGIE BLUES

AU soir du 10 mai, ce fut le coup de foudre : la CFDT était "heureuse", la CGT satisfaite, FO et la FEN contentes, et Mauroy rayonnait... Seuls les syndicats proches du gouvernement précédent dissimulaient mal leur déception. Un an après, à la veille de leurs congrès respectifs, CGT et CFDT tentent encore de maintenir une position cohérente face au pouvoir. Ah ! le temps béni où nous étions dans l'opposition...

JUSQU'EN 78, CGT-CFDT, unies dans l'action, ont pu élaborer globalement des plates-formes assez revendicatives. Le patronat était sans équivoque à droite, le pouvoir aussi. Malgré le faible taux de syndicalisation, les deux centrales pouvaient prétendre à une réelle représentativité des courants traditionnels du mouvement ouvrier français. Face au pouvoir politique, elles étaient, sans conteste, les forces sociales.

Attention, virages !

MAIS, en 78, la rupture de l'Union de la gauche cristallise des divergences importantes. L'abandon par le PCF des illusions eurocommunistes, entre autres, conduit la CGT à réajuster sa ligne. Son 40^e Congrès est donc un paradoxe : intitulé "congrès de l'ouverture", il entend mettre en place et développer les acquis de la période antérieure : mouvement des femmes, démocratisation, etc. Surnommé par la suite "congrès de la fermeture", il annonce la reprise en main de la centrale par les cadres du PC. L'arrivée de Krasucki symbolise aujourd'hui ce changement.

C'est pourtant la CFDT qui à ce moment-là amorce le virage le plus important, et partant, le plus spectaculaire. En janvier 78, avant la rupture de l'Union de la gauche, le rapport Moreau, publié discrètement, montre déjà l'évolution politique de la centrale. Des contributions postérieures font de ce texte le point de départ du "recentrage", appelé aussi, moins maladroitement pour éviter de froisser quelques susceptibilités, "resyndicalisation". C'est, en fait, une nouvelle conception, et de la société, et du syndicat, qui s'y dessine. Dans la lignée du courant socialiste réformiste, il se situe à la fois, dans le refus du capitalisme d'Etat, mais aussi dans celui d'une remise en cause de la société libérale. Intégrant bien des slogans soixante-huitards, profondément teinté de rocardisme, il tente de créer autour de la structure revendicative, un vaste mouvement social. Dans ce nouveau champ, il intègre aussi bien les problèmes des femmes, que le nucléaire, les immigrés, etc. Le syndicat n'est donc qu'un élément d'une structure plus vaste où la division syndicat-parti n'existerait plus. Il s'agissait, pour qu'un tel mouvement voit le jour, de multiplier les "espaces de liberté" en utilisant comme moyen l'autogestion, ou plutôt ce qu'il faudrait convenablement nommer "grignotage par le bas".

Il est évident qu'à ce nouveau schéma, qui se veut projet de société, correspond un nouveau vocabulaire empruntant sa terminologie tant au christianisme qu'aux slogans de 68 : on voit ainsi apparaître : « nos objectifs sont la transformation des rapports sociaux »,



« il faut gérer démocratiquement les profits », le tout annonçant les "nouvelles solidarités" que nous connaissons aujourd'hui. La mise en place de ce syndicalisme-là, explique d'une part que la CFDT arrivait à trouver des terrains d'entente avec le patronat et d'autre part que la désyndicalisation la frappait, elle aussi. Sur ce dernier point, les deux centrales étaient plus que d'accord : il fallait faire de nouveaux adhérents.

Les débuts d'une idylle

L'ÉLECTION de Mitterrand, obtenue sans mobilisation des travailleurs, fut une surprise pour tous, et le soir même se posa le problème de comment se situer face au nouveau pouvoir.

Les liens personnels, politiques entre CGT, CFDT, FO et le gouvernement étaient déjà forts. L'entrée des deux ministres communistes renforça les liens PC-CGT et approfondit encore plus les choix stratégiques antérieurs. Le PCF, ligoté par sa volonté de se maintenir au pouvoir, soucieux d'apparaître comme un bon partenaire, abdiqua, au profit de la CGT, son rôle d'opposant politique. C'est donc la centrale qui servira de porte-voix.

FO eut moins de problèmes. Après une courte idylle où on retrouvait des thèmes chers au PS, et après la dénonciation de l'infiltration communiste dans certains secteurs, elle se retrouve dans le concert des centrales réformistes classiques, même si parfois il y a des couacs dans le trio qu'elles constituent.

Dans la mesure où la CFDT avait déjà dessiné une stratégie recentrée, ce fut elle qui, dès le départ, apparut comme la plus susceptible de cogestion. Jusqu'à l'hiver 81, elle fonctionna surtout tantôt comme groupe de pression, tantôt comme brain-trust.

La signature du protocole d'accord sur les 39 heures, le 17 juillet dernier, résume et concrétise ces diverses tendances. La CGT refusa de signer tout en acceptant certains accords de branche (là où elle est majoritaire) ; la CFDT signa des deux mains tout en rappelant qu'il fallait « en appeler d'abord à la mobilisation des forces sociales et faire dépendre le changement, non de l'Etat, mais de la mobilisation des travailleurs. »

Le seul problème rencontré, c'est que, dès le début des négociations, le mouvement ouvrier ne se montra pas toujours en adéquation avec les stratégies projetées par les directions syndicales.

Défendre les acquis

L'ÉTAT de grâce, pour les travailleurs, prend fin à ce moment-là. En effet, au 31 mars 82, 45 accords ont été signés, dont 6 par la CGT et 28 par la CFDT. Dans la quasi-totalité des cas, la compensation salariale pour la première réduction d'une heure est effective, mais souvent on se réfère aux salaires minima, et non aux salaires réels. Et

presque partout, les négociateurs du patronat ont mis en balance : compensation et création d'emplois. Ils ont aussi imposé un chiffre d'heures supplémentaires supérieur aux 130 fixées par le protocole d'accord. La cinquième semaine, quant à elle, a été bien souvent détournée, planifiée, en y intégrant le maximum de petits congés déjà existants.

Pendant toute la période des négociations, la défense des acquis a été l'essentiel des revendications exprimées dans toutes les grèves. Et il y a longtemps qu'il n'y en avait pas eu autant.

Le CNPF, exclu en tant que tel des négociations, est sorti blanchi de l'opération. Le pouvoir, quant à lui, laisse à d'autres le soin de régler les conflits et apparaît, encore aujourd'hui, comme porteur d'un vaste projet social. Les intérêts économiques qu'il représente n'étant jamais mis en avant. Cette attitude lui permet, d'un côté d'accorder des avantages importants aux actionnaires de société, au patronat, et de l'autre de représenter les revendications sociales. La gauche au pouvoir accapare ainsi toujours le champ social, tout en faisant le jeu du pouvoir économique. La CGT et la CFDT, par leurs attitudes, contribuent volontairement à renforcer ce flou des plus artistiques.

Un réalisme contesté

P OUR les directions syndicales, la stratégie fixée depuis longtemps est à peu près maintenue. Ainsi, lors de la grève des cheminots en octobre, la CGT insulte par voie de tract les grévistes. Le ministre des Transports, Fiterman, en bon communiste, renchérit et qualifie la grève "d'action provocatrice et dangereuse pour la sécurité des passagers". Finalement, la négociation sur les



Lorre

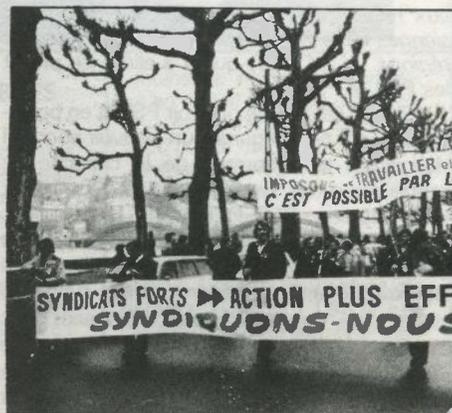
39 heures est menée de telle façon que la CGT, sans se contredire, peut signer l'accord.

Et lorsque la section syndicale de l'entreprise, comme ce fut le cas à Lille en novembre dernier, refuse l'accord de solidarité, les instances supérieures (Union départementale), n'hésitent pas à se mettre en opposition avec la base, en paraphant le texte.

Pour la CFDT, le réalisme fait montre de plus de finesse. Pendant que la base essaie de sauvegarder les acquis, la hiérarchie syndicale déploie sa théorie sur les "nouvelles solidarités". Si avant le 10 mai il aurait été ridicule d'assimiler les travailleurs salariés à des "nantis", désormais, la centrale syndicale n'hésitera pas à parler de "l'égoïsme petit-bourgeois" des smicards. L'image est à peine osée, puisque E. Maire a pu tranquillement affirmer : « Ne pas creuser le fossé entre salariés, c'est décider que l'action pour créer des emplois correspondant à la durée du travail passe avant toute revendication ». Adieu les "35 heures tout de suite sans perte de salaire", slogan du dernier congrès de Grenoble.

Seul le CNPF jugera positive l'assertion de Maire, puisqu'il trouvera, à cette occasion, le leader syndical "plus cohérent que le gouvernement". Et sur ce problème, ce fut encore le pouvoir qui apparut le plus proche des revendications salariales lorsque Mitterrand trancha en faveur des 39 heures payées 40. Ce "faux pas" présidentiel étant ensuite effacé par Mauroy qui annonça qu'il n'y aurait pas de réduction de travail en 82-83.

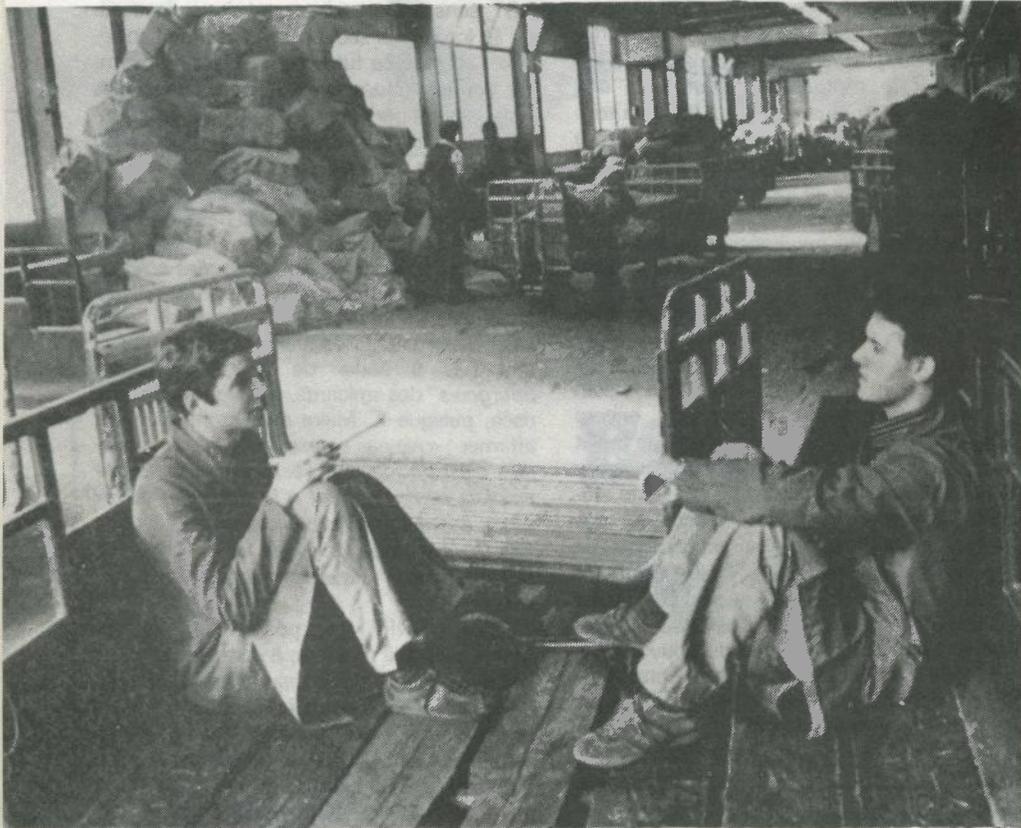
Cela voudrait-il dire qu'il y a cassure entre les directions syndicales et leur base ? Cela paraît trop simplificateur.



Une unité qui ne se cherche plus

LA division syndicale ouverte en 78, a été aggravée par l'Afghanistan et la Pologne. L'analyse du PC d'un côté, et de l'autre l'anticommunisme, de droite comme de gauche, ont tranché le débat. A cette division s'ajoute une concurrence effrénée. Après le 10 mai, il s'est d'abord agi pour les deux centrales de placer, le plus près possible du pouvoir, soit des amis, soit des projets. Aujourd'hui, et notamment grâce au rapport Auroux, s'offrent des possibilités d'extension du pouvoir syndical dans les entreprises. A.

SYNDICATS



Allamy est très clair sur ce sujet quand il déclare : « la CGT doit dégager des milliers (sic) d'hommes et de femmes pour faire face aux responsabilités nouvelles qui seront les siennes dans les entreprises nationalisées, les régions. » La CFDT, quant à elle, vise plutôt les PMI et PME.

Face à ce duel, le pouvoir PS est en porte-à-faux : s'il tient à garder un pouvoir social, il doit aussi tenir compte de la capacité de mobilisation des syndicats. Et s'il veut freiner l'implantation CGT-PCF dans les grandes entreprises, dans la conjoncture actuelle, il ne peut qu'appeler à l'unité syndicale. C'est pourquoi il fait le panégérique des syndicats italiens qui, quoique séparés, s'unissent dans l'action. En fait, le pouvoir tend ainsi à se démarquer de l'économie : en clair, la politique prend de bonnes initiatives en faveur des travailleurs, le patronat les freine et ce sont les syndicats qui doivent agir pour soute-

nir le gouvernement. Voilà la nouvelle conception idéologique qui prévaut aujourd'hui, voilà la nouvelle couleuvre qu'il nous faudrait avaler.

Dans ce scénario, les syndicats, et surtout la CFDT dont les vues sur ce point convergent avec celles du pouvoir, tendent à devenir peu à peu des agents d'encadrement social que le gouvernement peut, à son gré, mettre en mouvement.

Mais, à la grosse majorité des syndiqués qui se reconnaissent, peu ou prou, dans de telles analyses, s'oppose un flot grandissant de militants.

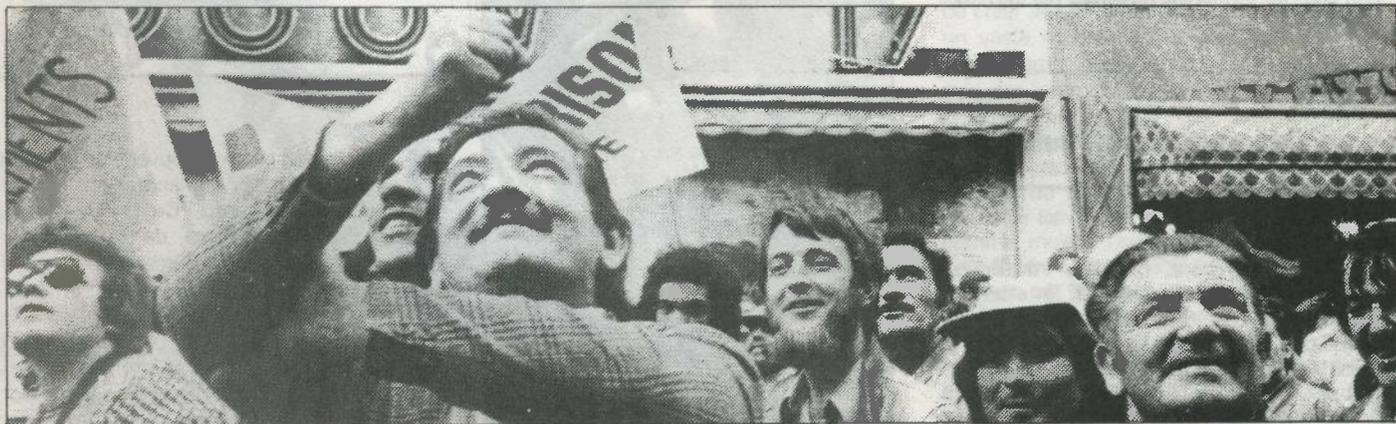
Quelle opposition syndicale ?

A Pologne a permis bien des choses. Dans la CGT, elle a cristallisé les oppositions qui s'étaient déjà exprimées sur l'Afghanistan, mais aussi sur ce que certains ont appelé la version Krasuckienne du 40^e Congrès. La reprise en main et l'alignement sur le PC a notamment touché le secteur femmes (voir la crise autour de la publication "Antoinette"). Si les opposants sont nombreux, ils sont divers, et on y retrouve aussi bien des thèses proches du recentrage que de l'extrême-gauche. Aujourd'hui, un an après le 10 mai, la désaffection syndicale frappe de plein fouet la CGT : elle perd 17 % de ses adhérents et sa composition sociologique se modifie. Les vieux bastions disparaissent et le raidissement de la centrale s'accroît. Il est d'autant plus fort que le Congrès s'annonce comme celui d'une fermeture encore plus grande.

Derrière l'unanimité, non dépourvue d'ambiguïté, créée par l'affaire polonaise, la CFDT n'est pas à l'abri, elle non plus, de la vague oppositionnelle. A la veille de son congrès, 50 à 100 syndicats sont accusés d'extrémisme et de construction de tendance. Or, pour la centrale qui est née de la création de la tendance "Reconstruction" au sein de la CFTC, on sait de quoi on parle. Bref, les nouveaux "coucous" sont dénoncés et le Congrès se prépare à confirmer le recentrage. Comme à la CGT, le réalisme règne en maître. Mais, jusqu'à quand ?

Pour les oppositions syndicales, malgré leur renforcement, la voie reste étroite et il faut constamment choisir entre des stratégies totalement différentes : le réalisme sans illusion du combat à l'intérieur des centrales, ou la tentation, pour l'instant utopique, de construire un nouveau syndicalisme. Certes, les oppositions n'ont pas de projet collectif et ne vivent qu'en réaction aux décisions des états-majors. Mais elles ont grandement avancé en se reconnaissant et en s'unifiant, implicitement, sur des points aussi essentiels que : l'unité d'action, la démocratie interne, la solidarité internationale, l'indépendance syndicale, la démocratie directe dans les luttes. Finalement, leur avenir ne sera pas tracé par les congrès syndicaux, mais par les luttes auxquelles elles participeront et où elles devront démontrer aux travailleurs la réalité de leurs affirmations. Sur le terrain de l'action, celui qui compte, elles sont, a priori et quoique minoritaires, bien mieux armées que les bureaucraties syndicales.

Violette MARCOS



EN MARGE



GOLFECH, LE CONTRAT DU SIECLE

Golfech, le conseil régional avait dit : "oui, mais...". Donc un nouveau réacteur sera construit. En échange de sa docilité, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées a obtenu d'EDF un contrat faramineux. S'ajoutant à l'argent que toutes les centrales versent aux départements, EDF fera cadeau à la région de 10 millions par an, pendant la durée du chantier, puis de 6 millions par an pendant toute la vie de la centrale. D'autre part, 40 % des employés de la centrale, et 60 % des ouvriers du chantier seront recrutés sur place.

Le cadeau a ceci de particulier qu'il va permettre de museler définitivement tous les notables locaux. Le pactole touchera en effet tous les départements. A noter cependant que le partage sera des plus difficiles, car Midi-Pyrénées avec ses 8 départements est une très grande région : une fois divisé en 8 que restera-t-il du cadeau ? Il est fort probable que le maire de Golfech soit le plus mal loti lors du partage... ce sont des choses qui arrivent.

D'autre part, les emplois créés dans la région, ne vont-ils pas faire basculer le slogan "volem viure al pais", cher à la CFDT ? Nationalement et localement, la position de celle-ci sur le nucléaire n'a pas changé c'est vrai, mais le réalisme l'emporte et la centrale syndicale ne parle plus du nucléaire.

Enfin, si le contrat n'est finalement pas si mirifique que cela, pour la région, il n'empêche que d'autres municipalités le réclament, notamment en Normandie, en Lorraine, etc. La politique nucléaire de la gauche devient donc des plus claires : des centrales, plus du fric. C'est évidemment un bon moyen pour faire taire bien des gens. Pas tous toutefois, et les opposants à la centrale de Golfech ont déjà fixé des échéances de lutte. Ceux-là il faudrait plus qu'une fortune pour les faire taire... personne n'est assez riche pour acheter une conviction.

COLLECTIF FUMEE DOUCE

« A l'heure actuelle un nombre de plus en plus important de gens côtoient le cannabis : phénomène de société... mais société qui sanctionne et c'est cela que nous voulons changer ».

Le Collectif Fumée Douce s'est fixé comme but :

— la dépénalisation du cannabis et dérivés (hashish kif), la révision des textes de loi français,

— le retrait du cannabis des tableaux I et IV de la Convention Internationale unique sur les stupéfiants.

Après avoir démarré avec le film "Culture à la ferme" (mercredis de l'Information, TF1, le 9 décembre), le collectif relance la campagne internationale pour la libéralisation du cannabis, notamment au moyen d'une pétition.

Pour tout contact :

Collectif Fumée Douce
Corn - Latouille Lentillac
46400 Saint-Céré

AUDIOVISUEL : LE "CHATEAU" RESTE AUX COMMANDES

La réforme de l'audiovisuel a fait couler beaucoup d'encre, a suscité quantité de commentaires. La droite est montée aux filets bien avant l'ouverture du débat parlementaire à coups de déclarations, de sondages, d'associations de téléspectateurs... Se présentant comme la gardienne des libertés, défendant la privatisation à tout crin (l'UDF essentiellement), vociférant contre la mainmise "socialo-communiste" sur la radio-télé-diffusion, elle battait la grosse caisse. Il est vrai qu'en la matière, la droite pourrait nous en conter, elle qui applaudissait lorsqu'en 72, Pompidou déclarait : « Le journaliste de la télévision n'est pas tout à fait un journaliste comme les autres. Il a des responsabilités supplémentaires. Qu'on le veuille ou non, la télévision est considérée comme la voix de la France ». Il aura fallu attendre la rupture de Chirac avec Giscard pour voir brusquement le RPR dénoncer le monopole giscardien sur la télé et se lamenter de la mise à l'écart sur le petit écran de journalistes lui étant proches.

Que penser des hurlements actuels de l'opposition lorsque l'on songe aux 1641 travailleurs de la radio-télévision qui furent évincés à l'arrivée de Giscard au pouvoir ? Les protestations des députés UDF Madelin et Longuet (tous deux, anciens d'Ordre Nouveau) étaient franchement désopilantes.

Ceci dit, la gauche aujourd'hui régnante n'a finale-

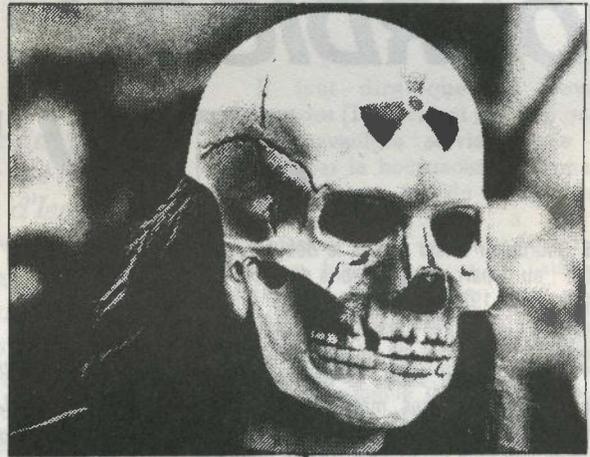
ment pas surpris outre mesure. Sa réforme se solde par : une Haute Autorité créée sur le modèle du très réactionnaire et sénile Conseil Constitutionnel ; la porte entrouverte à la création d'un secteur privé, même si l'on ne souhaite pas le voir surgir, pour l'heure ; les moyens de pression, notamment financiers, restés intacts aux mains de l'Etat ; la participation enfin des "corps professionnels qui contribuent à la communication audiovisuelle" (vous savez bien, le hobby audiovisuel, le show-business, and co).

En fin de compte, malgré les strapontins accordés aux syndicats, beaucoup de bruit pour peu de choses. Les travailleurs de l'audiovisuel resteront étroitement surveillés. Pour les journalistes de la télé, l'Elysée restera encore "le château" et ses désirs seront des ... "suggestions" !

SECURITE ET LIBERTE

... Dans la nuit du 23 au 24 avril à Rennes, dans une centaine d'abris bus Decaux, des affiches publicitaires ont été subtilisées et remplacées par d'autres représentant deux gardiens de la paix disant "Papiers s'il vous plaît... ou je tire". Les fermetures des panneaux ont été obturées afin d'empêcher le retrait des affiches. Cette action visait à dénoncer la banalisation des contrôles d'identité et la pratique systématique de la répression (loi "sécurité et liberté" sauce socialiste).

Le FLIC (Fraction Communale d'Intervention Communale) revendique cette action et signale que 4 de ses membres ont été interpellés au cours de celle-ci. Aux dernières nouvelles, Decaux aurait porté plainte. Affaire à suivre.



LES IMMIGRES OUBLIES

"Travailleurs de tous les pays..." La complainte était belle mais qu'en a-t-on fait ? Sous Giscard, les travailleurs immigrés en France payaient cher la crise économique. Chasse aux sans-papiers, blocage des frontières... telles étaient quelques-unes des mesures qui visaient à leur faire endosser la dépression. Le tout accompagné des actions racistes des mairies PC, point culminant d'une situation que presque toute la gauche dénonçait. Le 10 mai devait annoncer un changement total et le PS parlait même de leur donner le droit de vote aux municipales.

Le début fut prometteur. Symboliquement, d'abord puis-que leur Secrétariat d'Etat ne fut plus rattaché au Ministère du Travail mais à celui de la Solidarité. Puis, l'aide aux retours fut supprimée et on entama une répression contre les marchands de main-d'œuvre immigrée. Dès le mois de juillet, on commença ainsi à régulariser leur situation. Cette opération devait s'arrêter fin janvier 82. On s'est alors rendu compte que la situation des immigrés, au

moins au niveau de l'emploi, n'en sortait pas plus clarifiée.

Avant 1981, on estimait à 300 000 le nombre de clandestins en France. Or, 140 000 seulement ont demandé leur régularisation. Où sont passés les autres ? Pour pouvoir prétendre à cette régularisation, il fallait justifier de l'entrée en France avant le 1.1.81 et surtout d'un contrat de travail d'un an. On comprend les difficultés accumulées : des patrons qui ont refusé de donner des contrats, des préfectures qui ont renvoyé des immigrés... les situations ont été diverses mais ont toute convergé vers un même blocage. Et sur les 140 000 demandes examinées, combien seront retenues ? Finalement, le système retenu n'a-t-il pas permis d'éliminer "démocratiquement" un certain nombre d'immigrés sans provoquer un seul murmure ?

Tous ces travailleurs qui n'entrent pas dans le schéma pré-établi par le pouvoir, quels recours ont-ils aujourd'hui ? Cet hiver, les travailleurs saisonniers de Nîmes ont dû renouer avec de vieilles ripostes déjà employées sous Giscard : la grève de la faim. Jeûner sous la gauche a sans aucun doute la même saveur que sous la droite.

CASE LIBRE



Une page blanche
offerte en toute liberté
à un mouvement.

BOURDIGOU : TU DOIS VIVRE ET TU VIVRAS !

LE Bourdigou existe depuis le début du siècle ; au départ, village d'abris de pêcheurs, puis après 1936 et les congés payés : village de vacances qui comptera jusqu'à 500 paillottes et cabanons. Des vacances qui seront "libres et gratuites" ! A partir de 1976, le Bourdigou sera détruit à plusieurs reprises, mais ces destructions seront suivies inlassablement de reconstructions : c'est toute une lutte déterminée pour le droit à la mer qui commence. Car, le Bourdigou entre Canet et Torreilles, faisait une tache "inesthétique" sur la carte de Sainte-Marie-la-Mer. Les paillottes tombèrent sous les coups des bulldozers et les habitants sous ceux des gendarmes. Depuis, tous les ans, les rescapés, regroupés en Comité d'Action et de Défense, manifestent par leur présence et leur vie sur place, leur volonté que le Bourdigou reste libre. Cette année, le Comité d'Action se mobilise particulièrement : sur le site même, les travaux d'"aménagement" ont commencé. Un terrain de camping devrait ouvrir ses portes cet été.

La municipalité de Sainte-Marie a fait le choix, entériné par un plan d'occupation des sols, de transformer le Bourdigou en camping trois étoiles. Et pas n'importe quel camping : plus de 400 emplacements. Rentabilité oblige ! Imaginez l'infrastructure obligatoire que cela représente : des installations en dur (pavillon d'administration, terrain de jeux équipé !), l'électricité, le téléphone, le ravitaillement sur place, 200 litres d'eau par personne et par jour, 40 w.-c., 40 douches chaudes en cabines individuelles... La liste est plus longue encore ! Sans oublier les clôtures qui permettront à ces malheureux campeurs de se sentir en sécurité. A moins d'imaginer une forêt d'arbres en plastique, on peut parier qu'en plein été, les temps seront durs pour les vacanciers : canicule ou tramontane... quand on paye, on consomme en silence !

Quand on sait comment les occupants du Bourdigou ont su s'organiser autour de quelques points d'eau, on croit rêver ! A l'heure où l'on enferme dans les musées les traditions populaires,

Il était une fois le Bourdigou où adultes et enfants vivaient les mois d'été en liberté, entre le soleil et la mer. Un village pas tout à fait comme les autres. Pour maisons : des paillottes, pour rues : les passages tracés à même le sable. Les habitants : de joyeux fous vivant leurs dernières heures dans la commune libre.



le Bourdigou est un lieu où se perpétuent encore les techniques de construction de paillottes et où l'imagination au pouvoir a trouvé les solutions adaptées à une vie sur le lieu : le soleil, le vent, quelques forages, une organisation collective et le tour est joué !

Imaginez 2000 personnes (beaucoup plus que le plage peut contenir) venant avec force "bateaux", "planches à voile" et autres gadgets estivaux, envahissant chaque année ce bout de sable et nous forçant à l'exil, plus loin. Mais où ? Imaginez des emplacements bien délimités, bien propres remplaçant les paillottes et les constructions en planches... Imaginez enfin, que cet afflux de touristes aiguiserait peu à peu les appétits des promoteurs qui finiraient par nous imposer le béton infâme créateur de profits... Pour tous ceux qui, chaque année, viennent nombreux de Perpignan et de plus loin au Bourdigou, avec dans la tête l'envie d'un lieu de liberté, un camping est une aberration. Débourser plusieurs centaines de milliers de francs pour un emplacement quand on peut se bricoler un cabanon ou une paillotte, ou simplement planter sa tente derrière une haie de roseaux, c'est inacceptable.

L'argument du tourisme créateur d'emploi est dérisoire. Notre département est le premier sur la liste du chômage. Alors, au nom de quoi devrions-nous accepter que le Bourdigou devienne un nouveau Argelès ou un autre Canet et que se boucle le mur de béton qui borde la Méditerranée ? C'est une autre idée des vacances qui s'affirme au Bourdigou contre celle que nous imposent les aménageurs du littoral : vacances sans profiteurs, à la portée de tous, sur un site naturel.

Le Comité d'action et de défense du Bourdigou continue à manifester sa présence sur le lieu et appelle à une large mobilisation de tous ceux qui veulent toujours lutter pour y vivre des vacances. L'occupation commencée depuis Pâques est permanente. Apportez votre équipement de camping (tentes, duvets...), vos idées, votre musique, spectacle, etc. S'adresser à la permanence, à l'accueil. Venez nombreuses et nombreux.



LES BULLDOZERS DE L'EMPIRE

CEST indiscutablement une victoire pour les Etats-Unis. L'évacuation du Sinaï sera exploitée par ceux qui défendent la politique des "petits pas" lesquels s'empresseront d'expliquer que les paix séparées offrent de meilleurs résultats que la recherche d'une solution globale. Rien n'est moins sûr pourtant, à y bien regarder. Certes, l'administration Reagan est sur la même longueur d'onde qu'Israël sur plusieurs points, mais elle ne tient nullement à s'aliéner ses deux autres partenaires dans la région : l'Egypte et l'Arabie Saoudite. On voit mal comment les Etats-Unis pourraient contenter les uns et les autres, même si tous s'accordent à dire qu'il n'est pas question de laisser se créer un Etat palestinien.

Israël n'a évacué le Sinaï que pour mieux renforcer la colonisation des territoires occupés. Les bourgeoisies des pays arabes, soutenues en cela par les USA, ont bien l'intention de faire céder Israël afin de se partager le gâteau. Israël a tout mis en œuvre pour contourner les négociations sur l'autonomie des territoires occupés. L'accession au pouvoir de la droite musclée en 77, flanquée d'une extrême-droite des plus agressives, n'est pas un élément des plus rassurants.

Un état nationaliste et militariste

LES dernières élections de juin 81 ont confirmé ce virage à droite. Il est vrai que la coalition de la droite nationaliste y avait mis le paquet : baisse artificielle des prix alors que le taux d'inflation cumulé depuis 77 était de 1000 % et qu'Israël avait battu le record mondial d'inflation en 80 avec 130 % ; subventions phénoménales pour les colons israéliens des territoires occupés ; dédommagements gigantesques pour les colons appelés à évacuer le Sinaï ; discours démagogiques pour s'allier les couches défavorisées. Une politique qui a dilapidé en trois mois le budget annuel, mais l'enjeu en valait la chandelle.

LE Sinaï a donc fini par être évacué, malgré les menaces permanentes d'Israël d'en retarder la restitution. La première partie des accords de Camp David a été mise en application. Mais ceci ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : le gouvernement Begin n'a nullement l'intention d'en respecter la seconde partie portant sur l'autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les récents événements en témoignent.

Menahem Begin. (DR)



Il faut dire que les travailleurs sépharades (1) n'avaient pas trop goûté à la soupe travailliste servie, trente années durant, par la bourgeoisie ashkenaze. On aurait pourtant eu du mal, durant la campagne électorale, à saisir les divergences entre droite et "gauche" tant elles en faisaient, l'une et l'autre, pour réaffirmer leur "triple Non" (2). Un exemple : si l'opposition a critiqué l'attaque israélienne de la centrale nucléaire de Tamuz, en juin dernier, ce n'est pas sur la validité elle-même de cette action qu'elle vociférait, mais contre le "but électoraliste" de l'opération...

Quoiqu'il en soit, avec 49 sièges contre 48, le Kikoud na pu former son gouvernement qu'en s'alliant les trois partis religieux (3). En toute logique, ces derniers ont marchandé leurs sièges à la Knesset (Parlement israélien) et les ont chèrement fait payer à Begin : le caractère confessionnel de l'Etat s'en trouve renforcé, les subventions aux institutions rabbiniques et aux colonies religieuses des territoires occupés nettement augmentées.

Les liens étroits qui unissent Israël et les Etats-Unis ont également donné naissance à des relations suivies entre Jérusalem et certains Etats-clients de l'impérialisme yankee, et pas des moindres ! C'est sous le règne du parti travailliste (4) qu'Israël se lia d'amitié avec les dictatures latino-américaines, avec l'Afrique du Sud aussi, et que l'on collabora étroitement avec la police du Chah ! Il faut bien honorer la septième place mondiale qu'occupe l'Etat sioniste sur le marché mondial des ventes d'armes...

Car il faut en convenir : l'image d'un Israël agricole sur fond d'orangers n'est plus de mise. L'agriculture ne concerne plus que 10 % des exportations. C'est l'industrie militaire qui est aujourd'hui le premier employeur du pays. La majeure partie de la main-d'œuvre travaille, directement ou indirectement, pour la défense.

Et l'on voudrait nous faire croire qu'Israël ne songe qu'à sa défense. Ce sont



pourtant bien les dirigeants de l'Israël-Aircraft-Industries (6) qui reconnaissent que la longue expérience acquise par Israël "sur le terrain de bataille" constitue l'un des meilleurs arguments de vente à l'étranger ! Le terrorisme d'Etat fait vendre, il se vend bien aussi. Souvenez-vous du film à grand spectacle, qui s'est fort bien vendu, offrant une version made in USA du raid sur Entebbe en 1975...

C'est cette société nationaliste et militariste que l'Afrique du Sud saluait quand, en 1978, ce fut le seul pays à soutenir la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens et des territoires occupés. Ce coup de chapeau sud-africain faisait étrangement écho à la fameuse résolution de l'ONU qui, trois ans plus tôt, déclarait que « la sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Israël : l'autre apartheid

EN Cisjordanie, on a vu Israël exproprier ou réquisitionner plus de 200 000 hectares (soit 37 % du territoire), interdire aux Palestiniens l'accès aux pompes à eau, raser leurs cultures au défoliant. Aujourd'hui, seuls 10 % des terres appartenant à des Arabes sont irrigués contre 55 % de celles appartenant pour l'usage exclusif des colons.

Ce fut, dans les années 70, la liquidation des fedayins à Gaza et l'expulsion des Bédouins du nord-est du Sinaï invités à faire place nette aux colons. Des opérations de déportation ou d'extermination auxquelles prit une part active l'actuel ministre de la défense, le général Sharon.

Ce sont, enfin, les 60 000 habitations construites dans les nouveaux quartiers du Jérusalem oriental et les 100 000 nouvelles en perspective.

L'économie israélienne profita ainsi directement de l'exploitation d'une main-d'œuvre abondante que l'on paie

toujours au lance-pierres et de l'ouverture d'un nouveau marché d'un million de consommateurs. Les projets annexionnistes ne soufflent mot d'un problème pourtant crucial : la donnée démographique. Les Arabes représentent à l'heure actuelle, 15 % de la population d'Israël dans ses frontières de 48, soit 650 000 habitants auxquels il faut ajouter 1 300 000 habitants des territoires occupés d Cisjordanie, Gaza et Golan. Avec les territoires occupés, la population Arabe représente donc 37 % et, selon toutes les estimations, elle devrait atteindre, dans 10 ans, 46 % de la population totale. On voit poindre, à l'horizon, une nouvelle Afrique du Sud !

L'implantation de colonies se poursuit pour "compenser les pertes du Sinaï". Ainsi, à l'occasion du 34^e anniversaire de l'indépendance d'Israël, le 28 avril, les cérémonies ont donné lieu à l'inauguration sur le Golan, en Cisjordanie et à Gaza, de 8 "points d'appui" pour la fondation de nouvelles colonies. La veille, le comité interministériel pour les implantations avait approuvé les projets définitifs d'installations de 7 nouvelles colonies (1 sur le Golan et 6 en Cisjordanie).

Parallèlement, on étouffe l'économie des territoires occupés pour les rendre totalement dépendant d'Israël. C'est ainsi qu'en 68, les 60 % des exportations de ces territoires allaient en Jordanie et 40 % en Israël. En 79, les proportions étaient déjà inversées. Quant aux importations en provenance d'Israël elles passaient entre ces deux dates, de 75 à 90 %.

Vu les énormes difficultés intérieures, avec une crise économique des plus graves, le gouvernement Begin a choisi la seule issue possible : resserrer les rangs des Juifs d'Israël, en appeler au "consensus national", développer sa politique agressive et criminelle. Une détermination à en découdre qui peut déboucher sur un conflit armé. Malgré les craintes de l'administra-

tion Reagan, on voit mal comment les Etats-Unis pourraient contraindre son protégé à modérer ses impulsions et à négocier le second volet des accords de Camp David...

Il resterait bien une autre issue, bien plus séduisante à mes yeux, mais semble-t-il fort probable : que les travailleurs sépharades et palestiniens finissent, enfin, par affronter les bourgeoisies ashkenaze et arabes, en contruisant leurs organisations de classe. Une perspective bien lointaine, hélas, si l'on en juge par le vote massif des sépharades pour Bégin en juin dernier, si l'on constate l'absence d'un réel mouvement ouvrier en Israël et, par contre, l'omniprésence d'une centrale syndicale aux mains des travaillistes, véritable copie israélienne des syndicats ouest-allemands !

David Andros
le 2 mai 1982

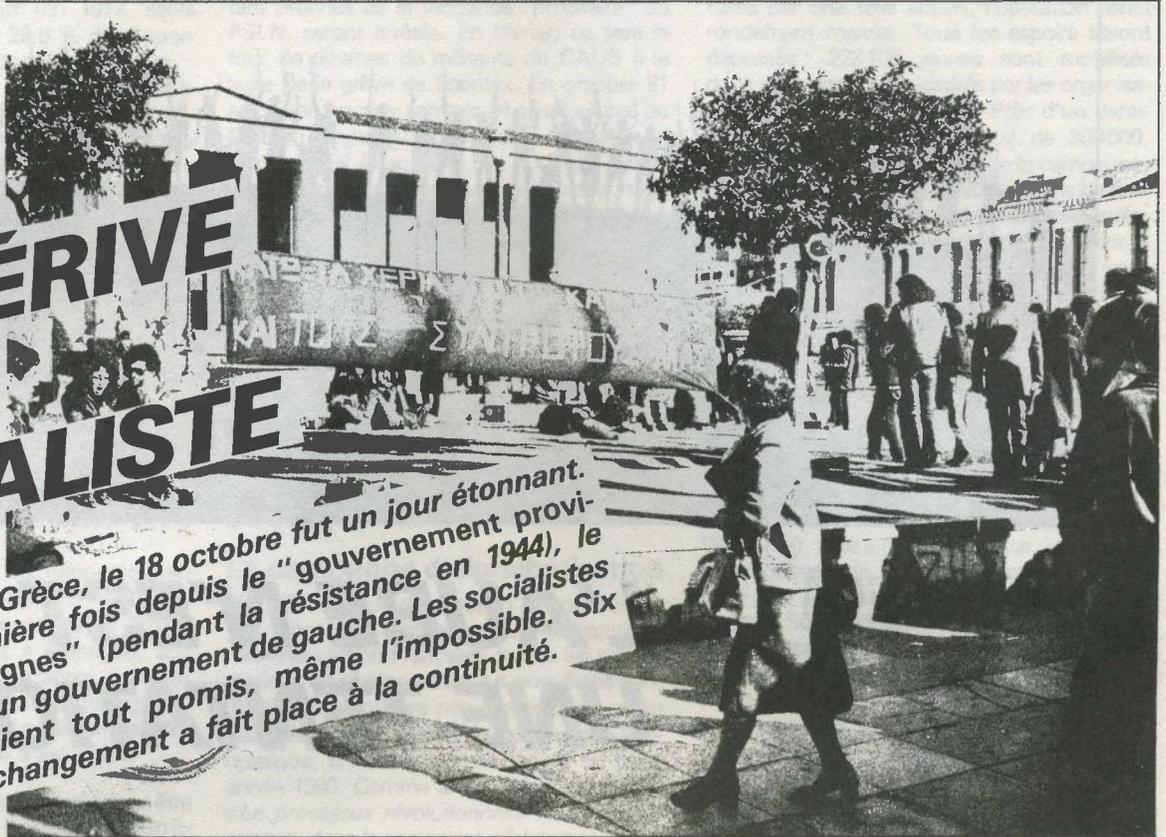
- (1) La société juive israélienne est divisée en deux groupes : les juifs originaires d'Europe (Russes, Polonais et leurs descendants américains) ; ceux originaires d'Orient (Afrique et Asie). Alors que ces derniers, les Sépharades, représentent 65 % de la population juive totale, la classe dirigeante israélienne se recrute à une écrasante majorité dans les rangs des premiers, les Ashkenazes.
- (2) Non au retrait des territoires occupés ; non à la création d'un Etat palestinien ; non à la reconnaissance de l'OLP.
- (3) Le Parti National Religieux (6 sièges), Agoudat Israël (4 sièges) et Tami (3 sièges).
- (4) Le Parti Travailleiste est membre à part entière de l'Internationale Socialiste.
- (5) La part du budget de l'Etat consacré à la défense nationale est la plus forte au monde. En 77, cela représentait 38 % du budget de l'Etat et 30 % du PNB.
- (6) I.A.I. est la principale entreprise d'Israël par ses effectifs (21 000 employés) et l'un des plus gros fournisseurs de devises par ses exportations.

GRÈCE

LA DÉRIVE

SOCIALISTE

DANS toute la Grèce, le 18 octobre fut un jour étonnant. Pour la première fois depuis le "gouvernement provisoire des Montagnes" (pendant la résistance en 1944), le pays se donnait un gouvernement de gauche. Les socialistes du PASOK avaient tout promis, même l'impossible. Six mois après, le changement a fait place à la continuité.



L'arrivée du PASOK (Mouvement Socialiste Panhellénique) au pouvoir avait été préparé de longue date par son leader, Andreas Papandréou. Le 18 octobre, avec plus de 48 % des votes en leur faveur et 174 élus, les socialistes pouvaient pavoiser, et ils le firent. Ils avaient réussi, à l'aide d'un programme tout à la fois progressiste et nationaliste, à réduire l'influence des autres courants politiques. Les conservateurs de la Nea Demokratia (Nouvelle Démocratie) se retrouvaient à 36 %, et loin derrière, avec 11 %, arrivait le KKE (parti communiste de l'intérieur, pro-soviétique).

Demandez le programme

Les propositions du PASOK, il est vrai, avaient de quoi séduire et rassembler. Elles s'organisaient autour de quatre axes essentiels. D'abord, une série de réformes démocratiques, cherchant à rompre avec le lourd héritage des colonels et de la droite, et à lutter contre le règne de la bureaucratie et de la corruption (notamment dans la santé). Ensuite, et surtout, la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, du système financier et des entreprises "d'utilité publique". Troisième volet : la sortie de l'orbite politique et militaire de l'OTAN, la négociation avec le Pentagone d'un calendrier pour le démantèlement progressif de toutes les bases américaines installées sur le territoire grec depuis les années cinquante. Enfin, la sortie du marché commun européen.

Coup de théâtre, dès janvier, Papandréou, à la grande joie du patronat international, abandonnait officiellement son projet de nationalisations. Qu'est-ce qui bloquait ? Le fait, par exemple, que les principales industries soient aux mains des multinationales occidentales, américaines, allemandes et aussi françaises. La France est d'ailleurs le deuxième investisseur étranger en Grèce. La filiale aluminium de Péchiney est l'une des plus importantes entreprises étrangères dans ce pays. Comme tous les PS, d'Europe, le PASOK avait plié devant la loi d'airain du capital.

Il faut dire que la situation économique héritée de la droite, n'est guère florissante, et que les pressions étrangères n'ont pas dû manquer. Une dette extérieure de 9 milliards de dollars, un déficit de la balance commerciale s'approchant des 2,5 milliards, une inflation avoisinant les 30 %, et 60 % de l'industrie concentrée autour d'Athènes... Voilà de quoi clouer le bec à tout social-démocrate.

Les socialistes ne risquaient d'ailleurs pas grand chose à se renier ainsi. Il y a longtemps qu'ils ont fait main basse sur le seul syndicat de masse, la CGT, dont la commission exécutive compte 32 membres du PASOK sur 45. La crise économique, le chômage, l'héritage des syndicats fascistes et de la législation répressive du travail, le faible taux de syndicalisation, n'incitent guère à l'expression d'un mouvement ouvrier dont les salaires sont 30 à 40 % inférieurs à ceux des autres pays d'Europe.

Deuxième reniement : Papandréou ne songe plus à quitter la CEE, mais plus simplement à négocier un statut spécial qui pénaliserait un petit peu moins la Grèce.

Restait le problème de l'OTAN. Sur le sol grec sont installés des missiles nucléaires et 4 bases US : en Crète, à Athènes et dans le nord du pays. Là, comme en Turquie, les radars de Washington "écoutent" l'Est. Le PASOK n'envisage plus de démanteler tout cela, mais plutôt d'obtenir que les USA soutiennent la Grèce dans son conflit contre la Turquie. La "menace turque" est un de ces vieux chiffons que l'on agite régulièrement devant les masses, et les socialistes ne se sont pas privés d'utiliser cette tradition étatique. En fait, le différend Athènes-Ankara n'est pas un conflit de frontières, mais une lutte pour le contrôle géostratégique de la Mer Egée et de son espace aérien. A Chypre, l'un des enjeux, pendant que Turcs et Grecs se déchirent, la flotte US exploite une base de porte-avions qui lui permet de couvrir la Méditerranée. D'un côté comme de l'autre, l'OTAN est gagnante : ou elle reste implantée en Grèce grâce à la trahison du PASOK, ou elle renforce son potentiel en Turquie.

Le sabre et le goupillon

En définitive, la seule matérialisation du changement s'est faite sur le terrain des libertés. Il fallait bien lâcher quelque chose quelque part. La censure sur l'information a été abolie, le droit de vote donné à 18 ans, des lois antisyndicales supprimées, un système de réajustement des salaires en fonction du coût de la vie, instauré...

Les autres mesures attendues, comme la loi sur l'avortement, continuant d'être stoppées par le poids d'une Eglise liée à l'Etat. Autre blocage essentiel : celui de l'armée jusqu'ici en position d'arbitre. La Grèce est un pays en arrêt que les socialistes ont décidé de ne pas réveiller. On y compte 350 000 soldats, 250 000 membres des services de sécurité, 250 000 fonctionnaires, 50 000 ecclésiastiques... soit près d'un million de personnes appartenant à l'appareil d'Etat sur une population de 9 millions d'habitants.

Et l'espoir ne viendra pas de la gauche extra-parlementaire, dont la nouvelle liberté d'expression ne peut compenser la faiblesse et les divisions. L'extrême-gauche est un véritable arc-en-ciel. Ecolos, anarcho-syndicalistes et libertaires, maos et trotskystes, gays (regroupés autour de la revue *Akoe*), féministes et lesbiennes (rudement touchées par la création de groupes femmes à l'intérieur du PASOK et des KKE), sont en perte de vitesse. Ils influencent surtout les universités, où seuls les autonomes sont assez nombreux pour pouvoir faire face à l'hégémonie des sociaux-démocrates.

Tout étant ainsi verrouillé, les socialistes peuvent se renier sans remords. Mais à tout bloquer, on prend le risque de l'explosion.

René ARCOS



NICARAGUA

L'AUBE N'EST PLUS UNE TENTATION

L'ÉCONOMIE coloniale, basée sur la culture vivrière, permettait aux grands propriétaires fonciers de vivre de l'élevage grâce à la force de travail mise à leur disposition. La métropole exerçait un ferme monopole commercial contre lequel l'idée d'indépendance allait faire son chemin. En 1843, le Nicaragua accédait à une personnalité politique autonome.

La culture du café, apparue vers 1870, provoque les premiers bouleversements socio-économiques. Désormais, l'économie nationale dépendra entièrement du marché international. En 1926, le café représente 62 % du total des exportations.

Un tel changement économique entraîne l'abandon des cultures de subsistance par les paysans qui s'engagent, dès lors, dans un processus de prolétarianisation. En 1950, on comptera 111000 salariés agricoles. La période libérale ouverte par Zelaya en 1893 va entériner l'ascension au pouvoir de la bourgeoisie agro-exportatrice, mais sera tronquée en 1909 par l'intervention américaine. La main-mise des Etats-Unis sera plus d'ordre stratégique qu'économique, en raison de la situation géo-stratégique du Nicaragua qui en fait un poste de contrôle, militaire et économique, entre les deux Océans. Se contentant du contrôle de la commercialisation, à travers ses banques d'affaire, les USA laisseront à la bourgeoisie nationale le cycle de la production.

Après le geste de Sandino, de 1927 à 1933, les Etats-Unis vont se retirer en laissant une force militaire autochtone, la Garde Nationale, sous les ordres de Somoza. Cette nouvelle force va provoquer un déplacement du pouvoir : c'est l'armée, et non plus l'argent, qui sera source de pouvoir.

COMME les volcans balisant son territoire, le Nicaragua a "ranimé la flamme révolutionnaire en Amérique Centrale". Le FSLN a "fait gronder la voix des gueux dans le concert des républiques bananières, tels ces formidables tremblements de terre ravageant périodiquement la région". Le Nicaragua, "pays où l'aube a cessé d'être une tentation"...

L'intelligentsia use et abuse de ces clichés pour essayer de surmonter la crise théorique et stratégique du marxisme qui affaiblissait sérieusement ses troupes. Mais, où en est le Nicaragua aujourd'hui ? Les sandinistes arriveront-ils à échapper au couple domination impérialiste et/ou despotisme bureaucratique ?

Les quelques "affaires" qui nous parviennent sont-elles des "bavures inévitables", comme les chapelles gauchistes s'efforcent de nous le faire comprendre, ou s'agit-il bel et bien d'un détournement de la révolte populaire par le FSLN ?

La montée de la bourgeoisie

VERS 1950 apparaît un nouveau type de structures économiques autour de la culture du coton. La concentration foncière va s'amplifier (1) accélérant l'expoliation des communautés indigènes (de 1950 à 1955, plus de 100000 ha) et accentuant leur prolétarianisation (les petits paysans prolétariés atteignent vite le chiffre de 310000, soit les 2/3 du prolétariat nicaraguayen). Les importations alimentaires dépasseront, en 1975, les 60 % des importations du pays.

Une industrie légère va se développer

dans le sillage de la culture du coton (agrochimie, textile, travaux publics), mais l'insertion de l'économie nicaraguayenne dans le marché international reste caractéristique d'une économie du tiers-monde. L'importation de biens de consommation, le déséquilibre du commerce extérieur et une balance des paiements au bord du gouffre sont autant d'obstacles à la maîtrise de l'économie par la bourgeoisie nationale qui reste cependant propriétaire des moyens de production : c'est un trait fondamental de la société nicaraguayenne.

En effet, les investissements U.S. sont les

plus faibles d'Amérique latine et ne touchent pas aux secteurs-clés ni au contrôle de l'économie par l'import/export (en 1977, seuls 22 % des exportations et 28,8 % des importations se font avec les Etats-Unis) (2).

L'essor économique de la bourgeoisie coïncidera avec la création, en 1960, du marché commun centro-américain. Vers 1975, la part de l'industrie au PIB égalera celle de l'agriculture bien qu'à cette même date la classe ouvrière urbaine ne représente qu'un peu plus de 9 % de la population active. Le développement va être lié à l'octroi de crédits et à l'accroissement de l'infrastructure industrielle (routes, ports, énergie...) créant ainsi une dépendance de la bourgeoisie envers l'Etat. C'est surtout à partir du tremblement de terre de 1972 que la fronde bourgeoise va éclater. Détournant l'aide internationale, Somoza fait main basse sur les secteurs financier et du bâtiment, contrôle les transports maritimes et aériens, donc l'exportation. Il menace par là-même la stabilité de ses concurrents.

La crise internationale qui frappe de plein fouet une économie nicaraguayenne dépendante va exacerber les passions. Entre 1970 et 1974, 290 usines ferment à Managua, soit 35 % du total des usines existantes. La bourgeoisie aux abois prend la tête d'une opposition ouverte au régime. La hiérarchie religieuse entre en dissidence à ses côtés.

Le gouvernement qui sera formé peut être défini comme petit-bourgeois anti-impérialiste, révolutionnaire et radical, avec la présence de quelques représentants de la bourgeoisie nationale (4). Mais le pouvoir réel est déjà aux mains des sandinistes qui contrôlent l'armée et les comités populaires (5). Les responsables civils seront doublés de leurs homologues sandinistes. Le 4 décembre 1979 se produira la rupture avec la bourgeoisie, le FSLN prenant en main tous les ministères-clés, le Conseil d'Etat étant noyauté par les sandinistes et les élections reportées aux calendes grecques.

L'exercice de la démocratie sandiniste

Le populisme sandiniste a de forts relents de castrisme. A la pratique bourgeoise du suffrage universel, le FSLN répond par la démocratie directe. Hélas, Conseil d'Etat, Juntas Municipales, Assemblées de Réactivation Economique, syndicats sandinistes, tout est nommé par le FSLN lui-même, et non pas élu, même si, à l'occasion, les citoyens sont appelés à ratifier, par acclamation, le choix des dirigeants. Mouvements de masse et syndicats ne sont que des dispositifs de pouvoir, des structures d'encadrement et de mobilisation des masses par le parti d'avant-garde et l'Etat.

Dans sa plate-forme d'orientation, la Centrale Sandiniste des Travailleurs se donne comme objectif prioritaire l'augmentation de la production et de la productivité. L'attitude syndicale des sandinistes est un bon exemple de leur conception de la démocratie. Peu implantés dans le mouvement ouvrier, ils vont essayer d'en prendre le contrôle en prônant l'unité syndicale au sein de la CST. Gare aux organisations ou individus opposés à "l'avant-garde indiscutable pour mérites de guerre". On tentera de discréditer le syndicat historique du bâtiment, dirigé par le commu-

niste Solorzano, en janvier 1980. Le même mois, les dirigeants du Front Ouvrier, pourtant proches de la tendance "prolétaire" du FSLN, seront arrêtés. En février, ce sera le tour de dizaines de militants du CAUS à la suite de la grève de Fabritex. En octobre 81 seront de nouveau arrêtés 24 syndicalistes du CAUS (proche du PCN), parmi lesquels son dirigeant, Eli Altamirano.

La carotte suivant toujours le bâton, tous ces "bandits", ces "saboteurs de la révolution" sont périodiquement invités à constituer l'unification syndicale sous l'égide du FSLN. Une unité bien lointaine puisqu'en 1980 (6), la CST représentait 64,4 % des syndiqués ; le CUS (fondée en 68 avec l'aide de l'AFL-CIO) : 11,21 % ; la CTN social-chrétienne : 8,79 % ; la CAUS communiste : 8,3 % et la CGT socialiste : 5,36 %. Malgré l'activité sandiniste, le nombre d'ouvriers syndiqués à la fin 80 n'était que de 50 788, un taux de syndicalisation sensiblement identique à celui de 1968.

La campagne d'alphabetisation

LES idéaux d'éducation et de culture populaires ont accompagné, depuis la Révolution Française, toutes les proclamations révolutionnaires. Le populisme sandiniste ne manquera pas à la tradition et en fera même, avec le Plan de Réactivation Economique, un des piliers du régime en cette année 1980. Comme le dit Rafael Lucio G. : « *Le processus révolutionnaire trouvera son support dans la campagne d'alphabetisation. D'elle dépendent la consolidation des organisations de masse et l'efficacité de la paysannerie dans le procès de production* », et Omar Cabezas, commandant de la révolution, renchérit : « *apprendre à lire et à écrire n'est pas le produit le plus important, au niveau stratégique, dans la Croisade Nationale d'Alphabetisation* » (7).

Voilà qui est clair. L'embrigadement de la jeunesse et l'insertion de la paysannerie dans les nouveaux programmes économiques du gouvernement sandiniste est le but recherché

par cette campagne. Si, de plus, le FSLN pouvait capitaliser les sympathies internationales par une telle action, l'opération serait rondement menée. Tous les espoirs seront dépassés : 228 105 jeunes sont mobilisés dans la campagne, encadrés par les organisations de masse sandinistes. Près d'un demi-million d'illétrés, sur un total de 900 000, seront touchés. Le montant de la campagne, qui atteindra la somme de 200 millions de cordobas, proviendra de l'aide internationale. Cette campagne d'embrigadement sandiniste (8) sera donc bénie, et en grande partie financée, par le Conseil Mondial des Eglises !

Sur la côte Atlantique, le FSLN rencontre de sérieuses difficultés pour mettre en place son plan. La diversité ethnique (miskitos, sumos, ramos, noirs anglophones, etc.) ne facilite certes pas l'alphabetisation mais, de plus, ces ethnies résistent à l'endoctrinement sandiniste. L'association miskito MISURASATA, prenant au mot les proclamations en faveur de la démocratie directe, élabore un Plan 81 où, face à l'incompétence de l'Institut Nicaraguayen de la Côte Atlantique, il propose un plan de développement pour la région. Son représentant dans le Conseil d'Etat, Steadman Fagoth, ainsi que six autres dirigeants, sont emprisonnés. On va essayer de couper les miskitos de leur culture, de leur environnement, les emmener vers des terres cultivables, afin de les intégrer ainsi au système de production sandiniste.

La réforme agraire

DANS ce pays essentiellement agricole, on va essayer d'analyser le type de rapports existant entre le secteur agraire et le pouvoir sandiniste. Dans le secteur nationalisé, formé sur les biens confisqués à Somoza, les cultures extensives sont en grande partie destinées à l'exportation, laquelle doit devenir la principale source d'accumulation pour l'Etat. La vie des ouvriers agricoles y travaillant n'a fondamentalement pas changé.



Les cultures vivrières auxquelles s'adonnent quelque 400000 petits paysans occupent une place de choix dans ce projet économique auto-centré car, étant à la base de la consommation du pays, elles contribuent à l'arrêt de l'inflation galopante. S'agissant d'un secteur à faible productivité, l'intervention de l'Etat se fait en amont par l'octroi de crédits à faibles intérêts (65 % d'entre eux y ont accès contre 15 % du temps de Somoza), et en aval par le contrôle de la commercialisation (ENABAS). Le mouvement coopératif spontané, actif avant même la victoire sandiniste, compte aujourd'hui 65000 petits paysans. Quant au secteur agro-exportateur privé, aux mains de la bourgeoisie (70,8 % des exportations), il est le lieu privilégié de conflits. Ce secteur réalise d'énormes profits qui, n'étant pas réinvestis, sont source d'inflation, certains propriétaires allant jusqu'au boycott pur et simple de la production. L'Etat a répliqué par une forte diminution des revenus qu'il touchait des métayers : 100 cordobas (300 pour les terres cotonnières) contre plus de 2000 auparavant. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat s'effectue à travers le monopole des importations (ENIN-PORT) et des exportations (MICOIN).

Le FSLN à la croisée des chemins

Une situation économique va se dégrader. Le plan de reconstruction qui prévoyait une croissance du PNB de 22 % arrivera péniblement à 11,5 %. Le chômage ayant sensiblement diminué (17,5 % en 1981,

contre 30 % en 80), l'augmentation de la demande intérieure provoque une rapide augmentation des importations des grains de base ; l'inflation, quant à elle, s'envolant autour des 50 %, contre 37 % en 1980. Le plan prévoyait un taux maximal de 22 %. La dette extérieure, en 1981, représente 140 % de la valeur des exportations (80 % en 1979). Daniel Ortega dira, devant l'Assemblée générale de l'ONU, en octobre 81 : « *Il ne restera pas d'autre solution que de refuser la dette extérieure, parce que l'on n'a pas de quoi payer* » (9).

Le mécontentement populaire va se traduire par la multiplication des conflits en 80 et en 81. De janvier à septembre 80, plus de 32 conflits vont éclater, dont 19 déboucheront sur l'occupation des entreprises.

Le gouvernement s'est engagé sur la voie de la limitation de la liberté d'expression. En septembre 80, les décrets 511 et 512 instituaient la censure préalable sur les informations économiques et militaires. Condamnations et libérations ont lieu selon le bon vouloir des instances sandinistes. Le 16 mars 82, l'état d'exception était déclaré, face à la situation économique du pays. En avril dernier, Eden Pastora, ancien responsable des milices sandinistes, appelait le peuple à l'insurrection.

Le Nicaragua s'apprête à prendre un tournant dans les mois à venir. Le FSLN ouvrira-t-il des négociations avec Washington comme les dernières informations le laisseraient entendre, ou bien se radicalisera-t-il face à la crise à laquelle il est confronté ? Dans un cas comme dans l'autre, la formidable révolte du peuple nicaraguayen contre la dictature

n'aurait été qu'une vue de l'esprit ? Les voies nouvelles vers le développement et l'indépendance nationale ont, au Nicaragua, un arrière-goût de sentier battu et de chemin de croix.

Xavier VADILLO-AURTENETXE
José EGUIDAZU

- (1) En 1975, 1,5 % des exploitants possèdent 41,2 % des terres, 20,3 % en possèdent 41,1 % et 78,2 % se répartissent les 14,7 % restants.
- (2) Voir Jorge CASTANEDA : "Nicaragua, contradicciones en la revolución", Tiempo Extra, Mexico, 1980.
- (3) Interview à Martha HARNECKER, "Gramma" du 27 janvier 1978.
- (4) Adolfo GILLY : "La Nueva Nicaragua : antiimperialismo y lucha de clases", Nueva Image, Mexico, 1980.
- (5) Régis DEBRAY : « La substitution formelle et sans réplique de l'ancien appareil répressif par une force organisée et de signe contraire, rend toutes les enveloppes institutionnelles possibles et à la limite secondaires. » in "Nicaragua : une 'modération' exemplaire". A. Moreau, 1980.
- (6) "Nuevo Diario", Managua, 6 novembre 1980.
- (7) Revista "Encuentro" n° 16, Universidad Centroamericana, 1980.
- (8) Le vocabulaire utilisé (Croisade, Armée et Brigades d'alphabétisation) est révélateur. Quant aux slogans, ils parlent d'eux-mêmes : « Alphabétiser est notre chemin ; produire, notre destin » ou encore : « Quand on saura lire, le mot produire signifiera vivre... »
- (9) "Gramma", Cuba, 18 octobre 1981.



TUTTI FRUTTI

L'INSTITUT ANARCHOS

L'Institut Anarchos est une association d'écrivains, de professeurs et de chercheurs qui ont pour but commun de faire avancer la connaissance de l'anarchisme en Amérique du Nord (le Québec/Canada, les Etats-Unis, le Mexique). Dernièrement la recherche et la littérature d'orientation anarchiste et socialiste libertaire ont connu une croissance impressionnante, tant en quantité qu'en qualité. Dans les disciplines aussi diverses que la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, l'économie politique, le travail social, la linguistique, les mathématiques, etc., des individus ont publié des travaux visant à traiter ces domaines de la connaissance dans une perspective anarchiste. Ce qui manque c'est le sens d'une communauté intellectuelle. Plusieurs d'entre eux ne se connaissent pas, et même parfois ignorent leurs œuvres respectives. C'est pourquoi l'établissement d'un réseau liant ces individus s'avère nécessaire.

L'Institut Anarchos a été fondé afin de réunir des personnes travaillant dans des domaines différents pour qu'elles puissent réfléchir en commun à leur travail et développer de nouvelles idées. Par l'intermédiaire de l'Institut Anarchos, les résultats de ces réflexions collectives sur la théorie et la pratique anarchiste seront diffusés à la communauté grandissante d'anarchistes et de socialistes libertaires en Amérique du Nord. Le siège de l'Institut est à Montréal, mais ses activités ne se restreindront pas à cette ville. Il compte organiser des colloques et des séminaires à travers le continent afin de renforcer, de stimuler et d'enrichir davantage le courant anarchiste. Le premier colloque public a lieu les 5-6 juin sur le thème "Les intellectuels et l'Etat", avec Noam Chomsky (linguiste) et Nicole Laurin-Frenette (sociologue).

ILS NOUS L'AVAIENT VOLE

Pour la première fois depuis quarante ans, une délégation de la CNT-AIT (Madrid) a été reçue par le ministre du Travail espagnol. Outre l'affaire des archives actuellement

stockées à Amsterdam et de leur retour vers un institut géré par la CNT (la Fondation Anselmo Lorenzo), les conversations ont surtout porté sur le patrimoine historique de la centrale. Le patrimoine syndical concerne 150 locaux et a été estimé à deux milliards de pesetas (environ douze milliards d'anciens francs). Il fut réquisitionné à la fin de la guerre en application du décret franquiste du 13 septembre 36 déclarant illégales toutes les formations politiques et syndicales, membres du front populaire...

Parallèlement, l'organisation anarcho-syndicaliste mène, depuis plusieurs mois, une campagne contre le pacte social signé au printemps dernier par l'UGT et les Commissions Ouvrières (l'Accord National pour l'Emploi). Les deux centrales majoritaires acceptèrent une baisse du pouvoir d'achat en échange de subventions étatiques d'une valeur de 800 millions de pesetas (plus de quatre milliards et demi d'anciens francs) !

CHILI : DU NOUVEAU CHEZ LES LIBERTAIRES

La crise généralisée dans les partis politiques qui s'est soldée par une hémorragie de militants refusant leurs méthodes autoritaires, a donné naissance à un phénomène qui avait disparu depuis de longues années : la démocratie directe.

Il a atteint le Chili en 78 où sont apparus des "Groupes de Base" et des Comités divers : santé, habitants sans toits, étudiants... Leur caractéristique essentielle est le rejet des partis et leur coordination autonome.

1979 et 1980 ont été marquées par l'apparition d'une petite organisation se battant sur ces mêmes bases : le Comité de Défense des Droits Syndicaux et Humains (CODESH) (voir Agora n° 6). Cette même année 80, de petits groupes libertaires créèrent une première coordination : le "Comité de Relations Libertaires" dont la vie fut écourtée par la répression. En juillet 80, onze camarades étaient arrêtés et la C.R.L. ne survivrait pas.

Mais de nouveaux groupes, liés au mouvement libertaire et avec quelques jeunes militants, ont impulsé divers comités. Parmi ces nouvelles structures, aujourd'hui en place, les plus importantes sont :

- le Front de Libération Féminine, regroupant des personnes proches du CODESH ;
- le Cercle Culturel "Ernesto Miranda" constitué par de vieux militants du Syndicat du Cuir et de la Chaussure, ancien bastion anarcho-syndicaliste ;
- le Comité de Soutien au



Peuple Polonais créé au moment de la constitution de Solidarnosc. Il rassemble de vieux militants syndicalistes, quelques intellectuels et de jeunes sympathisants libertaires ;

— enfin, et surtout, la Tendance Autonome de Base (TAB). Cette nouvelle organisation créée en juillet dernier au cours d'un Congrès Constitutif qui s'est tenu dans un quartier ouvrier de Santiago, regroupe divers comités et groupes de base. Malgré un boycott de tous les comités contrôlés par des partis, la TAB est parvenu à se développer quelque peu. On y trouve de vieux syndicalistes libertaires ainsi que des habitants des bidonvilles qui, sous Allende, impulsèrent la démocratie directe et l'auto-organisation des bidonvilles.

Mais la situation n'est guère favorable : à la clandestinité et la répression vient s'ajouter le dénuement de la majorité des secteurs populaires où s'est implanté la TAB. Il en va de la survie de ces structures qui risquent de disparaître si une aide extérieure effective ne leur est pas apportée.

Le Groupe "Pedro Nolasco Arratia", regroupant des travailleurs libertaires chiliens en exil, qui nous a fourni ces informations en appelle à la solidarité internationale pour venir en aide aux militants libertaires chiliens de l'intérieur.

Pour tout contact et soutien écrire à :
Grupo "P. Nolasco Arratia"
c/° Librairie Publico
145, rue Amelot
75011 Paris

AMNÉSIE SOCIALISTE

Un groupe de militants anarchistes est en grève de la

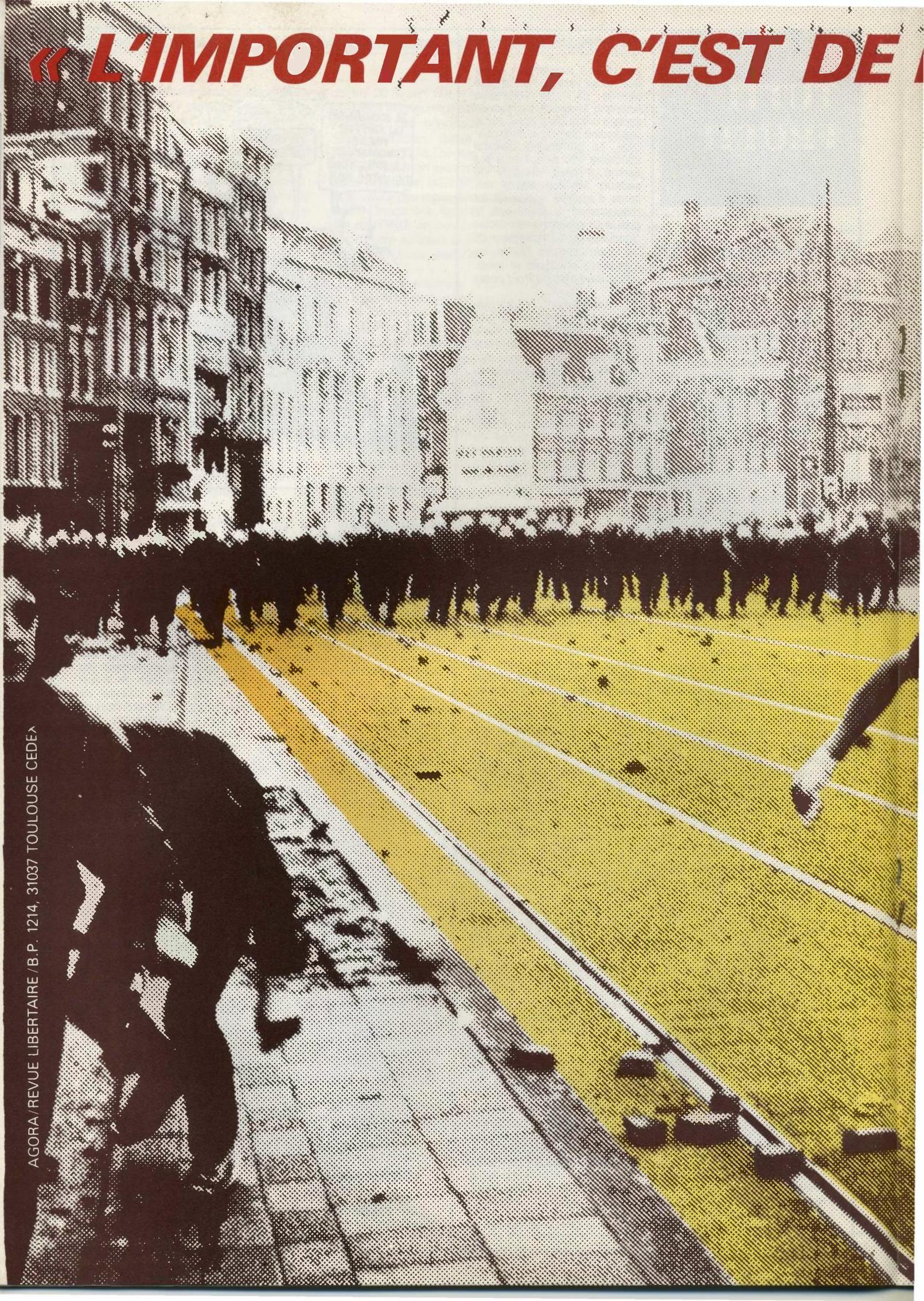
faim dans les prisons grecques. Condamnés pour fabrication et transport de cocktails molotov, à des peines allant de 5 à 9 ans et demi, ils attendaient leur libération avec l'arrivée des socialistes au pouvoir. En effet, ceux-ci les avaient soutenu quand ils se trouvaient dans l'opposition. E. Giannopoulos qui porta leur cas devant le parlement, est aujourd'hui ministre de la justice... De même, l'avocat de Ph. Kiritsis, un des grévistes de la faim, est ministre du commerce au nouveau gouvernement.

Si ces militants ont bénéficié du soutien des syndicats et des associations populaires (l'association des avocats d'Athènes ayant également pris position en faveur de leur élargissement), ce soutien commence à faiblir aujourd'hui, car il ne sont plus les prisonniers d'un gouvernement réactionnaire, voire fasciste, mais les otages d'un gouvernement socialiste en quête de paix sociale.

Une action internationale de protestation a vu le jour. Envoyons des lettres en demandant la libération de Kiritsis, Stanthalis, Siropoulos, Moiras, Kalapodopoulos, Karabatakis et Tapoutis, à un des journaux suivants :

TA NEA
Hristo Lada 3
ATHINAI
ETHNOS
Mihalakopoulou 35
ATHINAI 711
AVRIANI
Dimitros 11
Tavros
ATHINAI
ELEFTHEROTYPIA
Panepistimiou 57
ATHINAI

« L'IMPORTANT, C'EST DE »



AGORA/REVUE LIBERTAIRE / B.P. 1214, 31037 TOULOUSE CEDEX

« PARTICIPER »

(P. de Coubertin)



MUNDIAL 82



QUE LES CORPS CESSENT D'OBEIR

LE 13 juin 1982, le stade du Nou Camp de Barcelone est plein à craquer. Coup de sifflet. Coup de pied dans le ballon rond. Pluie de pesetas sur les stades. La Coupe du Monde de Football commence. Faut tenir le coup pendant 29 jours.

Le Mondial 82 est l'occasion de discuter de la réalité politique du sport de compétition, de sa morale réactionnaire et de son éthique en permanence contredite par sa réalité. Alors, pour commencer à gratter un peu les mythes, ouvrons une fenêtre sur des aspects gênants de la réalité sportive : le fric, la dope, la soumission des corps.

Le sport est au croisement du pouvoir étatique et du pouvoir commercial. Affaire d'Etat ? Unir le peuple derrière ses héros, masquer l'oppression, renforcer l'image de marque du pays. Affaire tout court ? En cet été 82, il suffit d'écouter le joli bruit que font les tiroirs-caisses espagnols.

TIROIR-CAISSE

PAR ICI LA MONNAIE !

JE pose deux, je retiens quatre. Tous comptes faits, le Mondial 82 doit ramener quelque 60 milliards de francs. Ne me demandez pas si ça fait beaucoup, je ne me rends pas compte. Mais je peux dire qui va se partager le magot dans cette vaste organisation. Question irrigations monétaires, les multinationales sont au parfum.

LA West Nally s'était déjà fait connaître par sa gestion de la Coupe du Monde en Argentine et par sa main-mise sur les Olympiades de Moscou. Multinationale à participation allemande, britannique et monégasque, c'est encore elle qui va intervenir en Espagne en cumulant les trois exclusivités essentielles. D'abord celle des droits de retransmission télévisé et radiophonique. Ce n'est déjà pas rien puisqu'on calcule qu'il y aura 1,5 milliard de téléspectateurs. Ensuite, l'exclusivité sur la commercialisation publicitaire des épreuves : quelque 10 milliards de francs pour pouvoir lire les vertus de Canon et Coca-Cola sur nos écrans. Par exemple, en Argentine le panneau publicitaire sur le stade coûtait pendant la finale : 275 000 francs. Et depuis, il y a eu inflation...

Enfin, la West Nally a le monopole de l'exploitation du sigle et de la mascotte "Naranjito". Chaque fois que vous la rencontrerez sur un yaourt, tee-shirt, briquet, stylo... dites-vous que la multinationale empochera quelque 8 milliards de francs. Entre autres, Addidas leur a déjà payé 5 millions. Mais, faut dire qu'une partie de cette somme retournera dans ses caisses, puisque Addidas est un des actionnaires de West Nally !

La France n'a pas pris de retard. Dès décembre dernier était fondée la Football-France-Promotion. But : ratisser tout l'argent possible, allant même jusqu'à déposer l'exploitation de slogans comme "Allez France", "Allez les Bleus"... Son président est d'ailleurs un fin connaisseur puisqu'il s'agit de Jean-Claude Darmon déjà dirigeant, à travers la SEP (Société d'Édition et de Publicité), des affaires publicitaires de 11 clubs de 1^{re} division et d'un bon nombre de division 2.

Addidas, c'est le pied !

UNE compétition, c'est comme une grande vitrine. Derrière celle du Mondial règne en maître : Addidas. Son nom est omniprésent, mais à la limite pas besoin du nom : les trois bandes blanches de la marque sont sur presque tous les maillots, presque toutes les chaussures. Ce quasi-monopole est renforcé d'ailleurs par la présence de filiales, comme le Coq Sportif. Pour porter la marque Addidas chaque joueur percevra 3 millions de francs. Cette politique d'Addidas est internationale et régulière.

En décembre 80 elle a signé un contrat de 5 ans avec la FFF (Fédération française de

football) : tous les joueurs affiliés (jusqu'aux minimes) arborent les trois bandes en échange de quoi la FFF touche 3 millions.

Si Addidas dépense beaucoup en publicité, faut dire que ça rapporte. Son chiffre d'affaires croît régulièrement : 1 milliard en 1978, 1,5 milliard en 80 et 2 milliards prévus en 82. Bon appétit, messieurs !

Le racket hôtelier

ENVIROn 500 joueurs, entraîneurs et arbitres ; quelques milliers d'officiels, et trois millions de supporters. Tout ça à loger dans les 14 villes où se dérouleront les épreuves. Ainsi naquit Mundiespaña 82, consortium de 4 agences de voyages et de 4 chaînes hôtelières. D'une part on lui a confié la vente de billets à l'étranger (50 % du total des entrées — pour donner une idée, la vente des billets doit rapporter 12 milliards) ; d'autre part elle a loué tous les hôtels disponibles pen-

dant la période du Mondial. A son tour elle les relouera aux supporters mais au minimum pour 11 jours et à des prix passablement prohibitifs. A titre d'exemple le logement de l'équipe de France coûtera 72 millions. Ça fait très cher l'insomnie.

La caisse est à droite

A la tête de l'organisation générale du Mondial : un homme Raimundo Soporta (ex-dirigeant du Réal de Madrid) et ses 28 adjoints. Il a pensé à tout pour presser le citron. Par exemple organiser des spectacles et des concerts (Rolling Stones, Ray Charles, Julio Iglesias...) qui ratisseront 120 millions. Là aussi les entrées sont monopolisées par Mundiespaña et la West Nally. L'idéologie de Soporta ne fait pas de doute : il veut un "Mundial propre" et des "touristes de qualité". Les gros bonnets du football penchent à droite. Ainsi Joao Havelange (Brésil), président de la FIFA qui se démène comme un diable pour que des ferments démocratiques ne pénètrent pas dans le milieu du ballon rond. Candidat à la vice-présidence et copain du précédent, Porta est défenseur des mêmes idées d'extrême-droite, lui qui a été secrétaire général du syndicat fasciste espagnol SEU. Du beau monde pour de beaux profits. La trêve sportive n'a jamais existé pour le capital.



DOPE

VOTRE CORPS M'INTERESSE

LE problème du dopage est vieux comme le sport de compétition. Longtemps confiné au secret des malettes-miracles des soigneurs, il a pris la dimension du scandale public le jour où la télévision a montré en direct l'effondrement du coureur Simpson, zigzaguant, la bave aux lèvres, dans l'escalade du Mont Ventoux, inconscient, le cœur perdu, qui allait mourir quelques minutes plus tard sur le bord de la route.



LE dopage consiste en l'utilisation de moyens chimiques et de techniques médicales très poussées, pour améliorer ("artificiellement", précisent bien des déclarations officielles), les performances.

Pour comprendre le vrai problème que pose le dopage, il n'est pas inutile de préciser le type de substances et de méthodes utilisées pour améliorer les performances.

Le sport, c'est la défonce

TOUT était simple, du moins tant que les *amphétamines* étaient seules, ou à peu près, utilisées. Il est aisé de les déceler à l'analyse car elles ne se trouvent pas naturellement dans l'organisme, de sorte qu'elles sont éliminées peu de temps après leur prise. Elles agissent sur le système nerveux central, stimulant l'exercice de la pensée, la mémoire, la volonté. Elles accentuent la confiance en soi-même. Elles diminuent la sensation de fatigue (mais non pas la fatigue) et par conséquent le besoin apparent de sommeil. Sous amphétamine, l'effort physique et le travail intellectuel peuvent être accomplis

plus facilement et plus longtemps, mais la qualité du travail produit et de l'effort fourni n'est pas améliorée.

Les dangers sont bien connus : l'accoutumance conduit forcément, comme avec toute drogue, à augmenter les doses, théoriquement sans limite. L'individu qui ne ressent pas sa fatigue peut continuer son effort jusqu'à l'épuisement total de ses forces, l'accident cardiaque, la chute de tension subite, quelquefois la mort. Les amphétamines coupent la sensation de faim, de sorte qu'on les utilise parfois, mais de plus en plus rarement et avec une grande prudence, dans les traitements amaigrissants. Car elles ont conduit à des suicides : elles ont en effet aussi la propriété d'augmenter considérablement l'anxiété. Leur action peut être suivie d'une crise dépressive grave.

En second lieu nous citons les *cardiotropes*, les *tonicardiaques*. Ces substances ont la propriété de contracter les vaisseaux, d'augmenter la tension artérielle, de dilater les bronches et d'exciter le tissu musculaire. Mais à doses excessives elle peuvent avoir l'effet exactement inverse. C'est dire si leur utilisation est dangereuse.

Du sang à la une

LA troisième catégorie de médicaments est celle qui cause actuellement le plus de soucis car elle comporte des substances indécélables et dont l'utilisation par conséquent se développe. Il s'agit des *hormones* : *corticoïdes*, *stéroïdes anabolisants* et *testostérone*. Il est évident que, chez les individus dont la puberté n'est pas achevée, les dangers sont particulièrement dangereux. Il y a chez la jeune femme des risques de virilisation : atrophie des seins, apparition de poils sur le visage, les membres et la poitrine, perturbation ou même disparition des règles. Chez les hommes peut se produire une atteinte de la prostate ou une stérilité. La testostérone provoque parfois la formation de tumeurs quel que soit le sexe. Elle entraîne quel que soit l'âge une augmentation de l'appétit, par conséquent une prise de poids qui impose un travail supplémentaire aux articulations. La testostérone est une hormone secrétée par les testicules et qui se trouve en conséquence naturellement dans l'organisme. Et justement l'analyse ne permet pas de faire la part des

hormones endogènes, c'est-à-dire formées par l'organisme, et celles que l'on dit exogènes : apportées par l'extérieur. Et si un jour il est possible de déceler les hormones exogènes, des petits malins trouveront autre chose.

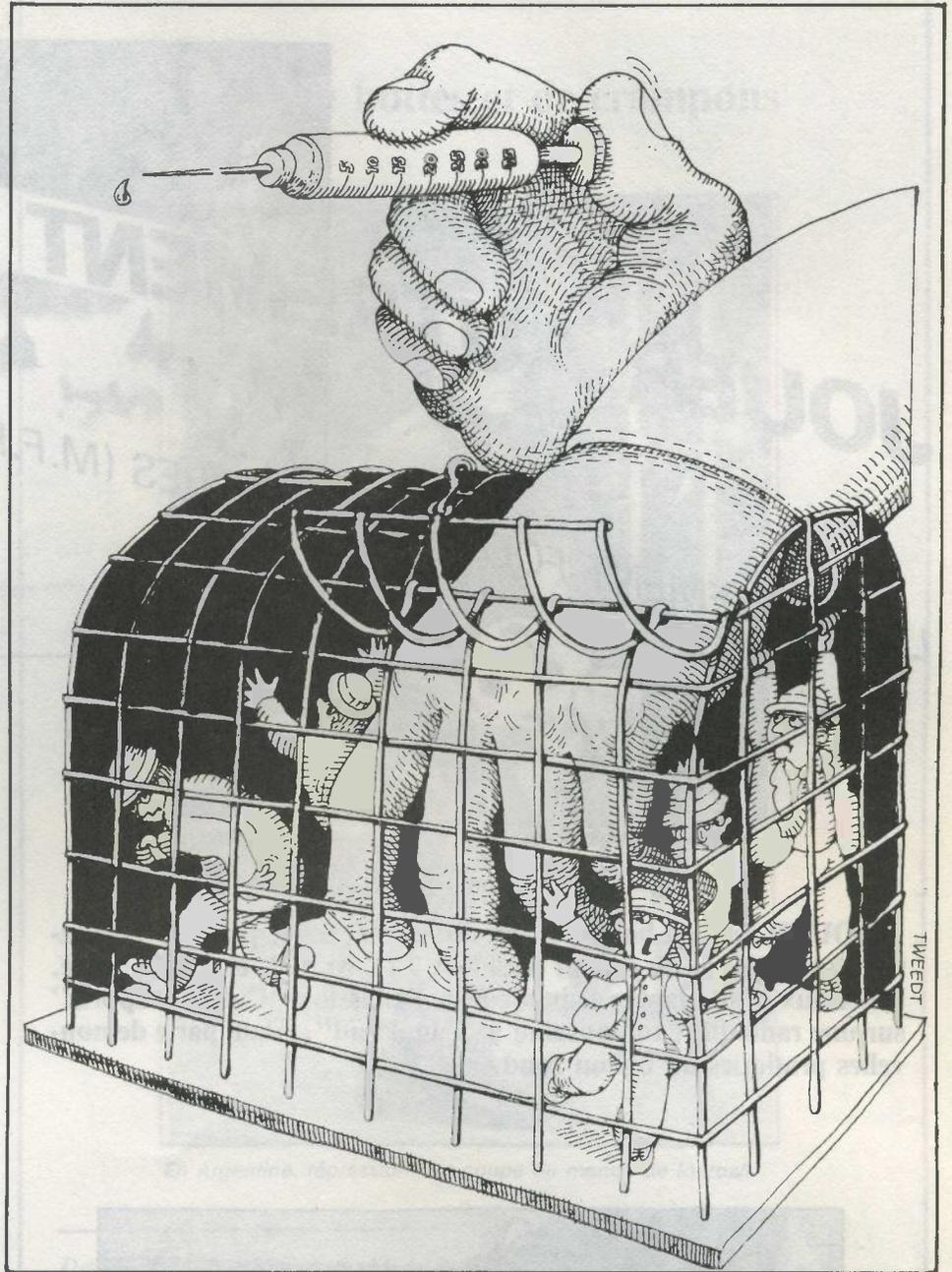
Ainsi lors des Jeux Olympiques d'hiver à Innsbrück en 1976, l'affaire des transfusions de sang a montré que dans la course au record, les apprentis-sorciers n'avaient pas dit leur dernier mot.

La performance exige la drogue

CE procédé de dopage n'est pas nouveau. Il s'agit de stimuler par un prélèvement de sang quelque temps avant une compétition de longue durée, le processus de régulation globulaire de l'organisme. Placé en état de manque, celui-ci met en route un processus d'activation et de multiplication des globules rouges pour pallier au plus vite cette défaillance. Si à un moment donné choisi comme optimum, on réinjecte le sang prélevé auparavant, on obtient pendant quelque temps une polyglobulie (nombre excessif de globules rouges), puisque le processus d'activation n'est pas encore arrêté et qu'un surcroît de globules rouges a été rajouté. On peut penser que l'excès de globules rouges peut améliorer l'oxygénation et donner un coup de fouet permettant une amélioration des performances.

Quand dans les laboratoires ultra-perfectionnés on met au point de nouvelles méthodes scientifiques de détection des dernières drogues utilisées, en même temps, dans d'autres laboratoires "clandestins" ultraspécialisés, on perfectionne de nouveaux produits et de nouveaux procédés tout aussi scientifiques, visant à augmenter toujours plus les performances.

La mise en évidence de ce cercle vicieux est en lui-même extrêmement éloquent : si aucune mesure d'interdiction ne peut venir à bout du dopage, c'est que le dopage est constitutif à la performance, c'est qu'il est engendré par la course au record elle-même, par la compétition sportive. La course aux médailles exige la drogue.



« Que la jeunesse bourgeoise et la jeunesse prolétarienne s'abreuvent à la même source de joie musculaire, voilà l'essentiel, qu'elles s'y rencontrent ce n'est maintenant que l'accessoire. De cette source découlera, pour l'un comme pour l'autre, la bonne humeur sociale, seul état d'âme qui puisse autoriser pour l'avenir l'espoir de collaboration efficace. »

(in "Pédagogie sportive" cité par Y.P. Boulogne).

« Il y a deux races distinctes : celle des hommes au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée et celle des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. Hé bien ! c'est dans les collègues comme dans le monde : les faibles sont écartés, le bénéfice de cette éducation n'est appréciable qu'aux forts. »

(in "L'Education anglaise").

« Les races sont de valeur différente et à la race blanche, d'essence supérieure,

PIERRE DE COUBERTIN PAR LUI-MÊME



toutes les autres doivent faire allégeance. »

(in "La vie et l'œuvre pédagogique de P. de Coubertin", par Boulogne).

« La théorie de l'égalité des droits pour toutes les races humaines, conduit à une ligne politique contraire à tout progrès colonial. Sans naturellement (sic) s'abaisser à l'esclavage ou même à une forme adoucie du servage, la race supérieure a raison de refuser à la race inférieure certains privilèges de la vie civilisée. »

(in "The review of the reviews", avril 1901).

« On s'inquiète en France de ce que les jeux de 1936 ont été éclairés par la force et la discipline hitlériennes. Comment pouvait-il en être autrement ? Il est éminemment souhaitable au contraire que les jeux entrent ainsi, avec ce bonheur, dans le vêtement que chaque peuple tisse pendant quatre ans à leur intention. »

(in "Le Journal", 27.8.1936).

JOUER AUTREMENT ?

LE MOUVEMENT FOOTBALL PROGRES (M.F.P.)



JOUER au foot ball de façon différente, est-ce possible ? Avez-vous déjà vu un sportif dissident ? Le M.F.P. en serait truffé. Place aux pratiquants. Animateur de l'émission "Café des Sports" sur une radio libre toulousaine : "Canal Sud", Alain parle de nouvelles pratiques du ballon rond.



Un bref historique

A partir de 1960, un journal de football "Le Miroir du Football" est créé. Autour de cette publication se regroupent des joueurs, entraîneurs... pour se rencontrer, échanger leur vécu, etc.

En mai 1968, lors des "zévénements", création de l'Association française des footballeurs. Slogan : "le football aux footballeurs". Cette association éclate au bout d'un an.

Le 18 décembre 1973, 50 personnes réunies à l'U.E.R.E.P.S. de Rennes émettent l'idée d'une association : le Mouvement du Football Progrès (MFP).

Le 2 février 1974, le MFP se constitue sur le plan national avec une assemblée de 250 personnes représentant les ligues régionales.

Dans les années 74-75, le MFP essaie de s'implanter dans les régions et n'y parvient pas. Depuis 1976 il revient en Bretagne où il peut survivre et peut-être vivre.

Le MFP désire développer un esprit où le footballeur aurait toute sa dignité, où le joueur pourrait s'épanouir dans l'équipe, pourrait augmenter ses capacités d'échanges, et sur le plan technique, le footballeur sert à l'équipe de manière à offrir un jeu plaisant et offensif, tout en se faisant plaisir par un jeu équilibré, entre les arrières et les avants, basé sur une circulation collective de la balle. Le jeu qui repose uniquement sur une ou deux individualités est à proscrire. Dans le football actuel on voit trop souvent le même joueur constamment sollicité.

Pour une pédagogie différente

UN entraîneur ne devrait pas être obligatoire comme il est de mise à l'heure actuelle. Un club doit savoir si oui ou non il le désire. Si oui, cet entraîneur

doit éviter de jouer les généraux aux stratégies géniales (l'histoire nous a montré bien des choses à ce sujet...) ou à l'apprenti sorcier avec ses formules secrètes. Il ne doit pas concevoir les joueurs comme de la pâte à modeler ou comme "ses choses" à qui il impose ses désirs et ses "quatre volontés" (parfois plus...), ni faire des entraînements-corrées qui "font mal" et bien sûr ne pas faire faire des exercices coupés de la réalité.

Cet entraîneur doit plutôt soumettre son programme aux joueurs adhérents du club et en discuter. Ensuite il observera la réalité pratique du club dans laquelle il évolue, sur deux points : sur le terrain, il devra connaître les possibilités, les aspirations de l'équipe et des joueurs. Il devra également chercher à rendre permanentes les actions positives que les joueurs réalisent épisodiquement. Hors du terrain, l'entraîneur (ou éducateur) sera attentif à tous les rapports qui existent entre le jeu et le public, l'équipe et le public, les relations affectives dans le groupe, le football et les réalités quotidiennes. Avec ces enseignements, il pourra établir un programme sur le football et sa périphérie.

L'entraînement ne doit pas être chiant. Il peut être fait avec des jeux qui varient en fonction des objectifs à atteindre ; ces jeux créent un plaisir de s'entraîner, les joueurs s'y reconnaissent et peuvent aussi inventer des exercices adaptés. L'entraîneur doit progressivement associer les joueurs à l'entraînement de manière à obtenir une autogestion pédagogique. Une vie de groupe très riche, avec des réunions critiques, semble également être positive et permettre d'aller vers une autogestion du club par ses participants...

Les principes fondamentaux du M.F.P.

— Décloisonnement des rôles : la distinction joueur-entraîneur-dirigeant doit devenir diffuse pour que tous puissent s'exprimer. Un système de commissions regroupant des personnes de diverses compétences semble être valable pour s'occuper de la bonne marche du club.

— Pour une participation réelle du plus grand nombre grâce à une rotation plus importante des personnes face aux tâches diverses.

— Hiérarchie, autoritarisme... Basta !... avec des A.G. relativement fréquentes de manière à discuter, faire le point, critiquer le travail des commissions, etc.

— Modalités propres à chaque club : pas de modèle typé. Chaque club s'organise en fonction de son identité. De plus, la structure n'est pas figée mais elle évolue au gré des personnes participantes et de leurs aspirations.

Une réalisation plus complète au sein des ligues régionales viendra peut-être... un jour. En attendant une dizaine d'équipes en Bretagne jouent au football selon les bases du M.F.P.

Contact : M.F.P., B.P. 672, 35008 Rennes Cedex.

Un journal existe également sur ces bases : "Le Contre-Pied". Il est bien fait et parle du foot de manière différente :

"Le Contre-Pied" 29, rue de la Nardelle, 22000 St-Brieuc. Questions ? Critiques ? Pas de problème, écrire au journal qui me transmettra. Salut.

ALAIN

Bruits de bottes et de crampons



En Argentine, répression... et coupe du monde de football.

Depuis 1930, la Coupe du Monde de football se déroule tous les quatre ans. Avec une interruption en 1942 et 1946 pour cause de "compétition" plus meurtrière.

1930. — Uruguay : Peu de temps avant guerre, finale Argentine-Uruguay. Après le match que l'Uruguay remporte, l'ambassade de ce pays à Buenos-Aires est attaquée. Violents affrontements. La police tire...

1934. — Italie : Chef de l'Etat, Mussolini, dit Musso, dit El Duce. Taille de la coupe : un mètre. Tricheries et violences.

1938. — France : Rien de spécial si ce n'est qu'on repère facilement les Italiens grâce à leur salut fasciste.

1950. — Brésil : Après la grande boucherie, le Brésil, comme feront bien d'autres pays, se sert de l'événement pour faire oublier les gens crevant de faim.

1954. — Suisse : Excellent esprit...

"C'est neutre"... Découverte d'une grande équipe, la Hongrie.

1958. — Suède : La guerre froide, ça continue. On reprend un pays neutre. France, troisième. Fontaine, recordman des buteurs en coupe du Monde (13 buts). C'est encore actuel, cocorico ! (ces précisions s'adressent aux mordus).

1962. — Chili : Ce petit pays démocratique se défonce pour organiser le Mondial. Début du béton italien.

1966. — Angleterre : Crise mondiale... Diversion... Air connu. L'entraîneur est anobli. Incidents diplomatiques après que ce triste sire ait qualifié les sud-américains de "bêtes"... Plainte de la S.P.A.

1970. — Mexique : On crève de faim, etc.

1974. — Allemagne : Avènement du phénomène marketing.

1978. — Argentine : Je me casse... J'ai mal à l'estomac...

Le Petit Châtain Footeux



« Brésil. — Afin de prévenir toutes grèves sur le tas, les principales industries de Sao Paulo, bientôt suivies par celles de tout le pays, ont décidé de cesser leurs activités durant les retransmissions télévisées du Mondial. »
(in "Libération", 5.4.82).

OPIUM

LE SPORTISME

UNE NOUVELLE RELIGION AUX RAMIFICATIONS
INTERNATIONALES

C'EST d'abord par son corps que l'homme est devenu un producteur. Dans cette réalité biologique, en perpétuelle évolution, se situe l'attraction exercée sur les responsables de l'organisation du travail. Cette démarche s'inspire tout naturellement du processus de domestication exercé par les hommes au détriment du monde animal. Analogie troublante de l'histoire des chevaux, par exemple, comparée à celle des humains...

*Notre réalité corporelle :
un enjeu historique,
expression de
tous les pouvoirs...*

POUR que de beaux éphèbes puissent meubler les gymnases de la Grèce antique, il fallait que la multitude des prolétaires soit occupée à produire les ressources indispensables à la vie. Ceux-ci n'étaient pas des individus libres : ils ne figuraient pas dans les castes sociales souveraines de la République de Platon.

Les pouvoirs institués ont toujours voulu assujettir corporellement l'individu ; aussi ont-ils établi dans la durée de l'existence des points de repère essentiels que les biologistes appellent des synchroniseurs.

Le travail était au Moyen-Age synchronisé par le calendrier de l'Eglise. Tout au long de la journée, il était rappelé au travailleur (clocher des agglomérations) qu'une volonté divine présidait à son labeur. Benigno Cacerès dans son livre "Loisirs et Travail" explique bien ce processus. Ce point fondamental dans l'exercice du Pouvoir était déjà bien perçu en 1790, date à laquelle le calendrier républicain de Gilbert Romme posait le problème de la périodicité vécue dans la vie des producteurs. Les horaires, congés, emplois du temps, etc. représentent la volonté pratique et l'emprise du Pouvoir sur notre existence.

Pour que ce contrôle soit absolu, il faut qu'un autre paramètre soit maîtrisé, il s'agit de l'espace. Les lieux de travail, d'habitation, de vie sociale, précisent aux producteurs le confinement territorial dans lequel

ils peuvent se déplacer. Déjà au XVII^e siècle, en France, les Manufactures Royales annonçaient par leur configuration, la future concentration industrielle en favorisant l'encaissement de la main-d'œuvre.

Dépossédé d'un temps qui ne lui appartient plus, détenu dans un espace limité, le prolétaire n'a plus qu'à se confronter aux exigences du rendement.

Mais, très vite, les Autorités vont se heurter à deux déterminismes fondamentaux de l'activité corporelle :

— la production énergétique corporelle et sa limite : la fatigue,

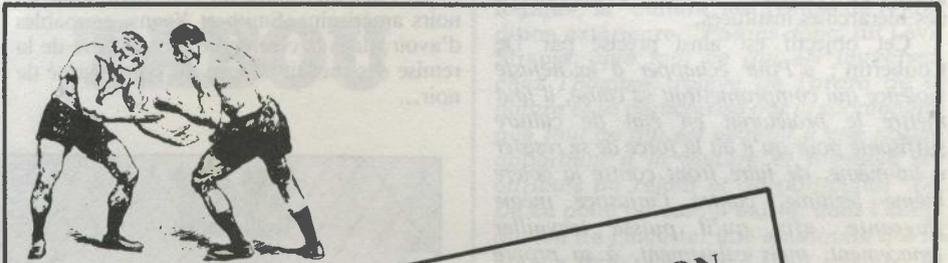
— la reconstitution de la force de travail, afin de pouvoir recommencer ou continuer à produire,

Ces deux mécanismes sont étroitement liés : ils représentent le rythme propre de notre existence. Temps, Espace, Rythme de vie : voilà les trois entités qui assurent le contrôle de l'activité corporelle.

L'Organisation Scientifique du Travail (O.S.T.) allait se charger de normaliser et de planifier les inter-relations existant entre ces trois facteurs. Curieuse coïncidence, Taylor est contemporain du fondateur du Sport actuel : le baron Pierre de Coubertin...



Avant le départ pour Barcelone, en 1936, pour les Jeux lancés, pour protester contre les J.O. de Berlin, dans l'Allemagne nazie.



SPORT, CULTURE ET REPRESSION

« Le sport ne fait que transposer au niveau de l'activité non directement productive (c'est ce qui distingue le sport du travail) la compétition économique et sociale... »

L'activité sportive est une activité de type totalitaire qui induit un comportement corporel spécifique : compétitivité, rendement, mesure, quantification, hiérarchie, conditionnement psycho-affectif de contrôle et de domination.

Quant au corps dont le sport nous donne l'image, il représente une sorte d'amoncellement de muscles et de trajets nerveux qui ne posent apparemment que des problèmes de technique et de fonctionnement, un corps an-historique ou trans-historique...

Nous pouvons dire que le rôle essentiel du sport serait de « colmater » l'angoisse née du corps, de l'apaiser, de la convertir en « angoisse justifiée » pour pouvoir ensuite la liquider...

Le sport, dit justement J. Ellul, « est un facteur de massification en même temps que de discipline ; et à ce double titre, il coïncide exactement avec une civilisation technicienne et totalitaire. Le sport prend ainsi l'exacte suite du travail mécanisé, il assure la relève lorsque l'homme quitte son travail, de façon qu'à aucun moment cet homme ne soit indépendant des techniques. Il retrouve dans le sport le même esprit, les mêmes critères, la même morale, les mêmes gestes, les mêmes objectifs qu'il avait à peine quittés en sortant de l'usine ou du bureau. »

Partisans



Comment expliquer alors la naissance et l'essor prodigieux du sport ? Est-ce le fait d'un seul homme ?

NOUS avons dit, plus haut, que l'homme au travail pose aux Autorités une exigence politico-historique : « panem et circenses »... du pain et des jeux. Du pain : pour pouvoir produire l'effort indispensable exigé dans le Travail. Des jeux : pour pouvoir reconstituer cette force de travail en accaparant la part de rêve que possède chaque individu.

Cependant l'évolution de l'industrialisation a imposé l'automatisation. Dès lors un dilemme est apparu : le chômage ou le temps libéré ? Patronat et syndicats vont devoir analyser les conditions de la production dans cette alternative.

En 1936, les forces populaires obtiennent les congés payés, mais auparavant une lutte incessante avait sérieusement malmené l'absolutisme patronal. Si le travailleur récupère un temps pour lui-même, il n'est pas indifférent aux dirigeants de savoir comment il veut en disposer. Il s'agit d'occuper la capacité de rêve de l'individu par des incitations qui suscitent en lui une référence constante à la religion productiviste. Le bœuf doit rêver d'une charrue (techniquement perfectionnée...) lui rappelant constamment sa condition de domesticité.

Cette mainmise dictatoriale sur le comportement humain dans ce qu'il a de plus essentiel (l'imaginaire), une philosophie nouvelle va l'accomplir : c'est le Sportisme...

De Coubertin a emprunté les éléments de sa doctrine au système anglais dont l'industrialisme triomphant appelait sur le

marché la présence d'une Elite convaincue et déterminée. L'école britannique allait sélectionner ces cadres libéraux, ne craignant pas de « s'encanailler » au contact des masses populaires afin de créer le climat favorable dans l'entreprise.

C'est alors que le foot-ball, le rugby,

voyaient se mêler cycliquement, sous le prétexte du maillot, des catégories sociales étrangères, mais qu'on contraignait au respect de la Règle du jeu, à la spécialisation nécessaire des rôles (division du travail), enfin à ce fair-play, code chevaleresque d'une adversité mesurée et habilement contrôlée.

Par la suite, De Coubertin définissait ainsi le sport : « *Culte volontaire et habituel de l'exercice musculaire intensif appuyé sur le désir de progrès et pouvant aller jusqu'au risque* ». Ce culte repose sur une vision de l'homme : l'olympisme. Il faudrait analyser cette philosophie pour comprendre le caractère volontairement récupérateur du monde sportif par rapport aux aspirations historiques du monde ouvrier. Désormais les Etats auront leur bonne conscience représentée dans des Fédérations Sportives (rien à voir avec le fédéralisme historique...) regroupant tous les "amuseurs" capables d'absorber toute la dynamique des potentialités culturelles des travailleurs. La fête n'appartient plus au peuple ; ce dernier devient spectateur d'un scénario où les dernières libertés qui pouvaient lui être consenties, sont planifiées dans le sens du profit, du rendement et de la consolidation des hiérarchies instituées.

Cet objectif est ainsi précisé par De Coubertin : « *Pour échapper à la néfaste violence qui compromettrait sa cause, il faut mettre le prolétariat en état de culture suffisante pour qu'il ait la force de se résister à lui-même, de faire front contre la colère même légitime, contre l'injustice même flagrante, afin qu'il puisse travailler tenacement, mais calmement, à sa propre élévation* ». (extrait d'une lettre inédite à Duchoslov Forst).

Le sport : nouvel opium du peuple ?

TOUS les systèmes étatiques vont s'appliquer désormais à favoriser un Culte aussi prometteur.

Le Comité International Olympique organisera tous les quatre ans des pèlerinages appelés Jeux Olympiques. Des nouveaux prêtres (entraîneur, dirigeant, arbitre) veilleront à entretenir le rite de l'entraînement en vue de la grande messe cyclique de la compétition (match). Une organisation (championnat, challenge, derby) accapare l'attention et la ferveur de ces nouveaux bigots que sont les supporters. Tout au long de l'année, leur dévotion se manifestera par un soutien financier (obole du dimanche), des déplacements réguliers où certaines expressions fétichistes pourront nous rappeler nos lointaines origines néandertaliennes. Enfin, les mass-média développeront le mythe des champions et des vedettes et tiendront à jour la mémoire des records et des scores, afin que l'imaginaire de chaque individu soit accaparé et définitivement anesthésié.

L'activité corporelle est donc canalisée dans cette voie unique et sans issue. Un corps humain qui est en mouvement ne pourra être reconnu que si la gestualité qu'il met en jeu s'inscrit dans ce processus normalisateur. Cet asservissement concerté, cette incantation au risque (recul des limites... que l'on ne connaît même pas !...) procureront les justifications nécessaires aux Autoritaires. Hitler, Mussolini, Franco, Videla (liste toujours à complé-

ter...) ont trouvé dans le sportisme des arguments incontestables pour leurs idées et leur prestige.

Mais l'Histoire retient parfois l'absurdité d'une telle logique. C'est ainsi que :

— en 1904, à St-Louis (U.S.A.) des "Ant-rhological Days" ont fait concourir à part ceux qui n'avaient pas la peau blanche...

— en 1912, à Stockholm (Suède), le sprinter noir H.P. Drew est enfermé dans son vestiaire afin de ne pas arriver dans une course avant un autre sprinter blanc...

— en 1936, à Berlin (Allemagne), Adolf Hitler quitte le stade précipitamment plutôt que de devoir serrer la main du sprinter noir, Jess Owens...

— en 1956, à Helsinki (Finlande), le réfugié hongrois, Sandor Iharos, recordman du monde du mile, ne peut participer aux épreuves, car il est déclaré apatride...

— en 1968, on expulse du stade olympique les noirs américains, Smith et Yvans, coupables d'avoir, dans la cérémonie protocolaire de la remise des médailles, levé un poing ganté de noir...

L'histoire des Jeux Olympiques est parsemée de ces symptômes inquiétants. Le déchaînement habile des passions n'arrive pas à masquer ces faits dont la diversité n'est pas, loin s'en faut, hasardeuse. Mais pourquoi une telle mystification a-t-elle été possible ?

Cette démarche s'inscrit tout simplement dans la domestication que les classes possédantes ont exercé vis-à-vis du prolétariat. Pourtant ce dernier est parfois parcouru par des rêves étranges. Ainsi, dans la Rome des années 70, les gladiateurs sortaient du stade et mettaient les institutions en péril. Le match commencé avec Spartacus n'allait jamais avoir de fin. Les milliers de corps des gladiateurs suppliciés qui ont bordé les voies romaines annonçaient la nature d'une compétition particulière : à toute expression du corps insurgé répondrait la violence répressive d'un Pouvoir toujours vigilant. Actuellement, ce combat est devenu très sophistiqué ; néanmoins une conscience nouvelle apparaît peu à peu : celle d'une identité retrouvée qui, dans l'éparpillement des luttes, affirme pour chacun la possibilité d'une vie différente.



Au retour de l'entraînement, Wolfshohl fait un détour pour saluer ses anciens camarades de travail de l'usine Humboldt-Deutz.

IDÉOLOGIE

LES différents termes utilisés par les divers peuples que les anthropologues traduisent par le mot "inceste" véhiculent des traditions culturelles, des valeurs éthiques et des doctrines qui n'ont rien en commun entre elles et qui sont fréquemment antagoniques.

Dans les langues romaines, "inceste" vient du latin : in (préfixe de signe négatif) et castum (incestus, au sens propre "non-chaste"). L'idée latente sera donc celle d'une atteinte à la pureté ou à la décence. En langue indonésienne, pour citer un autre exemple, le mot que l'on traduit généralement par "incestueux" est *sumbang* qui signifie également "inconvenant" ou "répugnant". Il désigne une conduite socialement criticable ou condamnable : d'un point de vue sexuel il englobe aussi bien l'inceste que l'adultère (1).

Actuellement, le dictionnaire nous dit que l'inceste est une relation sexuelle entre proches parents qui n'ont pas droit au mariage. En d'autres termes, une relation illicite entre des personnes qui sont parentes à un degré déterminé par les lois. Les explications avancées sont de tous ordres et vont de la crainte ou l'horreur du sang menstruel, en passant par les effets néfastes (?) de la consanguinité, la répugnance instinctive, la rupture de la solidarité familiale, jusqu'aux effets de désorganisation des statuts hiérarchiques que l'acceptation de l'inceste peut produire dans la société. Mais ce qui a fasciné les anthropologues — qui sont tous, soit dit en passant, des individus plus ou moins bien socialisés de notre propre culture — c'est la prétendue universalité de l'interdiction de l'inceste. Nous prendrons comme référence deux théories générales qui caractérisent la pensée contemporaine et dans lesquelles l'interdiction de l'inceste joue un rôle central : la théorie de la parenté de Lévi-Strauss et la théorie psycho-analytique de Freud.

Lévi-Strauss : l'inceste et le pouvoir

POUR Lévi-Strauss, l'interdiction de l'inceste joue le rôle privilégié de rendre possible le passage du domaine de la Nature à celui de la Cul-

LE TABOU DE L'INCESTE



ture. Le comportement "naturel" de l'Homme n'existe pas : l'espèce humaine s'est développée à travers la vie sociale, la parole, l'organisation institutionnelle. Le comportement biologique est intégré dans l'ordre symbolique de la culture. La "nature" est le domaine de l'hérédité biologique, la "culture" est l'ordre de la tradition extérieure. *"Posons donc, dit Lévi-Strauss, que tout ce qui est universel chez l'homme, relève de l'ordre de la nature et se caractérise par la spontanéité que tout ce qui est astreint à une norme appartient à la culture et présente les attributs du relatif et du particulier"* (2) De ce point de vue, il existe, dans l'interdiction de l'inceste, une ambiguïté qui la lie aux deux versants du fait humain, le versant naturel et celui culturel : elle est universelle comme le sont les phénomènes qui dépendent de la nature et, en même temps, elle est une règle particulière qui détermine les relations entre les sexes. Comme il n'y a pas de génération spontanée, le double fait de la filiation et de l'alliance constitue le cadre social dans lequel va se reproduire et évoluer l'espèce humaine. La consanguinité est un fait naturel où vont s'exprimer les lois de l'hérédité, tandis que l'alliance entre les sexes est un fait culturel qui va déterminer qui s'allie avec qui.

"La nature impose l'alliance sans la déterminer ; et la culture ne la reçoit que pour en définir aussitôt les modalités". (3) La prohibition de l'inceste est ainsi conçue comme la structure même de la règle qui fonde le social.

L'élément fondamental de la vie sociale est donc l'échange : échange de biens, d'objets, de valeurs, de signes, de mots. Et la structure de l'échange contient un principe de réciprocité. Dans le cas de l'alliance matrimoniale, il existe une relation globale d'échange dans laquelle entre en jeu le transfert de biens matériels, de valeurs sociales comme les privilèges, les droits et les obligations, en plus, évidemment, de la femme qui est considérée dans ce cas comme un "bien social". Ce type de prestation totale qui caractérise l'échange qui réglemente le mariage, ne s'établit pas entre un homme et une femme, mais entre un groupe d'hommes et un autre groupe d'hommes *"et la femme n'y figure que comme l'un des objets de l'échange, et non pas comme l'un des partenaires de l'échange"* (4). La réciprocité entre les différents groupes sociaux est assurée par des règles d'exogamie qui précisent quelles sont les femmes permises : la prohibition de l'inceste n'est que l'aspect négatif de ces règles. *"la prohibition de l'inceste*

est moins une règle qui interdit d'épouser mère, sœur ou fille, qu'une règle qui oblige à donner mère, sœur ou fille à autrui. C'est la règle du don par excellence" (5).

Pour d'autres auteurs, la prohibition de l'inceste n'a rien d'universel et n'est pas liée à la nature de l'homme. La limitation de l'accès des femmes à l'intérieur d'un groupe est liée au contrôle de la reproduction de ce même groupe et dès lors le contrôle matrimonial devient l'un des éléments du pouvoir politique. Le mariage préférentiel est une stratégie politique dans les relations extérieures du groupe, et implique que l'on dispose d'un nombre de femmes comme biens d'échange. Ainsi l'interdiction de l'inceste se développe comme un concept moral produit par une idéologie liée à l'élaboration du pouvoir dans les sociétés domestiques.

Freud : une instance d'interdiction

VOYONS maintenant une autre dimension du problème, abordée par la théorie psychanalytique de Sigmund Freud. Ici l'inceste est fondamentalement envisagé à la lumière des désirs inconscients. Si l'humanité, depuis les temps primitifs, s'est attachée à interdire et à créer tabous et punitions, mythes et institutions, sur le thème de l'inceste,

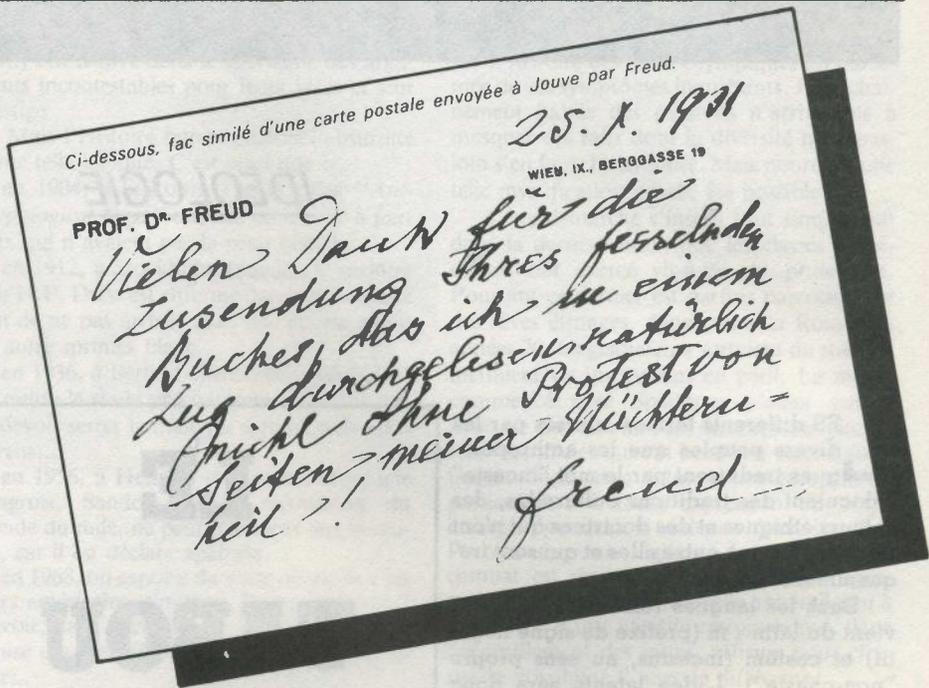
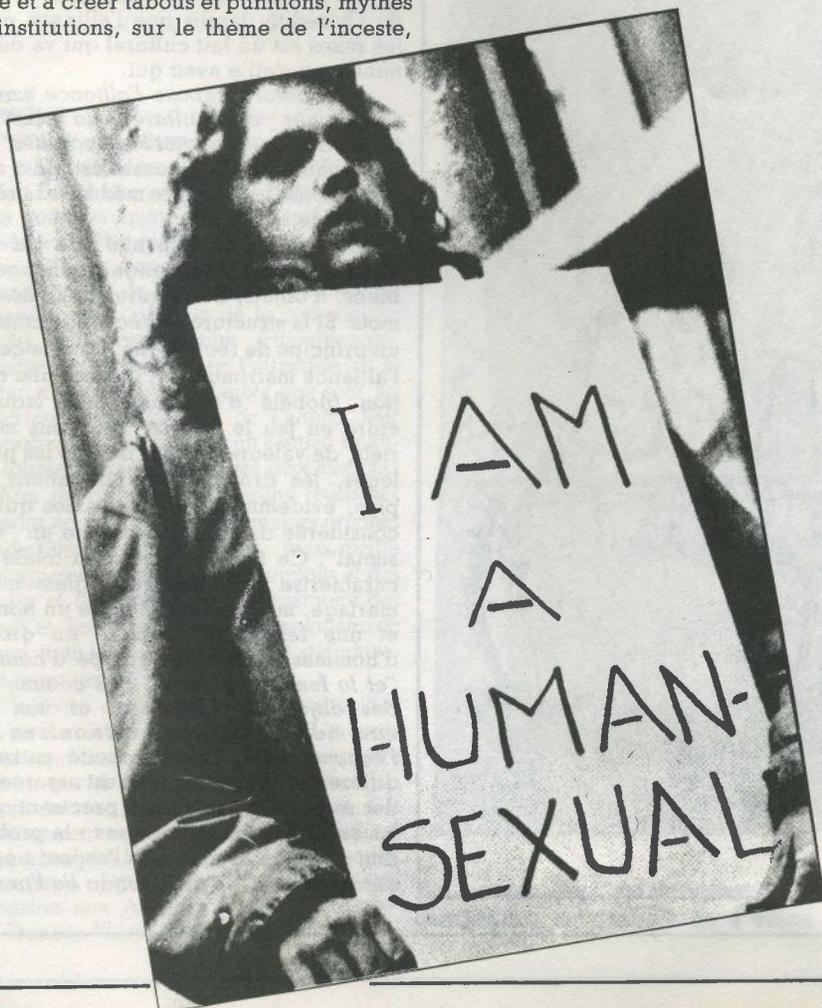
c'est qu'il doit exister un désir positif de le réaliser. « Nous ne voyons pas, en effet — se dit Freud — pourquoi il faudrait interdire ce que personne ne désire réaliser ; ce qui s'avère être sévèrement interdit doit faire l'objet d'un désir ». La vie animique de l'enfant commence à se structurer autour de l'inter-jeu des affections positives et négatives, l'amour et la haine, dirigées vers les personnes de son entourage, ses proches parents — qu'ils soient consanguins ou adoptifs. Ainsi se développe un point central de la personnalité constitué d'affections et d'identifications, que l'on connaît en psychanalyse sous le nom de "complexe d'Œdipe". En d'autres

termes plus simples (mais nous savons que la réalité psychologique est bien plus complexe et difficile à décrire) la première synthèse de désirs amoureux ou hostiles que ressent l'enfant se présente comme la transcription sur le terrain psychologique, du mythe grec d'Œdipe : désir sexuel envers la personne du sexe opposé et désir de mort envers le rival, représenté par la personne de même sexe. Dans sa forme positive et chez l'enfant mâle, le "complexe d'Œdipe" est un désir incestueux envers la mère, accompagné de sentiments hostiles de haine et d'agressivité dirigés contre le père.

Le "complexe d'Œdipe", que Freud situe entre la troisième et la cinquième année de la vie, culmine en un "complexe de castration" (phantasme ou imagination inconsciente d'être puni de castration par l'autorité paternelle omnipuissante) qui interdit, définitivement, à l'enfant mâle, la mère comme objet sexuel.

Le "complexe de castration" doit être entendu comme partie prenante de l'ordre culturel, ayant une fonction mythique d'interdiction et de réglementation. Dans ladite "menace de castration", que confirme l'interdiction de l'inceste, se réalise, en un imaginaire autoritaire, la fonction de la loi en tant qu'instituant de l'ordre humain, de la même manière que (comme nous l'avons vu avec la théorie de Lévi-Strauss) l'interdiction de l'inceste représente la règle qui inaugure l'ordre symbolique et par là-même le social. L'inceste, son interdiction et les institutions exogamiques qui lui sont liées, dans l'origine mythique de la société, s'intègrent, comme l'a montré Freud dans *Totem et tabou*, dans la "théorie" du père primitif se réservant, sous la menace de châtrer ses fils, l'usage exclusif des femmes de la horde. Cette reconstruction mythique des temps primitifs, bien que probablement fausse en tant que recherche "historique" des origines, permet cependant de montrer une structure symbolique qui donne leur sens, leur signification, qui "explique" le contenu profond des comportements humains.

Ainsi donc, le complexe d'Œdipe et le complexe de castration qui lui est lié, ne



sont pas réductibles à une situation réelle, à une expérience particulière vécue par chaque individu au sein d'une "famille", mais constituent au contraire une **instance d'interdiction** qui oblige chaque individu à se construire comme sujet, au sein d'une société hiérarchisée dans laquelle la satisfaction immédiate est définitivement empêchée. Cette instance qui s'exprime dans l'interdiction de l'inceste, lie de façon inséparable le désir et la loi. Dans la théorie exposée par Freud dans **Totem et tabou**, l'interdiction de l'inceste n'est pas un produit de la famille restreinte composée du père, de la mère et de leurs enfants (telle que nous la connaissons aujourd'hui), mais d'une institution culturelle proche du clan, visant essentiellement à empêcher l'inceste du fils avec la mère, et qui a été ensuite étendue, avec la complexité croissante de l'organisation sociale, aux autres relations de parenté.

Le désir et la loi

POUR terminer cette note succincte sur les théories de l'inceste, nous ferons deux observations :

1) La prétendue universalité de l'interdiction de l'inceste (universalité acceptée par 8 anthropologues sur 10) a été critiquée sur la base de l'extrême variabilité des interdictions qui, dans différentes cultures, règlent l'échange social. Les interdictions de l'inceste ne constituent pas une catégorie bien définie et l'opinion de Murdock, par exemple (qui écrit : « *Le tabou de l'inceste et les restrictions endogamiques en tout genre apparaissent clairement comme l'extension de tabous sexuels entre parents et enfants, et entre frère et sœur dans la cellule familiale* ») ne constitue qu'une hypothèse idéologique qui, en extrapolant un élément de notre propre culture (les tabous sexuels de la famille nucléaire) l'utilise comme facteur explicatif de toutes les interdictions sociales. Ce qui est valable pour notre propre culture ne l'est pas nécessairement pour tous les temps et toutes les cultures.

En résumé, nous dirons avec R. Needham (6) : dans chaque société particulière nous nous trouvons en présence de règles explicites (c'est-à-dire de représentations collectives de ce qu'il faut ou ne faut pas faire) ; une même règle définit ce qui est permis et, par conséquent, ce qui est interdit ; l'accès aux biens sociaux reconnus est toujours réglementé dans une société et la règle n'exprime rien d'autre que la valeur qui lui est attribuée. Donc, par définition, l'inceste se réfère aux règles qui ont trait à l'accès des femmes et il n'est que l'aspect négatif du contrôle de cet accès. Les interdictions de l'inceste n'ont rien de commun entre elles

si ce n'est leur caractère d'interdiction.

2) Comme nous l'avons vu depuis le début, toutes les théories qui associent la règle et la loi à l'interdiction de l'inceste partent d'une assymétrie entre les sexes. Ce sont les hommes qui échangent les femmes ; dans une société d'hommes, les femmes sont un "bien social". Cette assymétrie n'est pas expliquée dans les théories, si ce n'est par une vague référence au fait "naturel". La hiérarchie entre les sexes, loin d'être une situation préalable à la constitution de l'ordre social, est une conséquence des règles d'interdiction qui sont à la base du développement du pouvoir politique dans les sociétés segmentaires, dites primitives. D'un autre point de vue, considérant l'interdiction de l'inceste intégrée au "complexe de castration", à la structure œdipienne, nous

devons la considérer comme l'aspect normatif qui permet, dans l'inconscient individuel, la reproduction du pouvoir politique et sanctionne la "légitimité" de l'autorité sociale.

La critique de la domination sociale doit prendre en compte cette dimension, à la fois inconsciente et institutionnelle, du tabou de l'inceste.

Eduardo Colombo.

(1) Cf. Needham, Rodney : "La parenté en question", Ed. du Seuil, Paris, 1977, p. 125.

(2) Lévi-Strauss, Claude : "Les structures élémentaires de la parenté", Ed. Mouton, Paris, 1967, p. 10.

(3) Ibid, p. 37.

(4) Ibid, p. 135.

(5) Ibid, p. 552.

(6) Needham, R., Op. Cit., p. 127.



« La critique de la domination sociale doit prendre en compte la dimension, inconsciente et institutionnelle, du tabou de l'inceste. »

ROCK A L'EST



La dernière attaque en règle a été menée en URSS contre le groupe "La machine du temps". Dans la "Komsomolskaia Pravda", organe des jeunesses communistes est publié en avril, une lettre réquisitoire de plusieurs artistes et responsables culturels de Krasnoïarsk, en Sibérie. Tous les arguments habituels sont alignés contre le groupe rock : « ... véhicule de l'idéologie occidentale... arme des services secrets américains... il est impossible d'appeler cela de la chanson... leurs intonations ne sont pas masculines... ils s'habillent n'importe comment, avec des chaussures de montagne, des casquettes de plage et des ficelles en guise de cravate... ils s'écartent de la tradition de la culture nationale ». Ce qui fait peur, c'est le succès du groupe, de leurs textes subversifs : « Je n'ai pas cru aux promesses/ Et je ne croirai pas non plus à l'avenir/ Croire aux promesses n'a plus de sens. » Ou encore : « Porter des masques/ Ce n'est que sous un masque qu'on peut être soi-même. » On comprend que les autorités s'irritent « du danger d'injections d'idées aussi douteuses. Du mauvais goût au cynisme, il n'y a qu'un pas ». Et l'on sait qu'à l'Est, le cynisme est monopole d'Etat.

Musicien ouvrier syndiqué

La vague de production rocker occidentale vient mourir sans force dans les pays de l'Est où l'on s'arrache les disques sur un marché noir toléré par les autorités. L'Occident reste le point de mire de groupes qui ont du mal à s'exprimer. Les barrières sont nombreuses et pour tout dire con-

LES réactions du mastodonte bureaucrate sont sans imagination. Les condamnations de la culture rock se succèdent dans la presse des pays de l'Est sans réussir à avoir un impact réel sur les choix de la jeunesse. Déjà en décembre 1977 on trouvait affirmé dans la "Gazetta" : « Les punks sont la tendance bourgeoise la plus réactionnaire à avoir jamais existé. » Phrases toutes faites, bulldozer idéologique, parade sans effet sur une multiplicité de besoins des jeunes (plus ou moins manipulés, avec retard, par les goûts de l'Occident), et surtout inopérante étant donné la mobilité (création, disparition) des groupes rocks.

SOLIDAROCK

tradictaires avec la culture rock. Les difficultés matérielles (coût du matériel) et artistiques (où trouver des scènes pour jouer alors que, par exemple en Pologne, c'est le gouvernement qui est seul organisateur de tournées), s'ajoutent en carcan imposé à toute expression musicale. Le musicien est classé en tant qu'ouvrier et pour l'être, il lui faut se syndiquer. Les tirages de disques sont extrêmement limités et il n'existe pas de pourcentages sur les ventes. On touche un fixe à l'enregistrement ou, pour les concerts, on est payé au nombre de musiciens. Cette mesure qui pourrait être profitable aux "petits" et aux "expéri-

mentaux", se retourne de fait contre eux, quand on sait le processus à suivre pour obtenir le droit d'enregistrer.

« Pour devenir un artiste officiel en Pologne, il faut d'abord passer par une école de musique professionnelle et gagner 5 étoiles, grades qui permettent d'accéder au statut "agréé" et au studio d'enregistrement. En principe, les autorités vous les octroient après 17 ans d'études, ce qui pour n'importe quel kid embarqué dans cette galère, se traduit par la certitude de ne pouvoir enregistrer que vers 35 ans. » (1)

Et pourtant, ils existent et s'expriment.

SOLIDAROCK

A ce titre, la Pologne a une fois de plus été exemplaire. Il y eut un temps de recherche où l'on s'est contenté de copier ce qui se faisait en Occident, comme Isabella Trojanuska enregistrant avec le groupe "Manaam" : textes mélos et voix de Nina Hagen. D'ailleurs, les autorités ne s'y sont pas trompé. Après le coup d'Etat, les concerts ont tout d'abord été interdits, puis, c'est elle qu'on autorisera à enregistrer un deuxième album, en plein état de siège, et qu'on utilisera politiquement en lui permettant, début mars, de se produire à Varsovie au cours de trois concerts, devant un rare public n'atteignant même pas les 1000 personnes.

Non, la véritable histoire du rock polonais tourne autour de groupes comme "Deadlock" et "Kryzys". Le plus vieux, "Deadlock", originaire de Gdansk, s'est formé en 77, puis dissous, puis reformé en 79. Il joue une musique punk dure, mais sans trop de recherche étant donné son indigence en matériel et puis aussi parce que pour eux "la musique ce n'est pas la technique, mais l'émotion". Pour pouvoir se produire il doit accepter d'assurer la première partie des artistes officiels. En août 80, liberté politique aidant, il assure avec "Tilt" et "Kryzys" une tournée dans le pays. Plus de 2000 personnes se réuniront au stade de Varsovie pour les écouter. Leur disque "Ambicja" (Ambition) prélude à leur séparation. Au moment d'être enfin connus, ils ont un sursaut contre ce qu'ils perçoivent comme une récupération. Le chanteur fera taire sa voix et se contentera de jouer de la guitare. En 81, ils se réuniront avec "Kryzys" (Crise).

Ce dernier groupe est né en 78. Plus politisé, il reçoit l'influence du reggae (en jouant la version polonaise de "Get up Stand up"). Son premier disque sera enregistré lors d'un concert donné à l'usine de tracteurs Ursus dans la banlieue ouest de Varsovie. Ils sont alors distribués en Europe, alors que théoriquement, on ne peut vendre des disques à l'étranger. Mais protégés par leur succès ils feront la couverture du "Music Week" et du "Billboard" et même la "Vie Ouvrière" cégétiste en parlera. Une agence russe les contacte pour une tournée en URSS. Refus de certains dont le chanteur Robert Brylewski

et le batteur Maciej, qui créent en compagnie de membres de l'ex-"Deadlock", la "Brigada Kryzys".

Début décembre, bloqués par l'évolution de leur musique et par l'arrivée de la dictature, certains partiront pour Berlin-Ouest pour fonder un nouveau groupe, "White Volcanoes". Barclay avec un sans-gêne incroyable, étiquettera leurs disques sortis en France (2) : "Soutien au rock polonais" et à travers sa collection "Blitzkrieg Records" nous les fera connaître avec une pochette dessinée par Christian Chapiron, plus connu sous le nom de Kiki Picasso, ex-Bazooka.

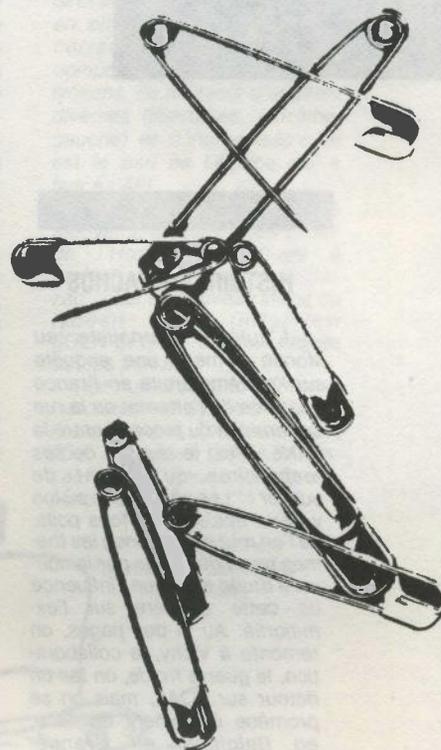
FLORAISON ROCK

Malgré le coup de frein récent, l'URSS a toléré ces dernières années le développement de la musique rock. Il y a même un hit parade publié par le "Moskovsky Komsomlets" sur la base du courrier des lecteurs.

En Tchécoslovaquie, la répression a eu la peau d'un des meilleurs groupes : «Plastic People of the Universe» (3). En 74-75 ils font un concert en compagnie d'un autre groupe, "DG 307", et du chanteur contestataire Karel Sokoup, signataire de la Charte 77. "Plastic People" est interdit, sa ferme incendiée. Karel Sokoup condamné à 6 mois de prison pour "trouble de l'ordre public". Sans compter les tracasseries et la répression hypocrite... Sokoup prendra 10 mois de prison en plus, peu après, pour avoir chanté au cours d'un mariage des "paroles obscènes", entendez... subversives. Il sera déchu de sa nationalité, perdra donc son travail et devra s'exiler, aujourd'hui en France.

En Yougoslavie, le succès reconnu d'un groupe (passablement teinté de nationalisme) comme "Les Idoles" (Srdjan Saper et Vladimir Divljan) masque l'existence d'autres rockers aux noms évocateurs : "Le Théâtre Sale", "Triste Franz", "Pierre et les Méchants Loups", "Contrôle ouvrier", "Guerilla Urbaine"...

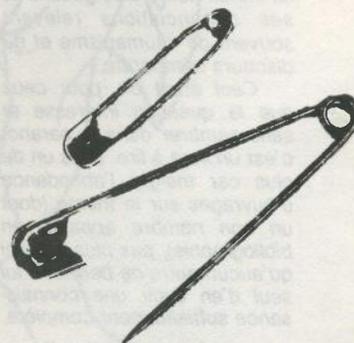
Dans un système pesant sur la vie quotidienne, quelle musique mieux que le rock pouvait évoquer la révolte ? Pas à pas, ses conquêtes se font certaines. Les prévisions des "Idoles" sont justes : « On va vers des années de cassure dès à présent. Voici venir le temps d'une fermentation fructueuse. Là où la turbulence du monde atteindra son



maximum, apparaîtra nécessairement un nouvel ordre des idées ».

Douglas FAIRBANK

- (1) du mensuel "New Wave"
- (2) Discographie :
 - Deadlock : "Ambicja" (Barclay 200.174)
 - Kryzys, (Barclay 200 173)
 - Deadlock + Kryzys (45 t.) : "Meilleurs parfums de la Révolution", (Barclay).
- (3) Edité en disque parallèle par Jacques Pasquier, le même qui a balancé un cendrier à la tête de Polac dans le "Droit de Réponse" consacré au show-biz.



L'informatisation bouleverse le travail dans les bureaux depuis quelques années. L'automatisation fait maintenant de même dans les ateliers. Quelles en sont les conséquences pour nous, travailleurs ? Et comment nous battre si l'on n'en connaît pas les causes véritables ? La brochure "Prolos-Robots" de Michel Kamps, travailleur de l'électronique, vient combler un vide en ce qui concerne l'analyse de l'automatisation dans le secteur métallurgique. Il y a là de quoi réveiller les naïfs qui pensent encore que les sciences et les techniques d'aujourd'hui, sous le règne du capitalisme, restent neutres... ou ceux pour qui "le développement de la science affranchit l'ouvrier des contraintes matérielles du travail et libèrera, par l'accession de tous au savoir, le potentiel créateur de l'homme" (thèse de Richta, reprise par la CGT)... ou ceux encore qui prônent le "contrôle des conséquences de l'emploi des nouvelles technologies". La robotisation, c'est tout simplement, les travailleurs qu'on robotise.

Michel Kamps, "Prolos-Robots, automatisation et lutte de classe", 15 F port compris. A commander à Besson, B.P. 3, 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire.

HISTOIRE DE FACHOS

L'auteur, journaliste au Monde a mené une enquête sur l'extrême-droite en France à la suite de l'attentat de la rue Copernic et du procès contre la FANE. C'est le résultat de ses recherches qu'il vient de publier : "Les néo-nazis" où l'on y parle des fafs de tous poils, où l'on met en évidence les thèmes nazis défendus par la nouvelle droite ainsi que l'influence de cette dernière sur l'ex-majorité. Au fil des pages, on remonte à Vichy, la collaboration, la guerre froide, on fait un détour sur l'OAS, mais on se promène également en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Espagne, aux USA...

Une bonne partie de l'ouvrage se réfère aux textes eux-mêmes, aux filiations d'idées. Si l'auteur distingue très nettement entre ceux affichant leur filiation nazi et œuvrant aux abords de la clandestinité et ceux qui se masquent le visage pour mieux jouer la carte legaliste, on regrettera que la volonté d'insister sur les points communs ait quasiment fait disparaître les divergences. Divergences sans lesquelles on ne comprendra toujours pas les raisons de l'existence d'autant de groupes, cercles, clubs, fronts, partis.

On regrettera aussi que le problème du rôle historique des fascismes n'y soit pas vraiment abordé. Il est vrai que l'auteur ne prétend nullement à une analyse révolutionnaire, étant lui-même homme de gauche et ses dénonciations relevant souvent de l'humanisme et du discours démocrate.

Ceci étant dit, pour ceux que la question intéresse et sans sombrer dans la parano, c'est un livre à lire. Mais un de plus car malgré l'abondance d'ouvrages sur le thème (dont un bon nombre apparaît en bibliographie), pas plus celui-ci qu'aucun autre ne permet à lui seul d'en avoir une connaissance suffisamment complète.

Julien Dreux

Jean-Marc Théolleyre : "Les néo-nazis", Ed. Temps actuels, 69 F.

UN CRAYON DE COMBAT

Ils s'installent aux premières loges, avec leurs sous-ventrières tricolores, leurs palmes, leurs rubans, leurs insignes, et autres verrotailleries, avec leurs coteries et leurs boussicoteries, leurs laideries et déroulèderies, leurs mesquineries et leurs prudhommesqueries, leurs ubuesqueries, leurs aux-armes-citoyens, leur der-des-der, leurs debout-les-morts, leurs paroles ténues et promesses non tenues...

Refrain connu. Trop.

Les envolées lyriques de Clémenceau, Briand et les autres passèrent au soleil du pouvoir. "Faut voter rouge, ça blanchira toujours assez après", disait mon grand-père.

La trahison s'installe avec son cortège de flics, gendarmes et militaires ; avec la contamination, la genuflexion, la compromission, la collusion, la démission, la perversion, l'oppression et la répression. Dans le bassin minier : plus de militaires que de travailleurs.

Aristide Delannoy dénonçait. Ses dessins parurent dans des journaux qui veulent



encore dire quelque chose : L'ASSIETTE AU BEURRE, HOMMES DU JOUR, GUERRE SOCIALE, TEMPS NOUVEAUX... Un crayon de combat qui coûta la prison et la vie au dessinateur.

Aristide DELANNOY : Un crayon de combat (185 illustrations, 32 F.) Le vent du Ch'min, 5 bis, rue Rolland-Vachette, 93200 Saint-Denis

"VIVRE ET MOURIR A L'ARMÉE"

Conditions de santé et d'hygiène déplorables, normes de sécurité non respectées, manque de soins, absence de formation des conducteurs, matériel parfois défectueux, médecine aux ordres..., les causes d'accidents du travail sont assurément nombreuses dans ce qui constitue la plus grande entreprise de travail temporaire, obligatoire et quasi-gratuit du pays. Le mépris que l'armée affiche pour la santé et la vie de son personnel a beau être connu, le bilan que dresse cette brochure réalisée par l'Union des Travailleurs Communistes

Libertaires est véritablement accablant.

Méprisé, le corps du soldat l'est sans nul doute. Méprisé au point d'être, dans son apparence comme dans ses moindres faits et gestes, modelé, discipliné, dressé, uniformisé, militarisé. Les antimilitaristes pourront à cet égard regretter l'absence de réflexion sur la fonction du corps dans l'institution militaire, de même que des libertaires se montreront pour le moins surpris que l'on puisse dénoncer les conditions de travail sans s'interroger aucunement sur la finalité même de ce travail : donner la mort ou se préparer à le faire. Alors, "vivre à l'armée ?"

La présentation laisse à désirer, la plupart des bulletins de soldats dont sont extraits les témoignages qui composent la quasi-totalité de la brochure datent par trop. Il n'en reste pas moins que ce document aussi détaillé que précis constitue un appréciable instrument de dénonciation des mœurs et pratiques de la survie encasernée.

"Vivre et mourir à l'armée" 15 F auprès des Editions L. B.P., 3884 54029 Nancy Cedex

M.A.

"DE LA BOMBE A L'ATOME"

Ce n'est un secret pour personne que l'armement atomique et l'électronucléaire sont indissociables de par leurs origines et intimement liés dans leur développement. Or, parfois réunis lors de manifestations, militants antimilitaristes et antinucléaires se sont jusqu'alors trop souvent ignorés au point de ne bénéficier aucunement des réflexions, arguments et analyses spécifiques au domaine d'intervention qu'ils ne privilégiaient pas. Visant à favoriser le développement d'une nécessaire lutte commune, la parution du dossier intitulé "De la bombe à l'atome, et vice-versa" témoigne, à cet égard, d'une intéressante évolution.

Réalisée conjointement par des membres du Comité Malville et du Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation (G.A.R.M.) lyonnais, cette brochure — que publient en commun ces deux indispensables organes d'expression des mouvements antimilitariste et antinucléaire que sont "Objections" et "Super Pholix" — a l'indiscutable mérite de mettre à la disposition de tous un outil de popularisation qui, loin d'être exhaustif, fait utilement le point sous plusieurs approches : historique, technique, commerciale, politique...

Démontrant en quoi il n'existe pas véritablement de nucléaire "civil", ce dossier, qui mérite d'être largement diffusé, est disponible (6 F l'exemplaire, 50 F les dix, port compris) auprès du bulletin de liaison antimilitariste "Objections" (BP 1070, 69202 Lyon cedex 01) et du journal "Super Pholix" (c/o Georges David, "Le Poulet", 01680 Lhuis).

"CAVALES INSOUMISES"

Pari tenté, pari tenu. "Auto-édité" par l'équipe de rédaction du périodique "Avis de Recherche" le premier livre consacré à l'insoumission "totale" compte au rang de ces rares ouvrages qui, éclairant la signification d'un phénomène fort méconnu, constituent tout à la fois un outil de lutte, un document de nature historique et un beau livre que l'on a plaisir à parcourir.

D'aucuns vont certes regretter l'incontestable parti pris des auteurs qui, relatant les moindres faits et gestes des groupes d'insoumission auxquels ils ont appartenu (G.I.T., G.R.I.T...) passent complètement sous silence les activités parallèles et convergentes des objecteurs insoumis, objec-

teurs "collectifs" et autres insoumis, dits "publics". D'autres, peu coutumiers des publications des insoumis "totaux", seront sans nul doute surpris par leur ton volontiers dramatisé à l'extrême leur goût du sensationnel et leur discours par trop emphatique. "Cavales insoumises" que ses auteurs présentent comme un "manuel de la résistance insoumise", n'est pourtant ni un véritable guide pratique à l'usage des insoumis, ni un ouvrage retraçant l'histoire de l'insoumission. Pas un guide, en ce sens qu'il serait vain, maladroit et illusoire de prétendre présenter un recueil de "combines" utilisables efficacement par tout un chacun dans l'illégalité, mais la relation d'expériences individuelles par définition uniques et néanmoins utiles. Pas vraiment une histoire des réfractaires non plus — qui serait en ce cas partielle, dénuée d'analyses et, au fond, décevante — mais, tout simplement, une somme de "points de repères dans l'histoire de 10 ans de luttes insoumises" : animateurs d'un des courants présents parmi les réfractaires, les rédacteurs d'"Avis de Recherche" nous content leur histoire, celle de jeunes anti-autoritaires qui, appelés au service militaire, ont fait le choix de prouver qu'il était possible de s'opposer à toute forme de conscription en échappant au statut de martyr.

Ouvrage à plusieurs lectures, "Cavales insoumises" constitue un document unique, exceptionnel où abondent déclarations, coupures de presse et bilan d'activités, un livre où, de la naissance des G.I.T. à l'amnistie-bidon du gouvernement socialiste, se révèlent, au fil des textes et des témoignages, le portrait de tranches de vie révoltée.

"Cavales insoumises"
(176 pages, 50 francs)
est disponible auprès de :
"Avis de Recherche"
B.P. 53
75861 Paris Cedex 18

SUPPORTERS LIBERTAIRES

Avant de vous installer dans votre relax, verre d'orange à la main, pour suivre le Mundial (alors que l'on torture toujours dans les geôles espagnoles), et dans l'attente d'une finale Argentine-Angleterre, le Groupe Anarchiste de Bordeaux rappelle l'existence de sa brochure sur le sport "Réflexions sur l'Institution sport", avec au sommaire les Olympiades de Moscou en 1980, Sport, idéologie et politique, Pierre de Coubertin, Un pays sportif, la RDA, Fêtes et jeux grecs, Les meilleurs moments des J.O. modernes, etc.

A commander à son local, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, contre 12 F ou 15 F pour envoi.

"ACTIONS, PRESSE LYCEENNES"

Un journal national en direction du milieu lycéen, pris en charge par un réseau de correspondants-journalistes composé de lycéens et de non-lycéens, de militants d'origines diverses (libertaires, extrême-gauche) et d'inorganisés : tel est le pari de l'équipe qui a lancé l'APL.

Au sommaire du n° 3 : Le Mouvement Lycéen des Droits de l'Homme (reportage à Lorient) ; la grève au lycée Balzac ; pour un nouveau statut du lycéen (interview SGEN-CFDT) ; et des brèves sur les bahuts.

Le numéro coûte 4 francs ; l'abonnement (lycéen) 25 F et l'abonnement (profs-salariés) 50 F. Chèques à l'ordre de Pascal Famery. Pour toute correspondance :

A.P.L.
C/o Pascal Famery
79, rue des Cascades
75020 Paris



1872. Le congrès de St-Imier consacre la rupture dans l'Internationale. L'aile autoritaire trainera une longue décadence pour finir par se dissoudre en 1876. Les anti-autoritaires, sous l'impulsion infatigable de Bakounine, vont reprendre vigueur et acquérir une audience inespérée dans les pays du sud de l'Europe. En septembre 1876 se tient le II^e Congrès de la Fédération Italienne de l'A.I.T. C'est déjà une organisation puissante : quelque 30 000 adhérents, dont plus de 7 000 pour la seule Toscane, répartis en 129 sections. D'abord prévu à Florence, le Congrès est interdit, poursuivi et matraqué par la police ; il prendra fin dans les bois avoisinants de Pontassieve, sous une pluie battante. Péripiéties à n'en plus finir qui ne l'empêcheront cependant pas d'être un tournant dans la politique de l'Internationale italienne. Deux personnages y joueront un rôle très actif : Errico Malatesta et Carlo Cafiero, qui déjà collaboraient ensemble aux journaux *l'Ordine* et *La Campana* (1). Non seulement on y abandonne la thèse collectiviste au profit du communisme libertaire, mais on y fonde la propagande par le fait. La motion, votée à l'unanimité, précise : « *Le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par les actes les principes socialistes, est le moyen le plus efficace de propagande, et le seul qui, sans corrompre ni tromper les masses, peut pénétrer dans les couches les plus profondes de la société et attirer les forces vives de l'humanité vers la lutte de l'Internationale.* » Une semaine plus tard, l'ensemble sera repris et adopté par le Congrès général de l'A.I.T. à Berne. Dans le train qui les ramène, Malatesta et Cafiero ont déjà leur plan en tête : il faut s'attaquer aux organismes étatiques en procédant à des expropriations au profit des populations les plus pauvres. Ce plan, c'est la constitution de la "bande du Matese".

A l'époque ce genre d'action n'était pas rare. En 74, un soulèvement analogue avait déjà coûté la prison à Malatesta. L'air retentissait encore des exploits de Mazzini et de Garibaldi. On croyait au rôle exemplaire de ces actions et on s'appuyait sur l'hostilité généralisée au pouvoir, et sur le fait que les instruments de répression de celui-ci n'étaient pas d'une fidélité à toute épreuve.

Premier mouvement : con precipitazione

D'abord, trouver de l'argent. On en cherche partout. On fit même une virée à Neuchâtel pour rencontrer Kropotkine, sans rien obtenir. On commençait à désespérer, lorsque Cafiero récupéra 5 à 6 000 francs, dernier vestige de ses biens. Une socialiste russe y alla aussi de son obole. Le trésor de guerre était constitué.

Où frapper ? La région du Matese fut retenue : son caractère montagnard ne pouvait que se révéler favorable à la guérilla. On comptait, dès à présent, sur une centaine de camarades. L'appui de nombreux paysans était acquis. Salvatore Farina, vieux garibaldien local, s'en était occupé. Mais, premier coup de théâtre, on avait mal jugé ce Farina, et en particulier mal évalué les relations amicales qu'il entre-

MALATESTA

LA BANDE DU

LE 22 juillet, il y aura 50 ans que Malatesta est mort. L'histoire du mouvement ouvrier n'a pas connu de plus bouillant révolutionnaire. Luigi Fabbri disait de lui : « Son meilleur livre, Malatesta l'a écrit avec sa propre vie. » L'épisode de la "Bande du Matese" n'est pas des plus dramatiques, ni des plus rocambolesques. Par-delà l'aspect d'aventure, il témoigne des luttes d'une époque, du mouvement anarchiste grandissant, et de son prochain rendez-vous révolutionnaire : l'Espagne.

tenait avec un ministre avec qui il avait, dans le temps, conspiré contre les Bourbons. Farina vendit la mèche, il y eut des arrestations, et les contacts avec les paysans furent rompus.

Cependant, Malatesta et Cafiero étaient saufs et le projet pouvait suivre son cours et se renforcer même avec l'adhésion de Serge Stepniak (Serge Kravchinski), révolutionnaire russe en exil (2).

Le matin du 3 avril 1877, le train de Naples s'arrête à Solopaca. Une dame blonde, aux yeux verts, et un monsieur distingué, à la barbe longue et épaisse, en descendent. Un attelage les attend qui doit les conduire à Cerreto (près de San Lupo) : un de ces nombreux villages encastrés dans les roches du Matese. La maison est louée : une riche dame anglaise doit venir y passer sa convalescence. Certes, le scénario est convenant, mais la réalité est toute autre. Le gentilhomme anglais n'est autre que Cafiero, et les domestiques, une poignée d'Internationalistes. La maison servira de dépôt d'armes, de munitions et de point de rendez-vous. D'ailleurs, les armes arrivent dans de grandes caisses, le jour suivant. On met la dernière main au projet : le commandement sera assuré à tour de rôle par l'un des insurgés ceint d'une écharpe rouge. Quoi qu'il arrive, la durée de son mandat sera d'un jour, pas plus. Le déclenchement de l'action est fixée au 5 mai. C'était compter sans le pouvoir : l'affaire Farina est récente, la police est sur les dents, et tout va se précipiter.

La nuit qui tombe ce 5 avril est des plus obscures. Les carabinieri renseignés surveillent de près la maison. Un groupe d'Internationalistes arrive et veut rejoindre le lieu de rendez-vous. Accrochage, coups de feu : deux flics restent au sol, l'un d'eux

mourra peu après. Une quinzaine de camarades franchissent le barrage, gagnent la maison. Là, c'est l'effervescence ; on décide de ne plus attendre d'autres émeutiers et protégés par l'obscurité, on s'enfonce armés, dans la montagne. Dans la précipitation on laisse des armes derrière (plus de 30 fusils et de nombreuses munitions seront saisies par la police), on oublie les cartes, on se retrouve à peine le tiers de ce que l'on devrait être : une trentaine tout au plus et personne ne connaissant bien la région.

Les 6 et 7 avril, on tourne en rond. La plus grande partie du temps est consacré à l'achat de nourriture et aux négociations avec les paysans pour obtenir un coin de grange où s'allonger. Il faut prendre une décision et elle est prise : le coup qui devait se faire à San Lupo aura lieu à Lentino.

Deuxième mouvement : andante con moto

Le 8 avril, drapeau rouge déployé, les Internationalistes entrent dans le village. La municipalité, surprise en plein Conseil, est envahie. Le roi est détrôné, son portrait lacéré est jeté par la fenêtre et brûlé. Tous les documents municipaux, à l'exception de ceux relatifs aux œuvres de bienfaisance, subissent le même sort. Les fusils de la Garde Nationale et le peu d'argent confisqué sont distribués à la population qui est accourue. Cafiero appelle le secrétaire de mairie, qui ouvre de grands yeux incrédules devant le billet qu'on lui tend : « *Nous, soussignés, déclarons avoir pris possession, les armes à la main, de la mairie de Lentino au nom de la Révolution Sociale. Aujourd'hui 8 avril 1877. Carlo Cafiero, Errico Malatesta, Pietro Cesare Ceccarelli.* » Le groupe se dirige alors vers

MATESE



"C'est par la lutte qu'on apprend à lutter"

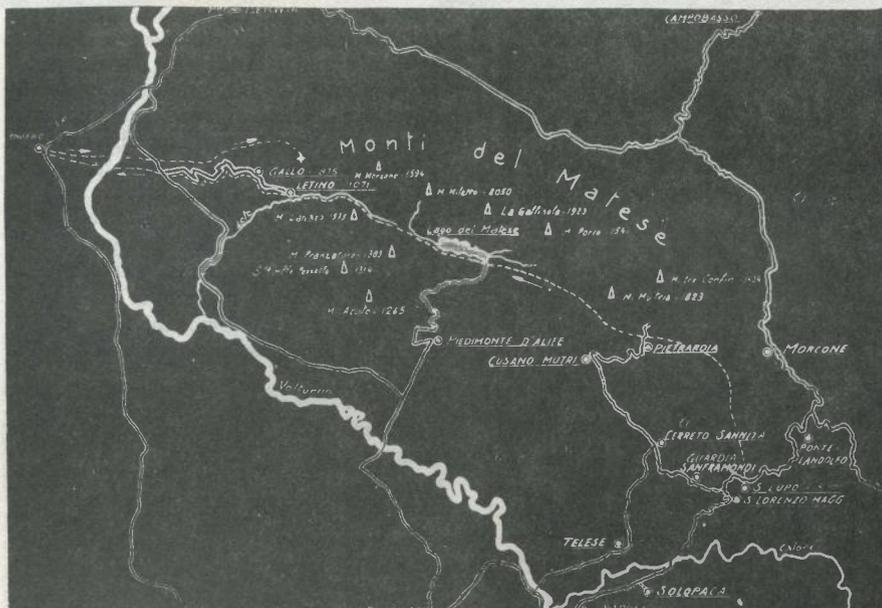
le moulin. Nouvelle occupation et destruction des instruments de mesure qui servaient à calculer la taxe sur les moissons. On prononce des discours enflammés. La population écoute, attentive, sympathisante même, mais sans plus. Il faut dire que peu de camarades parlent le dialecte du pays et qu'on se méfie ici des septentrionaux. Et il y a des raisons pour cela : les arrestations de l'affaire Farina, mais aussi et surtout la rancœur accumulée contre le gouvernement de Savoie, venu du Piémont et qui a introduit dans le Sud le service militaire obligatoire et tout un système vexatoire et expoliateur.

Il n'y a plus rien à faire à Lentino, alors on le quitte pour s'acheminer vers le village voisin, Gallo. En chemin, on croise le curé : bonne affaire, bon otage. Il marchera devant pour tranquilliser les habitants, on l'obligera même à se déclarer communiste. A Gallo, l'histoire se répète : mairie envahie, papiers brûlés, discours révolutionnaires. Finalement, à tout prendre, la journée n'a pas été aussi mauvaise que ça : la révolution a pu faire entendre sa voix.

Mais cette voix, pour faible qu'elle fut, les policiers aussi l'ont entendue. Et ils commencent à faire mouvement vers la région. Dès le lendemain, c'est le premier accrochage avec la troupe. Les camarades battent en retraite ; pas de pertes. Seule issue possible : la montagne.

Pluie et neige vont redoubler coupant les insurgés des aides possibles. La majorité des villages avoisinants sont occupés par la troupe. Les vivres commencent à manquer, les armes sont inutilisables, les cartouches mouillées. Les 9 et 10 avril, le froid et la faim s'installent. Il est clair que l'opération va tourner au désastre si l'on ne parvient pas à briser l'encerclement des forces de l'ordre. On essaie, à travers la montagne, sans trouver le chemin, on bute contre des parois infranchissables, on recommence sans succès par une autre piste. Et toujours cette neige fine qui pénètre partout, puis le brouillard et la nuit qui s'installe. Il faut choisir : rester ensemble coûte que coûte et jusqu'au bout, ou se disperser. C'est décidé, on reste ensemble. Deux camarades seulement tentent leur chance : ils seront détenus à peu de distance de là.

Les 26 internationalistes font donc marche arrière et se réfugient dans une maison à Concetta, à quelques kilomètres de Lentino. On est fourbus, abattus, même les baïonnettes ont été égarées, il reste bien peu d'argent. Nous sommes le 11 avril, quand un paysan signale aux soldats le refuge des insurgés. Dès la nuit, la ferme est encerclée et les occupants, désarmés, grelottants, affamés, se rendent. Le périple est fini : la lutte était par trop inégale. Une poignée d'hommes luttant contre un temps des plus rudes et une troupe des plus nombreuses. Dans cette opération avaient été engagés 3 compagnies de Bersaglieri au sud, le 56^e Régiment d'Infanterie au nord, d'autres troupes convergeant de Campobasso, Isernia, Caserta, Benevento et Naples. Au total, près de 12 000 hommes sous le commandement du général De Sauget. La Bande du Matese avait vécu après avoir tenu la campagne pendant 6 jours, vaincue, non par les soldats, mais par la pluie et la neige.



Finale : con effusione

34 personnes furent détenues. La plupart conduites à la prison de Santa Maria où les "loisirs" furent utilisés au mieux. Cafiero y écrivit "l'Abrégé du Capital" de Marx, Stepniak le livre "La Russie souterraine" et Malatesta rédigea des articles et un long rapport à l'A.I.T. sur les événements. Cette dernière, dissoute officiellement, et une grande partie de ses militants emprisonnés, se reconstituait à nouveau clandestinement.

Le 9 janvier 1878, meurt le roi Victor Emmanuel II. En février, le ministre Crispi accorde une large amnistie aux détenus politiques. Mais, sous prétexte de la mort du carabinier, la "bande du Matese" n'en bénéficie pas et devra attendre le mois d'août pour que s'ouvre son procès à Benevento.

Commencé le 14 août, celui-ci prendra fin le 25 après avoir, encore une fois, servi de tribune révolutionnaire aux accusés et à leurs défenseurs, parmi lesquels il y a le jeune avocat Saverio Merlino qui rejoindra à cette occasion les rangs de l'Internationale. L'édition du 26 août du quotidien de Naples, "Corriere del Mattino", rapporte ainsi la fin du procès : « Les accusés sont déclarés non coupables de complicité et blessures sur les carabinieri Asciana et Santamaria. On entend des applaudissements... Les accusés entrent dans la salle d'audience et écoutent, impassibles, le président les déclarer en liberté... Du tribunal à la prison, ils seront accompagnés par une foule immense de près de 2 000 personnes qui ne leur cache pas la sympathie qu'elle éprouve pour eux. À cinq heures, toujours au milieu de la même foule, ils quittent la prison pour se rendre au restaurant du Sanno. La foule ne se disperse toujours pas. Elle les attend. Après le repas, leur sortie est à nouveau acclamée. Aujourd'hui, la ville de Benevento est en fête. Un procès comme celui-ci par province et on pourra dire que le Gouvernement s'est tué de ses propres mains. »

Le bilan est-il négligeable ? Il convient, avant de se prononcer, de se remettre en tête les objectifs exacts de l'action. Dans

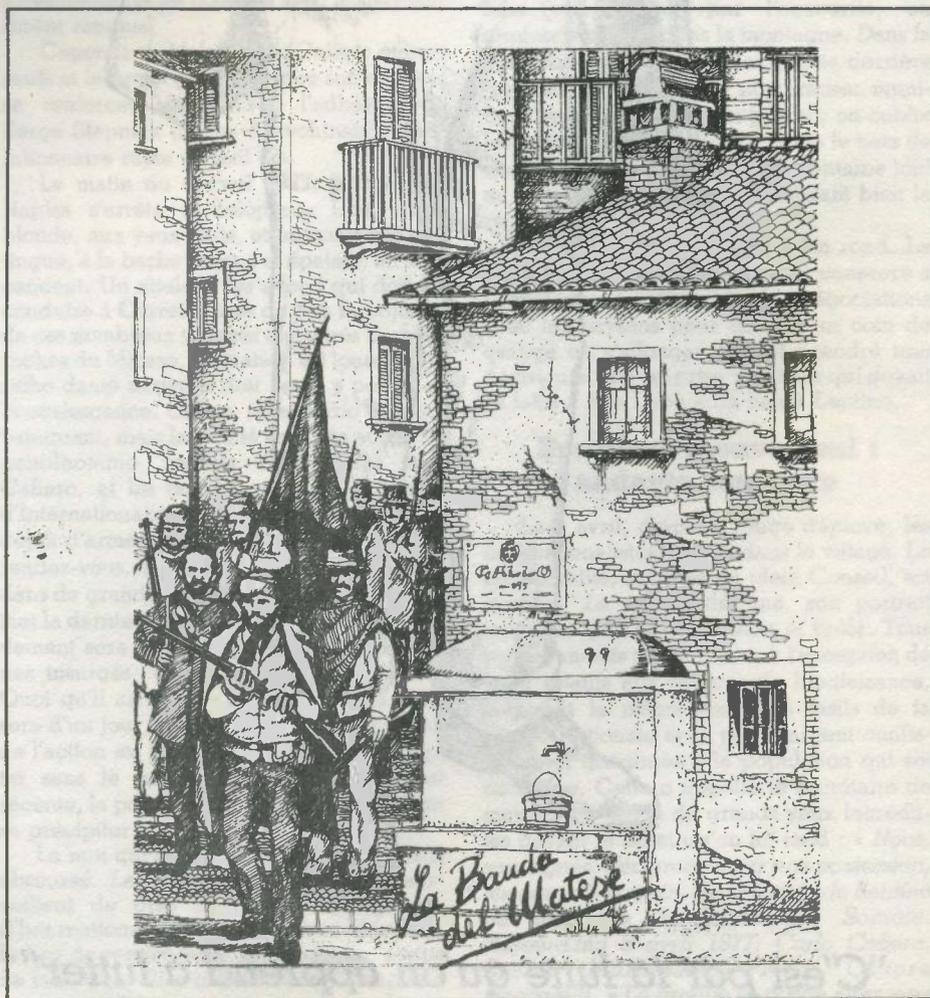
une lettre au vieil internationaliste Amilcare Cipriani, qui avait critiqué l'opération, Pietro Cesare Ceccarelli, l'un des membres de la "Bande du Matese", explique : « Cher Amilcare, avant tout il ne faut pas juger la bande du point de vue de la possibilité de la victoire. Nous ne prétendions pas vaincre... Partisans de la propagande par le fait, nous voulions faire acte de propagande. Persuadés qu'il faut provoquer la révolution, nous faisons acte de provoca-

tion... De toutes façons, une bande est comme un tison ardent jeté sur un amoncellement plus ou moins inflammable : si le feu prend, alors c'est l'incendie ; sinon, le tison s'éteint, mais le combustible sera devenu plus apte à l'incendie qu'auparavant. Nous étions une bande destinée à provoquer l'insurrection et qui ne pouvait, et ne devait, compter que sur l'écho qu'elle pouvait rencontrer dans la population. La révolution ne s'impose pas ; si elle prend, c'est parfait ; sinon, il faut recommencer... » Et Errico Malatesta recommanda toute sa vie durant. Paradoxalement, le dernier hommage à Malatesta aura lieu lors de la "Marche sur Rome". Sur la place Cavour, les fascistes brûleront son portrait. Ils ne pouvaient se tromper : il était leur pire ennemi.

Hervé Favraud

(1) Cafiero avait 6 ans de plus que Malatesta. Fils d'une riche famille bourgeoise rurale. Après avoir connu Karl Marx à Londres, il adhère à la section napolitaine de l'A.I.T., créée depuis peu par Fanelli. Il est jusqu'en 72 l'envoyé d'Engels, quand il a fait la connaissance de Bakounine et adhère à la tendance libertaire de l'Internationale. Compagnon inséparable de Malatesta. En 1882, de façon imprévisible, il rejoint la ligne parlementariste de Costa. Il sombre, la même année dans la folie et meurt le 17 juillet 1892 à l'asile de Nocera.

(2) Serge Kravchinski, provenant de l'aile conspirative du populisme russe, expert de la guérilla, il avait préparé un manuel et appris l'usage des armes aux Internationalistes. Il meurt à Londres en 1895 après avoir écrit de nombreux livres anti-tsaristes.



NOIR C'EST NOIR

CAMPING ANTIMILITARISTE

Comme les précédents, le camping antimilitariste organisé cet été autour du réseau "objections" a pour objectif premier de permettre échange d'expériences et confrontation de pratiques de militant(es), membres ou non de groupes, originaires de la plupart des régions de France. Plus indispensables que jamais, ces rencontres s'annoncent cependant quelque peu différentes. D'une part parce que le groupe qui en est à l'initiative, "objections en monde rural", est solidement implanté dans la région Loire/Rhône où se déroulent ces "3 jours contre la militarisation" terminant par une fête ouverte à la population locale ; d'autre part, parce que la durée en étant réduite, le programme d'activités (débat, discussions en commission et ateliers) est assez dense.

Une occasion à saisir pour les militants antimilitaristes trop souvent éparpillés sinon isolés : trois jours de réflexion et de détente, trois jours d'animation et de travail en commun, du jeudi 29 juillet au soir au dimanche 1^{er} août. Le lieu précis nous étant inconnu à la date où nous bouclons, se reporter au prochain numéro du bulletin de liaison antimilitariste "Objections" ou écrire à : "Objections en monde rural" rencontres 82
Les Combes
42140 Chevrières



FINLANDE

Depuis l'été dernier, la presse libertaire internationale s'est enrichie d'un nouveau journal : MUSTA TUULI, hebdo finlandais. Les camarades qui l'éditent fondent également une agence alternative d'informations. Leur adresse : MUSTA TUULI, Box 151, 00141 Helsinki 14, Finlande.

LE CANCRE... LAS !

Renaissance du bulletin de liaison des anarchistes dans l'éducation. Dans ces dernières livraisons on trouve une analyse des projets du S.N.I., du S.N.E.S. et du S.G.E.N. Les libertaires ont toujours été très investis dans les actions éducatives. Alors, pourquoi ne pas se coordonner ?

LE CANCRE-LAS ! c/o
Librairie Cherche, 3, rue Marx
Dormoy. 75018 PARIS.

RADIO LIBERTAIRE

Un gala de soutien à Radio-Libertaire (89,5 Mhz) aura lieu à Bobino (20, rue de la Gaîté à Paris) le LUNDI 28 JUIN 1982, à partir de 20 h 30.

Avec la participation de :
Patrick FONT et Philippe VAL
Jacques DEBRONCKART
Alain AURENCHÉ
Billets en vente :
— à la F.N.A.C. (55 F)
— à PUBLICO - 145, rue Amelot
75011 Paris.
Réduction pour les porteurs de
la carte d'auditeur, à 35 F.

**Radio-
Libertaire**
sur 89, 5 MHz

(Emet sur Paris et proche région
tous les jours, sauf dimanche,
de 18 à 22 h)

CAHIERS MAX NETTLAU

Après 18 mois d'interruption, le n°3 de ces cahiers "pour servir l'histoire du mouvement anarchiste international" vient de paraître. Ce numéro monographique retrace l'histoire de l'anarchisme en Pologne du début du XX^e siècle à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, suivi d'un dossier de presse française de l'époque.

Pour toute correspondance, commande ou abonnement :

Roland Biard
B.P. 18
91172 Viry-Châtillon. Cedex

REOUVERTURE DU C.I.R.A. GENEVE

Après deux années consacrées au classement et à la réorganisation, la bibliothèque du Centre International de Recherche sur l'Anarchisme à Genève a réouvert ses portes aux lecteurs et chercheurs.

Le CIRA dispose de 15 000 livres et brochures en 27 langues ainsi que de très nombreux périodiques anarchistes. Il peut répondre à toutes les demandes de renseignements bibliographiques et envoie les ouvrages en prêt à l'étranger.

Il est financé par des lecteurs (25 F suisses par an, à verser au CCP 12-17750 à Genève) et quelques dons, et géré par un comité local. Ses collections sont constituées en majeure partie de dons et de legs.

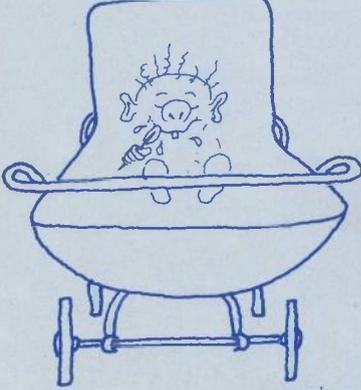
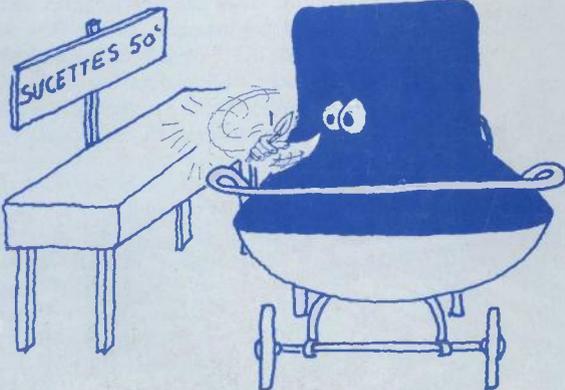
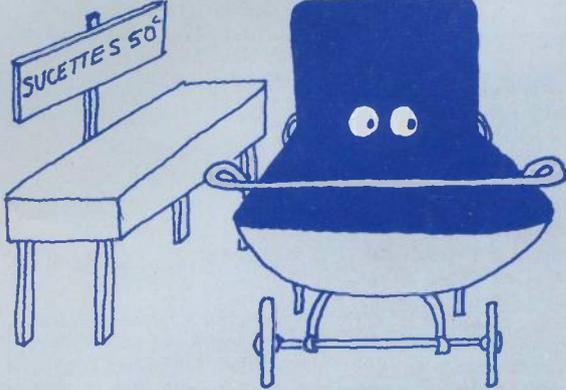
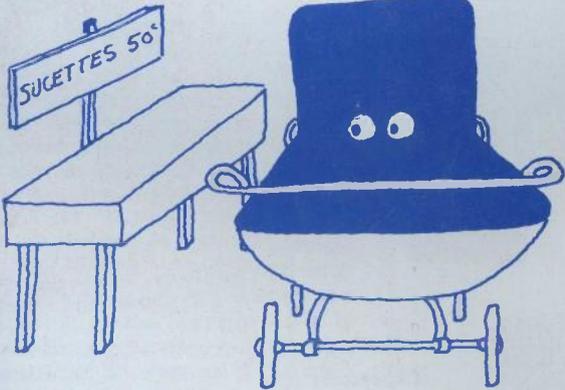
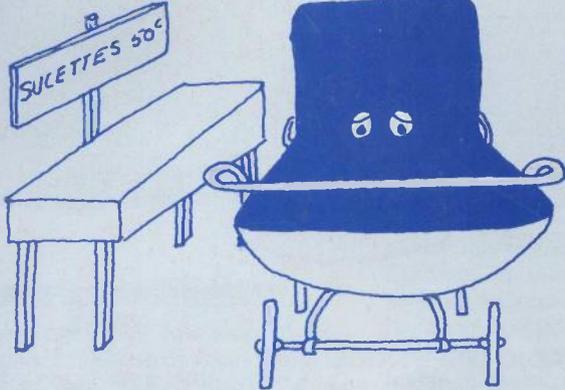
Le CIRA fait partie, depuis sa création, de la Fédération Internationale des centres d'études, et de documentation libertaires (FICEDL) et est membre de l'Association Internationale des Instituts spécialisés dans l'histoire du mouvement ouvrier (IALHI).

C.I.R.A.
C.P. 51
1211 - Genève 13



DÉLINQUANCE

ET ILS FONT ÇA DE PLUS EN PLUS TÔT... MA BONNE DAME!



SAINTE MARIE!



ELI COUTÈRE